

INSTRUCTION CODIFICATRICE

N° 06-053-A1-A2-A3 du 9 novembre 2006

NOR : BUD R 06 00053 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RECOUVREMENT DES IMPÔTS DIRECTS

ANALYSE

Dispositions législatives et réglementaires contenues dans le Code général des impôts
et le Livre des procédures fiscales

Date d'application : 09/11/2006

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; IMPÔT ; IMPÔT DIRECT ; REDEVANCE AUDIOVISUELLE ;
CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS ; LIVRE DE PROCÉDURE FISCALE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Instruction codificatrice n° 96-036-A1-A2-A3 du 10 avril 1996 ;
Instruction codificatrice n° 96-084-A1-A2-A3 du 14 août 1996 ;
Instruction codificatrice n° 98-115-A1-A2-A3 du 21 septembre 1998

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 33

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4B

Mesdames et Messieurs les comptables du Trésor voudront bien trouver ci-jointe une nouvelle édition du recueil des dispositions législatives et réglementaires contenues dans le Code général des impôts et le Livre des procédures fiscales relatives au recouvrement de l'impôt, mise à jour au 1^{er} janvier 2006.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA

SOMMAIRE

TITRE 1 LE RECOUVREMENT PAR VOIE DE RÔLE	3
CHAPITRE 1 LES RÔLES	4
RÔLES - ÉTABLISSEMENT ET MISE EN RECOUVREMENT	4
CHAPITRE 2 L'INFORMATION DES CONTRIBUABLES	7
1. AVIS D'IMPOSITION	7
2. EXTRAIT DE RÔLE	7
3. BORDEREAU DE SITUATION	8
CHAPITRE 3 L'EXIGIBILITÉ DE L'IMPÔT	9
1. LES ACOMPTES PROVISIONNELS D'IMPÔT SUR LE REVENU	10
2. LES ACOMPTES PROVISIONNELS D'IMPÔTS LOCAUX	13
3. PAIEMENT MENSUEL	14
4. RETENUE À LA SOURCE	21
CHAPITRE 4 LE PAIEMENT DE L'IMPÔT	23
CHAPITRE 5 LA BAISSÉ BRUTALE DES REVENUS	27
CHAPITRE 6 RETARD, INSUFFISANCE OU DÉFAUT DE PAIEMENT	28
CHAPITRE 7 REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES	30
CHAPITRE 8 RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES	31
TITRE 2 REDEVANCE AUDIOVISUELLE	37
TITRE 3 RECOUVREMENT DES IMPÔTS VERSÉS SPONTANÉMENT	43
CHAPITRE 1 TAXE ANNUELLE SUR LES LOCAUX À USAGE DE BUREAUX, LES LOCAUX COMMERCIAUX ET LES LOCAUX DE STOCKAGE PERÇUE DANS LA RÉGION ÎLE DE FRANCE	44
CHAPITRE 2 TAXE ANNUELLE SUR LES LOGEMENTS VACANTS	47
CHAPITRE 3 TAXE SUR LES SERVICE D'INFORMATIONS OU INTERACTIF À CARACTÈRE PORNOGRAPHIQUE	48
CHAPITRE 4 COTISATION MINIMUM DE TAXE PROFESSIONNELLE	49

TITRE 4 SÛRETÉS RÉELLES ET PERSONNELLES DU TRÉSOR.....	51
CHAPITRE 1 SÛRETÉS ET PRIVILÈGES	52
1. PRIVILÈGE	52
1.1. Dispositions générales	52
1.2. Publicité	53
2. HYPOTHÈQUE LÉGALE DU TRÉSOR	57
3. VENTE DE FONDS DE COMMERCE	58
CHAPITRE 2 SÛRETÉS PERSONNELLES	59
1. RESPONSABILITÉ LIÉE À LA CESSION D'ENTREPRISE	59
2. RESPONSABILITÉ MOTIVÉE PAR LES LIENS FAMILIAUX OU UN PACS.....	62
3. RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR L'IDÉE DE LOCATION D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX D'HABITATION OU PROFESSIONNELS.....	63
4. RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR LA NOTION DE TRAVAIL DISSIMULÉ	64
5. RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS ET GÉRANTS DE SOCIÉTÉS	67
6. DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ DES TIERS RESPONSABLES	67
TITRE 5 RECOUVREMENT CONTENTIEUX PROCÉDURES CIVILES ET FISCALES D'EXÉCUTION	70
CHAPITRE 1 DROIT DE COMMUNICATION ET SECRET PROFESSIONNEL	71
1. DROIT DE COMMUNICATION	71
2. SECRET PROFESSIONNEL	79
CHAPITRE 2 OBLIGATIONS DES DÉPOSITAIRES PUBLICS DE FONDS	80
CHAPITRE 3 POURSUITES.....	81
1. LETTRE DE RAPPEL.....	81
2. COMMANDEMENT.....	81
CHAPITRE 4 L'AVIS À TIERS DÉTENTEUR	83
CHAPITRE 5 LES FRAIS DE POURSUITES	84
CHAPITRE 6 SANCTIONS PÉNALES.....	86
CHAPITRE 7 CONTENTIEUX DU RECOUVREMENT	89
CHAPITRE 8 SURSIS DE PAIEMENT	93

TITRE 6 DÉGRÈVEMENTS, EXCÉDENTS DE VERSEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES	100
CHAPITRE 1 PLAFONNEMENT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	101
CHAPITRE 2 EXCÉDENTS DE VERSEMENTS DÉGRÈVEMENTS	105
CHAPITRE 3 INTÉRÊTS MORATOIRES.....	108

TITRE 1

LE RECOUVREMENT

PAR VOIE DE RÔLE

CHAPITRE 1

LES RÔLES

RÔLES - ÉTABLISSEMENT ET MISE EN RECouvreMENT

Article 1657

*(Loi n° 78-1239 du 29 décembre 1978 art. 2 VI finances pour 1979
Journal Officiel du 30 décembre 1978)*

*(Loi n° 80-30 du 18 janvier 1980 art. 22 I finances pour 1980
Journal Officiel du 19 janvier 1980)*

*(Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 art. 33 III finances pour 1987
Journal Officiel du 31 décembre 1986 en vigueur le 1^{er} janvier 1987)*

*(Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 art. 2 V finances pour 1993
Journal Officiel du 31 décembre 1992)*

*(Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 art. 96 finances pour 1997
Journal Officiel du 31 décembre 1996)*

*(Loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998 art. 12 d finances rectificative pour 1998
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*

*(Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 art. 26
Journal Officiel du 3 juillet 1998)*

*(Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 art. 12 finances pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 1999)*

*(Loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000 art. 2 III finances pour 2001
Journal Officiel du 31 décembre 2000)*

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 6, art. 7
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

*(Loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 art. 51 I a finances rectificative pour 2001
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

(Règlement n° 974-98 du 3 mai 1998 art. 14 JOCE 11 mai 1998)

*(Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 art. 76 XI finances pour 2006
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

1. Les bases de cotisation des impôts directs sont arrondies à l'euro le plus proche ; la fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1.

Les bases des taxes foncières et de la taxe d'habitation ainsi que celles des taxes annexes correspondantes sont arrondies selon les modalités définies au premier alinéa.

Les taux applicables aux bases de cotisations pour le calcul des impositions directes locales sont exprimés avec trois chiffres significatifs, le troisième chiffre étant augmenté d'une unité si le chiffre suivant est égal ou supérieur à 5.

Les cotisations d'impôts directs de toute nature sont arrondies selon les modalités définies au premier alinéa. Il en est de même du montant des majorations, réductions et dégrèvements.

Les tarifs par élément imposable prévus pour le calcul de certaines taxes perçues au profit des départements, des communes et de divers établissements sont, s'il y a lieu et nonobstant les maxima fixés par les dispositions les régissant, arrondis à l'euro le plus proche dans les mêmes conditions.

En ce qui concerne les impositions locales perçues au profit des collectivités locales et organismes compétents, les différences en plus ou en moins résultant de l'arrondissement des taux et du montant des cotisations viennent en augmentation ou en diminution du produit des sommes revenant à l'État pour frais de dégrèvement et non-valeurs et pour frais d'assiette et de recouvrement.

1 bis. Les cotisations initiales d'impôt sur le revenu ne sont pas mises en recouvrement lorsque leur montant, avant imputation de tout crédit d'impôt, est inférieur à 61 euros.

2. Les cotisations d'impôts directs dont le montant total par article de rôle est inférieur à 12 euros ne sont pas mises en recouvrement si elles sont perçues au profit du budget de l'État ; elles sont allouées en non-valeurs si elles sont perçues au profit d'un autre budget.

NOTA : Loi n° 2005-1719 du 2005-12-30 art. 76 XV finances pour 2006 : ces dispositions s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de 2006.

Article 1658

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

*(Loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 art. 21 I finances rectificative pour 1988
Journal Officiel du 30 décembre 1988)*

Les impôts directs et les taxes y assimilées sont recouvrés en vertu de rôles rendus exécutoires par arrêté du préfet¹.

Pour l'application du premier alinéa, le représentant de l'État dans le département peut déléguer ses pouvoirs au directeur des services Fiscaux et aux collaborateurs de celui-ci ayant au moins le grade de directeur divisionnaire. La publicité de ces délégations est assurée par la publication des arrêtés de délégation au recueil des actes administratifs de la préfecture.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 252 A

(Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 art. 2, 3 6° Journal Officiel du 14 juillet 1991)

*(Loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 art. 98 finances rectificative pour 1992
Journal Officiel du 5 janvier 1993)*

Constituent des titres exécutoires les arrêtés, états, rôles, avis de mise en recouvrement, titres de perception ou de recettes que l'État, les collectivités territoriales ou les établissements publics dotés d'un comptable public délivrent pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'ils sont habilités à recevoir.

¹ Article L. 252 A : Constituent des titres exécutoires les arrêtés, états, rôles, avis de mise en recouvrement, titres de perception ou de recettes que l'État, les collectivités territoriales ou les établissements publics dotés d'un comptable public délivrent pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'ils sont habilités à recevoir.

Article 1659

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

*(Loi n° 88-1193 du 29 décembre 1988 art. 21 II finances rectificative pour 1988
Journal Officiel du 30 décembre 1988)*

La date de mise en recouvrement des rôles est fixée par l'autorité compétente pour les homologuer en application de l'article 1658 d'accord avec le trésorier-payeur général. Cette date est indiquée sur le rôle ainsi que sur les avis d'imposition délivrés aux contribuables.

Lorsque des erreurs d'expédition sont constatées dans les rôles, un état de ces erreurs est dressé par le directeur des services Fiscaux et approuvé dans les mêmes conditions que ces rôles, auxquels il est annexé à titre de pièce justificative. Le directeur rédige de nouveaux avis d'imposition et les fait parvenir aux intéressés.

Article 1659 A

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les rôles primitifs des impôts directs locaux ainsi que des taxes directes perçues au profit de certains établissements publics et organismes divers peuvent être mis en recouvrement dans le même délai que les rôles supplémentaires.

Article 1724

*(Loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 art. 42 I finances pour 1982
Journal Officiel du 31 décembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 art. 26
Journal Officiel du 3 juillet 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 1999)*

*(Règlement n° CE 974-98 du 3 mai 1998 art. 14
JOCE 11 mai 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

La liquidation de toutes sommes à recevoir, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, est arrondie à l'euro le plus proche. La fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1.

Il est procédé à cet arrondissement au niveau du décompte de chaque impôt ou taxe.

CHAPITRE 2

L'INFORMATION DES CONTRIBUABLES

1. AVIS D'IMPOSITION

Article L. 253

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 91 finances pour 1990
Journal Officiel du 30 décembre 1989)
(Loi n° 99-1173 du 30 décembre 1999 art. 43 finances rectificative pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1999)
(Décret n° 2000-478 du 2 juin 2000 art. 1 Journal Officiel du 3 juin 2000)

Un avis d'imposition est adressé sous pli fermé à tout contribuable inscrit au rôle des impôts directs dans les conditions prévues aux articles 1658 à 1659 A du Code général des impôts.

L'avis d'imposition mentionne le total par nature d'impôt des sommes à acquitter, les conditions d'exigibilité, la date de mise en recouvrement et la date limite de paiement.

Une notice annexée à l'avis d'imposition est établie au titre de chaque taxe directe locale. Cette notice fait apparaître les éléments des variations des impositions perçues au profit de chaque collectivité locale, groupement de collectivités locales ou organisme concerné.

Toutefois, l'année de transformation d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle en établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique, les variations d'imposition pour les taxes acquittées par les ménages s'appliquent à la part cumulée de la commune et de l'intercommunalité.

Les avis d'imposition des contribuables des communes soumises aux prélèvements prévus à l'article L. 2531-13 du Code général des collectivités territoriales mentionnent le montant de la contribution de leur commune au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France.

2. EXTRAIT DE RÔLE

Article L. 104

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 90-669 du 30 juillet 1990 art. 56 VI
Journal Officiel du 1^{er} août 1990 en vigueur le 1^{er} janvier 1992)
(Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 art. 21 II 1° finances rectificative pour 2002
Journal Officiel du 31 décembre 2002 en vigueur le 1^{er} janvier 2005)

Les comptables chargés du recouvrement des impôts directs délivrent aux personnes qui en font la demande soit un extrait de rôle ou un certificat de non-inscription au rôle, soit une copie de l'avis de mise en recouvrement, selon le comptable compétent pour recouvrer l'impôt, dans les conditions suivantes :

a) Pour les impôts directs d'État et taxes assimilées ainsi que pour la taxe départementale sur le revenu, ces documents ne peuvent être délivrés que dans la mesure où ils concernent le contribuable lui-même¹ ;

¹ L'entrée en vigueur de la taxe départementale sur le revenu est suspendue jusqu'à une date fixée par une loi qui interviendra après le 2 avril 1993.

b) Pour les impôts locaux et taxes annexes à l'exclusion de la taxe départementale sur le revenu, ces documents peuvent être délivrés même s'ils concernent un autre contribuable mais à condition que le demandeur figure personnellement au rôle.

3. BORDEREAU DE SITUATION

Article L. 105

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 art. 21 II 2° finances rectificative pour 2002

Journal Officiel du 31 décembre 2002 en vigueur le 1^{er} janvier 2005)

Les comptables chargés du recouvrement des impôts directs délivrent des bordereaux de situation aux personnes qui en font la demande dans la mesure où ces documents concernent les contribuables eux-mêmes ou les personnes auxquelles le paiement de l'impôt peut être demandé à leur place.

CHAPITRE 3

L'EXIGIBILITÉ DE L'IMPÔT

Article 1663

*(Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 art. 99 finances pour 1988
Journal Officiel du 31 décembre 1987)*

*(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 2 V, VI
Journal Officiel du 9 juillet 1987)*

*(Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 art. 74 a II finances pour 2002
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

*(Loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 art. 11 I e finances pour 2003
Journal Officiel du 31 décembre 2002)*

*(Loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 art. 30 I finances rectificative pour 2004
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

*(Loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 art. 28 a XLIV finances rectificative pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

1. Les impôts directs, produits et taxes assimilés, visés par le présent code, sont exigibles trente jours après la date de la mise en recouvrement du rôle.

2. Le déménagement hors du ressort de la perception, à moins que le contribuable n'ait fait connaître, avec justifications à l'appui, son nouveau domicile, et la vente volontaire ou forcée entraînent l'exigibilité immédiate de la totalité de l'impôt, dès la mise en recouvrement du rôle. Entraîne également l'exigibilité immédiate et totale l'application d'une majoration pour non-déclaration ou déclaration tardive ou insuffisante des revenus et bénéfices imposables.

En cas de déménagement à l'étranger, les impôts déjà mis en recouvrement ou en cours d'établissement sont exigibles immédiatement.

Leur paiement peut toutefois être différé sur production d'une garantie estimée suffisante par le comptable chargé du recouvrement.

En cas de cession ou de cessation d'entreprise ou de l'exercice d'une profession non commerciale, ou de décès de l'exploitant ou du contribuable, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés établis dans les conditions prévues aux articles 201, 202, 204 et au 2 de l'article 221 sont immédiatement exigibles pour la totalité. Par exception, le montant dû par les sociétés ayant opté pour le régime du II de l'article 208 C au titre de l'imposition des plus-values visées au IV de l'article 219 est exigible le 15 décembre de l'année d'option pour le quart de son montant, le solde étant versé par fraction égale au plus tard le 15 décembre des trois années suivant le premier paiement.

Sont également exigibles immédiatement pour la totalité les droits et pénalités visés aux articles 1679 bis, 1729 B et 1731.

Article 1663 A

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

La perception de l'impôt sur le revenu est suspendue pour les jeunes gens salariés pendant la durée du temps légal de leur service national.

1. LES ACOMPTES PROVISIONNELS D'IMPÔT SUR LE REVENU

Article 1664

(Loi n° 80-30 du 18 janvier 1980 art. 22 II finances pour 1980 Journal Officiel du 19 janvier 1980)

*(Loi n° 82-1152 du 30 décembre 1982 art. 34 finances rectificative pour 1982
Journal Officiel du 31 décembre 1982)*

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981 art. 2
Journal Officiel du 18 septembre 1981)*

*(Loi n° 85-1403 du 30 décembre 1985 art. 13 III finances pour 1986
Journal Officiel du 31 décembre 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1986)*

*(Loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 art. 3 VII finances pour 1989
Journal Officiel du 28 décembre 1988)*

*(Loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 art. 2 V VI 1^o finances pour 1994
Journal Officiel du 31 décembre 1993)*

*(Décret n° 96-556 du 21 juin 1996 art. 1
Journal Officiel du 23 juin 1996)*

*(Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 art. 2 III, art. 3 I finances pour 1997
Journal Officiel du 31 décembre 1996)*

(Décret n° 98-400 du 22 mai 1998 art. 1 Journal Officiel du 24 mai 1998)

(Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 art. 26 Journal Officiel du 3 juillet 1998)

(Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 art. 12 finances pour 2000 Journal Officiel du 31 décembre 1999)

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 7
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

*(Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 art. 74 a III finances pour 2002
Journal Officiel du 29 décembre 2001 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

*(Loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 art. 51 X finances rectificative pour 2001
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

(Règlement n° CE 974-98 du 3 mai 1998 art. 14 JOCE 11 mai 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

*(Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 art. 76 XI finances pour 2006
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

1. En ce qui concerne les contribuables qui auront été compris dans les rôles de l'année précédente pour une somme au moins égale à 296 euros¹, l'impôt sur le revenu donne lieu, par dérogation aux dispositions de l'article 1663 et en l'absence d'option pour le paiement mensuel telle qu'elle est prévue à l'article 1681 A, à deux versements d'acomptes le 31 janvier et le 30 avril de l'année suivant celle au cours de laquelle sont réalisés les revenus servant de base de calcul de l'impôt.

Le montant de chaque acompte est égal au tiers des cotisations mises à la charge du redevable dans les rôles concernant la dernière année au titre de laquelle il a été imposé.

Les contribuables dont la cotisation d'impôt sur le revenu est mise en recouvrement entre le 1^{er} janvier et le 15 avril de la deuxième année suivant celle de la réalisation du revenu sont assujettis, en l'absence d'option pour le paiement mensuel, au versement d'un acompte provisionnel égal à 60 % de cette cotisation et payable au plus tard le 15 mai de la même année.

¹ 317 euros pour 2006.

Cet acompte n'est pas dû si le montant de la cotisation n'atteint pas la somme de 296 euros¹.

La somme prévue aux premier et quatrième alinéas est relevée chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu.

2. À défaut de paiement volontaire, le recouvrement des acomptes exigibles est assuré et poursuivi dans les conditions fixées pour les impôts directs par le titre IV du Livre des procédures fiscales.

3. Le solde de l'impôt, tel qu'il résulte de la liquidation opérée par le service des impôts, est recouvré par voie de rôles dans les conditions fixées par l'article 1663.

Toutefois, par dérogation aux règles de l'article 1663, l'impôt restant dû est exigible en totalité dès la mise en recouvrement des rôles, si tout ou partie d'un acompte n'a pas été versé le 15 du mois suivant celui au cours duquel il est devenu exigible.

4. Le contribuable qui estime que le montant du premier versement effectué au titre d'une année est égal ou supérieur aux cotisations dont il sera finalement redevable pourra se dispenser du second versement prévu pour cette année.

5. Les acomptes mentionnés au 1 sont arrondis à l'euro le plus proche. La fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1.

NOTA :

Loi n° 2005-1719 du 2005-12-30 art. 76 XV finances pour 2006 : ces dispositions s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de 2006.

Article 1665

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Un décret² rendu sur la proposition du ministre des Finances et des affaires économiques et du ministre du Budget détermine les conditions d'application de l'article 1664.

Article 357 A Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Donnent lieu aux versements d'acomptes prévus par l'article 1664 du Code général des impôts les impositions à l'impôt sur le revenu pour lesquelles le contribuable a été compris dans les rôles de l'année précédente et qui ont été mises en recouvrement au cours de ladite année.

Article 357 B Annexe III

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

(Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 art. 26

Journal Officiel du 3 juillet 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 1999)

Le montant des versements à effectuer est calculé d'après le montant des impositions correspondantes de l'année précédente compte tenu du montant des dégrèvements accordés jusqu'au 31 décembre de ladite année et des cotisations au paiement desquelles le contribuable est à la même date en droit de surseoir en vertu d'une disposition légale.

¹ 317 euros pour 2006.

² Voir les articles 357 A à 357 G de l'annexe III.

Article 357 C Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

La succession de tout contribuable qui compris dans les rôles de l'année précédente sera décédée avant le 1^{er} janvier de l'année courante est dispensée des versements prévus à l'article 1664 du Code général des impôts.

Article 357 E Annexe III

*(Édition du 1^{er} juillet 1979)**(Décret n° 2002-923 du 6 juin 2002 art. 7 Journal Officiel du 8 juin 2002)*

Les versements effectués en vertu des articles 357 A à 357 C sont encaissés par le comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs détenteur des rôles servant de base auxdits versements ou pour son compte, dans les conditions prévues par l'article 1680 du Code général des impôts. Le débiteur est tenu, au moment du versement, d'indiquer les numéros des rôles et des articles dont le montant sert de base au calcul du versement et de fournir toutes précisions utiles sur l'origine des déductions que ledit montant aurait pu subir en vertu des dispositions de l'article 357 B.

Le montant des versements sera ultérieurement imputé en l'acquit des impositions à l'impôt sur le revenu établies, au cours de l'année pendant laquelle les versements auront été effectués, à raison des revenus réalisés par le contribuable pendant l'année précédente.

Si, par suite d'un changement de domicile, les rôles de l'année courante sont pris en charge par un autre comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, le contribuable est tenu de justifier de ses versements au nouveau comptable. Faute par lui de satisfaire à cette obligation, le contribuable supportera à sa charge les frais afférents aux poursuites exercées pour le recouvrement des impôts en l'acquit desquels auraient dû être imputé les versements.

Article 357 F Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les poursuites visées au 2 de l'article 1664 du Code général des impôts seront exercées en vertu des rôles servant de base au calcul du versement.

Article 357 G Annexe III

*(Édition du 1^{er} juillet 1979)**(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13, art. 17 Journal Officiel du 8 décembre 2005)*

La majoration, établie par l'article 1730 du Code général des impôts, pourra faire l'objet de remises ou de modérations, dans les conditions qui ont été prévues pour la remise ou la modération de frais de poursuites en application du 3 de l'article 1912 dudit code.

2. LES ACOMPTES PROVISIONNELS D'IMPÔTS LOCAUX

Article 1679 quinquies

*(Loi n° 86-1318 du 30 décembre 1986 art. 19 I finances rectificative pour 1987
Journal Officiel du 31 décembre 1986)*

*(Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 art. 27 II finances pour 1993
Journal Officiel du 31 décembre 1992)*

*(Loi n° 93-859 du 22 juin 1993 art. 3 II finances rectificative pour 1993
Journal Officiel du 23 juin 1993 modification directe incorporée dans l'édition du 18 août 1993)*

*(Loi n° 93-859 du 22 juin 1993 art. 3 I finances rectificative pour 1993
Journal Officiel du 23 juin 1993)*

*(Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 art. 26
Journal Officiel du 3 juillet 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 1999)*

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 6
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

(Règlement n° CE 974-98 du 3 mai 1998 art. 14 JOCE 11 mai 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

*(Loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 art. 83 2° finances pour 2003
Journal Officiel du 31 décembre 2002)*

La taxe professionnelle et les taxes additionnelles sont recouvrées par voie de rôles suivant les modalités et sous les garanties et sanctions prévues en matière de contributions directes.

Elles donnent lieu au versement d'un acompte, égal à 50 % du montant des taxes mises en recouvrement au titre de l'année précédente, avant le 1^{er} avril de l'année courante. L'acompte n'est pas dû si ce montant est inférieur à 3 000 euros.

L'acompte est exigible le 31 mai et il est fait application des dispositions du 2 et du 3 de l'article 1664 pour son recouvrement et celui du solde de la taxe. Cet acompte est arrondi à l'euro le plus proche ; la fraction d'euro égale à 0,50 est comptée pour 1.

Le redevable qui estime que sa base d'imposition sera réduite d'au moins 25 % ou qui prévoit la cessation de son activité en cours d'année, au sens du I de l'article 1478, peut réduire le montant de son acompte en remettant au comptable du Trésor, chargé du recouvrement de la taxe professionnelle du lieu d'imposition, quinze jours avant la date d'exigibilité de l'acompte, une déclaration datée et signée.

Le versement du solde ne sera exigible qu'à partir du 1^{er} décembre.

Les redevables peuvent, sous leur responsabilité, réduire le montant du solde de taxe professionnelle du montant du dégrèvement attendu du plafonnement de la taxe professionnelle due au titre de la même année, en remettant au comptable du Trésor chargé du recouvrement de la taxe professionnelle une déclaration datée et signée.

Les contribuables doivent, un mois au moins avant l'échéance, être informés par l'administration du montant de l'acompte qu'ils auront à verser.

3. PAIEMENT MENSUEL

Article 1681 A

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

*(Loi n° 98-1267 du 30 décembre 1998 art. 12 c finances rectificative pour 1998
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*

*(Loi n° 2000-1353 du 30 décembre 2000 art. 21 I, 2 finances rectificative pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 2000)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

L'impôt sur le revenu est recouvré, au choix du contribuable, soit s'il en exprime le désir, au moyen de prélèvements effectués chaque mois sur un compte ouvert par le contribuable dans un établissement habilité à cet effet, selon les modalités fixées aux articles 1681 B à 1681 F et 1724 quinquies soit, à défaut de cette option, dans les conditions prévues au présent code et notamment au 1 de l'article 1663 et aux articles 1664 et 1730.

L'option est exercée ou renouvelée expressément ou tacitement chaque année dans les conditions et délais fixés par le décret en Conseil d'État prévu à l'article 1681 E.

Article 1681 ter

(inséré par loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 art. 30 I Journal Officiel du 11 janvier 1980)

La taxe d'habitation peut être recouvrée, sur demande du contribuable, dans les conditions prévues à l'article 1681 A.

Cette disposition fait l'objet d'une mise en oeuvre progressive dont les étapes sont fixées par décret.

Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du premier alinéa et notamment la date de l'option et les dates auxquelles sont effectués les prélèvements ¹.

Article 1681 ter A

*(inséré par loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 89 finances pour 1992
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

Les taxes foncières peuvent être recouvrées, sur demande du contribuable, dans les conditions prévues à l'article 1681 A.

Cette disposition fait l'objet d'une mise en oeuvre progressive dont les étapes sont fixées par décret.

Article 1681 quater A

*(Loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 art. 18 I finances rectificative pour 1995
Journal Officiel du 31 décembre 1995)*

*(Loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 art. 4 II finances pour 1998
Journal Officiel du 31 décembre 1997)*

¹ Décret n° 80-1085 du 23 décembre 1980 (JO des 29 et 30 décembre 1980), décret n° 81-695 du 1^{er} juillet 1981 (JO du 7 juillet 1981).

*(Ordonnance n° 2003-1235 du 22 décembre 2003 art. 5 IV
Journal Officiel du 24 décembre 2003 en vigueur le 1^{er} janvier 2004)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

A. À compter du 1^{er} janvier 1997, la taxe professionnelle et les taxes additionnelles sont recouvrées, soit dans les conditions prévues à l'article 1679 quinquies, soit, sur demande du contribuable, au moyen de prélèvements mensuels opérés conformément à l'article 1681 D.

B. De janvier à octobre, chaque prélèvement est égal au dixième du montant des taxes mises en recouvrement au titre de l'année précédente jusqu'au 31 décembre de cette même année, éventuellement diminuées du montant du dégrèvement attendu au titre de l'article 1647 B sexies.

S'il estime que les prélèvements mensuels effectués ont atteint le montant des taxes qui seront mises en recouvrement, le contribuable peut demander la suspension des prélèvements suivants.

S'il estime que le montant des taxes mises en recouvrement différera de celui qui a servi de base aux prélèvements, il peut demander la modification du montant de ces derniers.

Dans l'un ou l'autre cas, la demande, qui ne peut être postérieure au 30 septembre de chaque année, doit préciser le montant présumé des taxes et doit être formulée auprès du Trésor public au plus tard le dernier jour du mois qui précède celui du prélèvement effectif.

Si le montant des taxes présumé par le contribuable est inférieur de plus de 20 % au montant des taxes mises en recouvrement, une majoration de 10 % est appliquée à la différence entre la moitié des taxes dues et les prélèvements effectués entre le mois de janvier et le mois de juin. Cette différence ainsi que la majoration s'ajoutent au montant du prélèvement qui a lieu le deuxième mois qui suit le mois de la mise en recouvrement des taxes.

C. Le solde des taxes est prélevé en novembre à concurrence du montant de l'un des prélèvements visé au B. Le complément éventuel est prélevé en décembre.

Toutefois, si les taxes sont mises en recouvrement après le 31 octobre, le solde est acquitté dans les conditions fixées par les articles 1663 et 1730.

D. Il est mis fin aux prélèvements mensuels dès qu'ils ont atteint le montant des taxes mises en recouvrement. Le trop-perçu qui apparaît éventuellement lors de la mise en recouvrement des taxes est immédiatement, et au plus tard à la fin du mois qui suit la constatation du trop-perçu, remboursé au contribuable.

E. (Transféré sous l'article 1762 A).

F. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

Article 1681 B

*(Loi n° 85-1403 du 30 décembre 1985 art. 62 I, IV
Journal Officiel du 31 décembre 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1986)*

*(Loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 art. 2 VI 2° finances pour 1994
Journal Officiel du 31 décembre 1993)*

(Décret n° 96-556 du 21 juin 1996 art. 1 Journal Officiel du 23 juin 1996)

(Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 art. 3 II finances pour 1997 Journal Officiel du 31 décembre 1996)

(Loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 art. 4 I finances pour 1998 Journal Officiel du 31 décembre 1997)

*(Ordonnance n° 2003-1235 du 22 décembre 2003 art. 5 I
Journal Officiel du 24 décembre 2003 en vigueur le 1^{er} janvier 2004)*

Le prélèvement effectué chaque mois, de janvier à octobre, sur le compte du contribuable, est égal au dixième de l'impôt établi au titre de ses revenus de l'avant-dernière année, ou, si cet impôt n'a pas encore été établi, de l'impôt sur ses derniers revenus annuels imposés.

S'il estime que les prélèvements mensuels effectués ont atteint le montant des cotisations dont il sera finalement redevable, le contribuable peut demander la suspension des prélèvements suivants.

S'il estime que l'impôt exigible différera de celui qui a servi de base aux prélèvements, il peut demander la modification du montant de ces derniers.

Dans l'un ou l'autre cas, la demande, qui ne peut être postérieure au 30 juin de chaque année, doit préciser le montant présumé de l'impôt et doit être formulée auprès du Trésor public au plus tard le dernier jour du mois qui précède celui du prélèvement effectif.

Si le montant de l'impôt présumé par le contribuable est inférieur de plus de 20 % au montant de l'impôt dû, une majoration de 10 % est appliquée à la différence entre les 2/3 de l'impôt dû et les prélèvements effectués entre le mois de janvier et le mois de juillet. Cette différence ainsi que la majoration s'ajoutent au montant du prélèvement qui a lieu le deuxième mois qui suit le mois de la mise en recouvrement de l'impôt.

Article 1681 C

*(Loi n° 85-1403 du 30 décembre 1985 art. 62 II finances pour 1986
Journal Officiel du 31 décembre 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1986)*

*(Loi n° 95-1347 du 30 décembre 1995 art. 18 II finances rectificative pour 1995
Journal Officiel du 31 décembre 1995)*

*(Loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 art. 4 III finances pour 1998
Journal Officiel du 31 décembre 1997)*

*(Ordonnance n° 2003-1235 du 22 décembre 2003 art. 5 II
Journal Officiel du 24 décembre 2003)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

Le solde de l'impôt est prélevé en novembre à concurrence du montant de l'une des mensualités de l'article 1681 B. Le complément éventuel est prélevé en décembre. Lorsque le prélèvement de décembre est supérieur d'au moins 100 % à l'une des mensualités prévues à l'article 1681 B, le solde de l'impôt est recouvré, sauf opposition du contribuable, par prélèvement d'égal montant à partir de la troisième mensualité qui suit la mise en recouvrement du rôle.

Toutefois, si l'impôt est mis en recouvrement après le 31 octobre, le solde est acquitté dans les conditions fixées par les articles 1663 et 1730.

Il est mis fin aux prélèvements mensuels dès qu'ils ont atteint le montant de l'impôt mis en recouvrement. Le trop-perçu qui apparaît éventuellement lors de la mise en recouvrement de l'impôt est immédiatement, et au plus tard à la fin du mois qui suit la constatation du trop-perçu, remboursé au contribuable.

Il est également mis fin aux prélèvements mensuels en cas de décès du contribuable. Le solde de l'impôt est acquitté dans les conditions fixées par les articles 1663 et 1730.

Lorsque, après la mise en recouvrement, le montant du dernier prélèvement de l'année est inférieur au montant visé au 2 de l'article 1657, il est ajouté à celui de la mensualité précédente.

Article 1681 D

(Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)

*(Ordonnance n° 2003-1235 du 22 décembre 2003 art. 5 III
Journal Officiel du 24 décembre 2003 en vigueur le 1^{er} janvier 2004)*

Les prélèvements mensuels sont opérés à l'initiative du Trésor public, sur un compte qui, sous réserve du décret en Conseil d'État prévu à l'article 1681 E, peut être :

1° Un compte de dépôt dans un établissement de crédit, une caisse de crédit agricole régie par le Livre V du Code rural, une caisse de crédit mutuel, une caisse de crédit municipal ou un centre de chèques postaux ;

2° Un compte d'épargne dans une caisse d'épargne.

Ces opérations n'entraîneront aucun frais pour le contribuable.

Article 1681 E

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application des dispositions des articles 1681 A à 1681 D et, notamment en ce qui concerne la date de l'option prévue à l'article 1681 A, les dates du prélèvement mensuel, le choix des dépositaires habilités à effectuer les opérations de prélèvements et les catégories de comptes sur lesquels ces opérations sont effectuées [Voir les articles 376 bis à 376 septies de l'annexe II].

Article 376 bis Annexe II

(Décret n° 96-1012 du 19 novembre 1996 art. 1 I, II Journal Officiel du 26 novembre 1996)

(Décret n° 98-16 du 7 janvier 1998 art. 1 Journal Officiel du 9 janvier 1998)

(Décret n° 2004-411 du 13 mai 2004 art. 1 Journal Officiel du 15 mai 2004)

Le contribuable qui dispose d'un compte de dépôt ou d'épargne dans un des établissements énumérés à l'article 1681 D du Code général des impôts peut opter pour le paiement mensuel de l'impôt. Il doit faire connaître son choix à l'administration au plus tard le 30 juin s'il souhaite opter pour l'année en cours.

Article 376 ter Annexe II

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

L'option est obligatoirement formulée au moyen d'imprimés fournis par l'administration et accompagnée d'une autorisation du contribuable donnée à l'établissement dépositaire de débiter son compte du montant des avis de prélèvements émis par le Trésor public.

Article 376 quater Annexe II

(Décret n° 98-16 du 7 janvier 1998 art. 2 Journal Officiel du 9 janvier 1998)

(Décret n° 2004-411 du 13 mai 2004 art. 1 Journal Officiel du 15 mai 2004)

I. Si l'option est formulée du 1^{er} janvier au 30 juin, les prélèvements sont effectués dès l'année en cours ou, au choix du contribuable, à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. Dans le premier cas, le premier prélèvement est effectué le premier mois qui suit celui au cours duquel le contribuable formule son option. Lorsque l'option est formulée avant la date limite de paiement d'un acompte, cet acompte n'est pas dû.

II. Si l'option est formulée après le 30 juin, les prélèvements sont effectués à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. Toutefois, lorsque l'option est formulée du 16 décembre au 31 décembre, la mensualité due au titre du mois de janvier est perçue avec le prélèvement effectué au mois de février.

III. L'option est valable pour l'année au cours de laquelle sont effectués les premiers prélèvements et, sous réserve des dispositions de l'article 376 quinquies, pour les années suivantes.

Article 376 quater A Annexe II

(inséré par décret n° 98-16 du 7 janvier 1998 art. 3 Journal Officiel du 9 janvier 1998)

Si les prélèvements sont effectués l'année au cours de laquelle l'option est formulée et si, à la date du premier prélèvement, les sommes versées au titre des acomptes sont inférieures au montant cumulé des mensualités dues depuis le 1^{er} janvier, le complément est acquitté avec le premier prélèvement mensuel. Pour les contribuables non soumis à un acompte obligatoire, le paiement des mensualités dues depuis le 1^{er} janvier ou de l'excédent de ces mensualités sur les acomptes versés est réparti en parts égales sur les trois premiers prélèvements mensuels.

Si les sommes versées au titre des acomptes sont supérieures au montant cumulé des mensualités dues depuis le 1^{er} janvier, l'excédent est remboursé au contribuable avant la fin du mois qui suit l'option.

Article 376 quinquies Annexe II

(Décret n° 98-16 du 7 janvier 1998 art. 4 Journal Officiel du 9 janvier 1998)

(Décret n° 2004-411 du 13 mai 2004 art. 1 Journal Officiel du 15 mai 2004)

Le contribuable peut renoncer au système du paiement mensuel. Il doit à cette fin adresser par écrit à l'administration une dénonciation de son option avant le 30 juin pour l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et la taxe foncière, et avant le 30 septembre pour la taxe professionnelle. La résiliation prend effet le premier mois qui suit celui au cours duquel le contribuable formule sa demande. Lorsque la dénonciation est exercée entre le 1^{er} juillet et le 15 décembre inclus pour l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation et la taxe foncière, et entre le 1^{er} octobre et le 15 décembre inclus pour la taxe professionnelle, elle prend effet à compter du mois de janvier de l'année suivante. Lorsqu'elle est exercée du 16 décembre au 31 décembre, elle prend effet à compter du mois de février de l'année suivante.

Article 376 sexies Annexe II

*(Édition du 1^{er} juillet 1979)**(Décret n° 2003-787 du 21 août 2003 art. 1**Journal Officiel du 24 août 2003 en vigueur le 1er janvier 2004)**(Décret n° 2004-411 du 13 mai 2004 art. 1 Journal Officiel du 15 mai 2004)*

Les prélèvements mensuels sont effectués le 15 de chaque mois.

(Voir article 199-0 de l'annexe IV du CGI)

Article 199-0 Annexe IV

(inséré par arrêté du 18 mars 2004 art. 1 Journal Officiel du 31 mars 2004)

Lorsque la date limite de paiement ou de prélèvement des impôts, droits, taxes et redevances prévus dans le Code général des impôts coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, celle-ci est prorogée jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Article 376 septies Annexe II

*(Édition du 1^{er} juillet 1979)**(Ordonnance n° 2005-429 du 6 mai 2005 art. 29 Journal Officiel du 7 mai 2005)*

Les prélèvements sont opérés :

1° Dans les caisses d'épargne autres que celles du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, sur les comptes d'épargne correspondant au livret A ou au livret supplémentaire ;

2° Dans les caisses d'épargne du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ainsi que les autres établissements mentionnés à l'article 1681 D du Code général des impôts, sur les dépôts à vue.

Article 376 octies

(inséré par décret n° 96-1012 du 19 novembre 1996 art. 3 Journal Officiel du 26 novembre 1996)

Pour l'application du premier alinéa du B de l'article 1681 quater A du Code général des impôts, le montant du dégrèvement attendu au titre de l'article 1647 B sexies est celui qui figure dans la déclaration prévue au sixième alinéa de l'article 1679 quinquies déposée au titre de l'année précédente ou, s'il y a lieu, du dégrèvement déjà prononcé.

Quand un dégrèvement est prononcé au titre de l'impôt dû pour l'année précédente pour un montant inférieur au dégrèvement attendu, le complément résultant de la régularisation de la base des prélèvements est acquitté avec le prélèvement suivant. Quand un dégrèvement est prononcé pour un montant supérieur au dégrèvement attendu, l'excédent résultant de la même régularisation est remboursé dans le délai d'un mois

Article 1724 quinquies

*(Loi n° 2000-1353 du 30 décembre 2000 art. 21 I 1 finances rectificative pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2001)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

- I. Si un prélèvement mensuel, prévu à l'article 1681 A et au B de l'article 1681 quater A, n'est pas opéré à la date limite fixée, la somme qui devait être prélevée est acquittée avec le prélèvement suivant.
- II. En cas de deuxième retard de paiement au cours de la même année, le contribuable perd pour cette année le bénéfice de son option et est soumis soit aux dispositions du 2 de l'article 1663 et de l'article 1730 et, le cas échéant de l'article 1664, soit, en matière de taxe professionnelle et de taxes additionnelles, aux dispositions de l'article 1679 quinquies.
- III. (Abrogé)
- III bis (Abrogé)
- IV. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

Article 384 septies A

(Décret n° 96-1012 du 19 novembre 1996 art. 2 I, II Journal Officiel du 26 novembre 1996)

*(Loi n° 2000-1353 du 30 décembre 2000 art. 21 I, II finances rectificative pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 2000)*

(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13, art. 17 Journal Officiel du 8 décembre 2005)

- I. Lorsqu'un contribuable perd le bénéfice du règlement de l'impôt par prélèvements mensuels en application des dispositions de l'article 1724 quinquies du Code général des impôts, sa situation au regard des majorations de 10 % encourues éventuellement en exécution de l'article 1730 du même code est appréciée globalement à la date de l'échéance impayée ayant entraîné l'exclusion.
- II. L'administration notifie au contribuable et aux établissements les majorations et déchéances encourues au titre de l'article 1724 quinquies du Code général des impôts.

4. RETENUE À LA SOURCE

Article 1671 B

*(inséré par loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 30 I finances pour 1990
Journal Officiel du 30 décembre 1989)*

La retenue à la source prévue à l'article 182 C est remise au comptable du Trésor au plus tard le quinzième jour du trimestre civil suivant celui de paiement des revenus. Les dispositions des articles 1771¹ et 1926² sont applicables.

NOTA : Voir l'article 381 R de l'annexe III.

Article 381 R

(Décret n° 90-293 du 29 mars 1990 art. 2, 3 Journal Officiel du 4 avril 1990)

*(Décret n° 2004-1159 du 29 octobre 2004 art. 19
Journal Officiel du 31 octobre 2004 en vigueur le 1^{er} janvier 2005)*

Les sommes retenues en application de l'article 182 C du Code général des impôts sont versées à la recette générale des Finances de Paris accompagnées d'une déclaration conforme au modèle fixé par l'administration et comportant les indications suivantes :

- 1° Les nom, prénoms ou raison sociale, adresse et numéro de Siret du déclarant ;
- 2° La date de versement des revenus et leur montant ainsi que le montant de la retenue prélevée ;
- 3° Le nom de famille, le cas échéant le nom de l'époux et le pseudonyme, et prénoms du titulaire des revenus ainsi que ses date et lieu de naissance et son principal établissement.

Pour leur imputation sur l'impôt sur le revenu, les sommes versées au Trésor sont considérées comme des versements effectués au titre de l'article 1664 du Code général des impôts.

¹ Article 1771 : Toute personne, association ou organisme qui n'a pas effectué dans les délais prescrits le versement des retenues opérées au titre de l'impôt sur le revenu (art. 1671 A et 1671 B) ou n'a effectué que des versements insuffisants est passible, si le retard excède un mois, d'une amende pénale de 9 000 euros et d'un emprisonnement de cinq ans.

² Article 1926 : Pour le recouvrement des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes assimilées, le Trésor a, sur les meubles et effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent, un privilège qui a le même rang que celui de l'article 1920 et qui s'exerce concurremment avec ce dernier.

Le privilège s'exerce dans les conditions prévues au 1 de l'article 1920.

Pour le recouvrement des prélèvements effectués en application des articles 49 et 50 du traité du 18 avril 1951 instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Commission des communautés européennes bénéficie dans les mêmes conditions du privilège prévu au premier alinéa.

Toutefois, les dispositions du présent article ne concernent pas le recouvrement des taxes susvisées à l'importation pour lesquelles il est fait application de l'article 379 du Code des douanes.

Article 182 C

(Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 30 finances pour 1990 Journal Officiel du 30 décembre 1989)

(Loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 art. 5 VI VII Journal Officiel du 27 juillet 1991)

(Loi n° 92-597 du 1^{er} juillet 1992 art. 1, 2, 5 Journal Officiel du 3 juillet 1992)

Les salaires, droits d'auteur et rémunérations versés à compter du 1^{er} janvier 1990 aux personnes mentionnées au troisième alinéa qui ont leur domicile fiscal en France par les personnes passibles de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux ainsi que les personnes morales de droit public et les sociétés civiles de perception et de répartition des droits d'auteur et des droits des artistes interprètes font l'objet, sur demande du bénéficiaire, d'une retenue égale à 15 p. 100 de leur montant brut.

Cette retenue s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle elle a été opérée.

L'option prévue au premier alinéa peut être exercée par les sportifs et les artistes du spectacle, les auteurs des oeuvres de l'esprit désignés à l'article L. 112-2 du Code de la propriété intellectuelle, ainsi que par les interprètes de ces oeuvres l'exception des architectes et des auteurs de logiciels.

NOTA : Voir les articles 46 A et 381 R de l'annexe III.

CHAPITRE 4

LE PAIEMENT DE L'IMPÔT

Article 1680

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

*(Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 art. 112 finances pour 2002
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

*(Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 art. 21 I 7° finances rectificative pour 2002
Journal Officiel du 31 décembre 2002 en vigueur le 1^{er} janvier 2005)*

1. Les impôts et taxes visés par le présent code sont payables en argent, dans la limite de 3 000 euros, à la caisse du comptable chargé du recouvrement des impôts directs, ou suivant les modes de paiement autorisés par le ministre de l'Économie et des Finances ou par décret.

2 et 3. (Abrogés).

4. Les arrérages échus de rentes sur l'État peuvent être affectés au paiement de l'impôt direct.

Article 1681

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

1. Les versements provisionnels effectués par les contribuables sont constatés au crédit du compte ouvert à leur nom.

2. (Abrogé).

Article 1681 sexies

*(Loi n° 93-1353 du 30 décembre 1993 art. 47 II V finances rectificative pour 1993
Journal Officiel du 31 décembre 1993)*

*(Loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 art. 71 II
Journal Officiel du 3 juillet 1998 en vigueur le 1^{er} janvier 1999)*

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 6
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

*(Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 art. 74 a VII finances pour 2002
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

Lorsque leur montant excède 50 000 euros, les impôts exigibles dans les conditions fixées à l'article 1663 ainsi que les acomptes mentionnés aux articles 1664 ou 1679 quinquies sont acquittés, au choix du contribuable, dans les conditions prévues au 3 de l'article 1681 quinquies ou par prélèvements opérés à l'initiative du Trésor public sur un compte visé aux trois premiers alinéas de l'article 1681 D.

Article 382 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les contributions directes et les taxes assimilées peuvent être acquittées dans les bureaux de poste au moyen d'un mandat spécial appelé mandat-contributions¹. Le reçu de la poste est libératoire s'il est délivré en échange d'un mandat-contributions régulièrement établi.

Ne sont pas réclamés au contribuable les frais des actes de poursuites signifiés à une date postérieure à celle du mandat qui solde la dette exigible.

Article 383 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

1. Tout versement d'impôt donne obligatoirement lieu à la délivrance d'une quittance extraite du journal à souche réglementaire ; les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs doivent en outre émarger les paiements sur leurs rôles à mesure qu'il leur en est fait.

2. Quittance par duplicata est remise gratuitement par le comptable du Trésor au contribuable qui en fait la demande pour justifier du paiement de ses impôts.

Article 187 Annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les contribuables ont la faculté d'acquitter leurs contributions et taxes assimilées à la caisse d'un comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs autre que celui de la commune d'imposition.

Ces versements sont admis sur la présentation d'un avis d'imposition, d'un extrait du rôle, d'un acte de poursuites ou d'une autre pièce officielle constatant la dette du contribuable.

Article 188 Annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les contribuables restent débiteurs des frais de poursuites exposés par le comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs du lieu de l'imposition avant la réception de l'avis de recouvrement que le comptable du Trésor qui a reçu les fonds est tenu de transmettre sans retard par la poste.

¹ Pour le paiement par chèque, voir annexe IV, art. 199 à 202 et 204.

PRÉLÈVEMENT À L'ÉCHÉANCE

Article 188 bis Annexe IV

(Arrêté du 21 avril 1994 art. 1 Journal Officiel du 4 mai 1994)

(Arrêté du 22 juillet 1997 art. 1 Journal Officiel du 30 juillet 1997)

(Arrêté du 15 septembre 2003 art. 1 Journal Officiel du 19 septembre 2003)

(Arrêté du 23 décembre 2004 art. 1 Journal Officiel du 29 décembre 2004)

(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13 II, art. 17 Journal Officiel du 8 décembre 2005)

1. Le paiement des impôts directs peut s'effectuer, sur option du contribuable, par prélèvement opéré à l'initiative du Trésor public sur un compte visé à l'article 1681 D du Code général des impôts.
2. L'option est formulée dans les conditions prévues à l'article 376 ter de l'annexe II au Code général des impôts. Elle peut être exercée jusqu'à la date limite de paiement ou dans le délai spécifique fixé par arrêté pour chaque échéance d'impôt¹. Elle est valable sans limitation de durée.
3. Le contribuable peut renoncer à son option en adressant, au comptable chargé du recouvrement, une dénonciation dix jours ouvrés au moins avant la date limite de paiement de l'impôt concerné.
4. Les prélèvements sont effectués dix jours après les dates limites de paiement fixées à l'article 1730 du Code général des impôts.

PAIEMENT DIRECT EN LIGNE

Article 188 ter Annexe IV

(Arrêté du 28 décembre 2005 art. 1 Journal Officiel du 31 décembre 2005)

(Arrêté du 24 mars 2006 art. 1 Journal Officiel du 26 mars 2006)

Pour l'application du 5 de l'article 1730 du Code général des impôts, le téléversement des impôts directs s'effectue sur option du contribuable, qui ordonne l'opération sur l'un des comptes mentionnés à l'article 1681 D du même code.

Cette option peut être exercée, sans majoration, jusqu'au cinquième jour, à minuit, qui suit la date limite de paiement pour les acomptes et le solde de l'impôt sur le revenu, la taxe foncière, la taxe d'habitation, les contributions sociales et la taxe sur les logements vacants.

Les prélèvements sont effectués dix jours après les dates limites de paiement fixées à l'article 1730 du Code général des impôts.

L'option est exercée expressément à chaque échéance d'impôt.

¹ Dispositions applicables à compter du 1^{er} janvier 2004.

PAIEMENT PAR CHÈQUES

Article 199 Annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Sous réserve des dispositions spéciales prévues aux articles suivants et de toutes autres mesures que pourrait prescrire l'administration, le paiement des droits, taxes, redevances, soultes, produits des monopoles et autres sommes dues au Trésor peut être fait au moyen de chèques.

Article 200 Annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les chèques sont remis directement ou adressés par la poste au comptable chargé du recouvrement ; ils sont datés du jour ou de la veille de leur remise et s'ils sont transmis par la poste du jour même de leur expédition.

Article 201 Annexe IV

(Arrêté du 9 juillet 1986 art. 1 Journal Officiel du 14 août 1986)

Les chèques doivent être émis à l'ordre du Trésor public et barrés.

Faute de se conformer à cette prescription, les contribuables s'exposent aux conséquences de droit qui peuvent résulter d'un encaissement frauduleux.

Article 202 Annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

En cas d'envoi par la poste, les chèques sont accompagnés des actes, déclarations, avis d'imposition, sommations ou de toutes autres pièces nécessaires à la liquidation de l'impôt ou à l'imputation du versement.

Article 204 Annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

En échange du chèque, le comptable délivre, s'il y a lieu, un reçu sous forme de quittance ou d'extrait de quittance d'ampliation de titre de mouvement ou de facture, suivant le cas.

La mention que le versement est fait en un chèque doit être portée au volant comme au talon de la pièce délivrée.

CHAPITRE 5

LA BAISSSE BRUTALE DES REVENUS

Article 357 H Annexe III

(Décret n° 2004-77 du 21 janvier 2004 art. 1 Journal Officiel du 22 janvier 2004)

(Décret n° 2004-1070 du 8 octobre 2004 art. 3 Journal Officiel du 10 octobre 2004)

*(Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 art. 74 II, VI finances pour 2006
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

I. - Les contribuables qui perçoivent des revenus entrant dans la catégorie des traitements, salaires, indemnités, pensions et rentes viagères mentionnés au septième alinéa de l'article 1 A du Code général des impôts bénéficient, sur leur demande, de délais de paiement pour l'impôt sur le revenu dû par le foyer fiscal au titre de l'année précédente.

Les comptables du Trésor sont tenus d'accorder ces délais de paiement si une baisse de plus de 30 % est constatée entre le montant des revenus mentionnés au premier alinéa et perçus au titre du mois où est formulée la demande et un montant de référence égal à la moyenne de ces mêmes revenus perçus par le foyer fiscal au cours des trois derniers mois précédents.

Si le foyer fiscal dispose d'autres catégories de revenus, la baisse constatée au deuxième alinéa est rapportée au montant de référence majoré du montant mensuel moyen des autres revenus déclarés l'année précédente pour apprécier si le taux de 30 % est atteint.

II. - Pour bénéficier des délais de paiement mentionnés au I, les contribuables doivent produire à l'appui de leur demande les pièces justifiant le montant des revenus.

Les contribuables qui ont fait l'objet d'une procédure d'imposition d'office en ce qui concerne l'impôt sur le revenu faisant l'objet de la demande de délais de paiement ne peuvent bénéficier des dispositions du I.

III. - Les délais de paiement prévus au I courent à compter du mois de la demande et jusqu'au 31 mars de l'année suivant celle de la mise en recouvrement de l'imposition.

Le comptable du Trésor établit un contrat en double exemplaire qui fixe l'échéancier accordé au contribuable.

CHAPITRE 6

RETARD, INSUFFISANCE OU DÉFAUT DE PAIEMENT

Article 1730

*(Loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 art. 3 V, art. 112 finances pour 1984
Journal Officiel du 30 décembre 1983)*

*(Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 art. 81 I, art. 82 I finances pour 1985
Journal Officiel du 30 décembre 1984 en vigueur le 1^{er} janvier 1985)*

*(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 2 IV
Journal Officiel du 9 juillet 1987)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

1. Tout retard dans le paiement de tout ou partie des impositions qui doivent être versées aux comptes du Trésor donne lieu à l'application d'une majoration de 10 %.

2. La majoration prévue au 1 s'applique :

a) Aux sommes comprises dans un rôle qui n'ont pas été acquittées dans les quarante-cinq jours suivant la date de mise en recouvrement du rôle, sans que cette majoration puisse être appliquée avant le 15 septembre pour les impôts établis au titre de l'année en cours ;

b) Aux acomptes qui n'ont pas été versés le 15 du mois suivant celui au cours duquel ils sont devenus exigibles, ou le 15 décembre de l'année d'imposition pour l'acompte mentionné à l'article 1679 septies, ainsi qu'au solde du supplément d'imposition prévu au troisième alinéa de ce même article ;

Les dispositions du a ne s'appliquent pas aux sommes déjà majorées en application du b.

3. a) Si la date de la majoration coïncide avec celle du versement d'un des acomptes provisionnels prévus à l'article 1664, elle peut être reportée d'un mois par arrêté du ministre chargé du Budget.

b) Pour les cotisations de taxe professionnelle mises en recouvrement durant la première quinzaine de novembre, la majoration prévue au 1 s'applique aux sommes non versées le 30 décembre au plus tard.

4. La majoration prévue au 1 s'applique au contribuable qui s'est dispensé du second acompte dans les conditions prévues au 4° de l'article 1664 ou du paiement de la totalité de l'acompte dans les conditions prévues au quatrième alinéa de l'article 1679 quinquies lorsqu'à la suite de la mise en recouvrement du rôle les versements effectués sont inexacts de plus du dixième.

Toutefois, aucune majoration n'est appliquée lorsque la différence constatée résulte d'une loi intervenue postérieurement à la date du dépôt de la déclaration visée ci-dessus.

5. Pour les personnes physiques qui acquittent par téléversement les acomptes ou les soldes d'imposition dont elles sont redevables, les dates des majorations mentionnées aux a et b du 2 peuvent être reportées dans la limite de quinze jours. La durée et les conditions de cette prorogation sont fixées par arrêté du ministre chargé du Budget¹.

¹ Voir l'article 188 ter annexe IV du CGI.

Article 199-0 annexe IV

(inséré par arrêté du 18 mars 2004 art. 1 Journal Officiel du 31 mars 2004)

Lorsque la date limite de paiement ou de prélèvement des impôts, droits, taxes et redevances prévus dans le Code général des impôts coïncide avec un samedi, un dimanche ou un jour férié, celle-ci est prorogée jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Article 207 quater A annexe IV

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

En ce qui concerne les impositions comprises dans les rôles d'impôt sur le revenu mis en recouvrement au cours du mois de décembre, la date d'application de la majoration de 10 % pour paiement tardif est fixée au 15 mars de l'année suivante.

Article 1738

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

1. Le non-respect de l'obligation de souscrire par voie électronique une déclaration et ses annexes ou de payer un impôt par virement, téléversement ou prélèvement opéré à l'initiative du Trésor public entraîne l'application d'une majoration de 0,2 %¹ du montant des droits correspondant aux déclarations déposées selon un autre procédé ou du montant des sommes dont le versement a été effectué selon un autre mode de paiement. Le montant de la majoration ne peut être inférieur à 60 euros.

En l'absence de droits, le dépôt d'une déclaration ou de ses annexes selon un autre procédé que celui requis entraîne l'application d'une amende de 15 euros par document sans que le total des amendes applicables aux documents devant être produits simultanément puisse être inférieur à 60 euros ni supérieur à 150 euros.

2. Le non-respect de l'obligation de souscrire selon un procédé électronique une déclaration de sommes versées à un tiers entraîne l'application d'une amende de 15 euros par bénéficiaire de ces sommes.

Article 1849

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

L'annulation ou la réduction de l'imposition contestée entraînent de plein droit allocation totale ou proportionnelle en non-valeurs du coût des actes de poursuites signifiés au réclamant ainsi que de la majoration du dixième pour paiement tardif prévue à l'article 1730.

¹ Voir l'article 1681 sexies.

CHAPITRE 7

REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES

Article 1756

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 16
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

I. - En cas de redressement ou de liquidation judiciaires, les frais de poursuite et les pénalités fiscales encourues en matière d'impôts directs et taxes assimilées, de taxes sur le chiffre d'affaires et taxes assimilées, de droits d'enregistrement, taxe de publicité foncière, droits de timbre et autres droits et taxes assimilés, dus à la date du jugement d'ouverture, sont remis, à l'exception des majorations prévues aux b et c du 1 de l'article 1728 et aux articles 1729 et 1732 et des amendes mentionnées aux articles 1737 et 1740 A.

II. - En cas de mise en oeuvre de la procédure de rétablissement personnel prévue à l'article L. 332-6 du Code de la consommation, les majorations, frais de poursuites et pénalités fiscales encourus en matière d'impôts directs dus à la date du jugement d'ouverture sont remis, à l'exception des majorations prévues aux b et c du 1 de l'article 1728 et à l'article 1729.

Article L. 269 A

*(Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 art. 161
Journal Officiel du 26 janvier 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1986)
(Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 art. 161 Journal Officiel du 26 janvier 1985)
(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 108, art. 121 Journal Officiel du 19 juillet 1992)
(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)
(Loi n° 94-475 du 10 juin 1994 art. 73 I Journal Officiel du 11 juin 1994)
(Décret n° 2006-357 du 24 mars 2006 art. 1 Journal Officiel du 26 mars 2006)*

Les conditions et les délais dans lesquels le Trésor public peut exercer son droit de poursuite individuelle dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire sont fixés par le premier et le deuxième alinéas de l'article L. 643-2 du Code de commerce.

Article L. 269 B

*(inséré par loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 art. 185
Journal Officiel du 27 juillet 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006 sous réserve art. 190)*

Le comptable public compétent, en cas d'exercice de son droit de poursuite individuelle pour ses créances privilégiées ou en cas d'encaissement provisionnel desdites créances en application des articles L. 622-8 ou L. 643-3 du Code de commerce doit, sur ordonnance du juge-commissaire, restituer, à la première demande du liquidateur, l'excédent des sommes perçues par rapport à celles prévues au titre de la répartition des produits de la liquidation judiciaire, conformément aux règles du Livre VI de ce code. Le comptable compétent restitue, en tout ou partie, l'encaissement provisionnel en tant que dépense de l'État.

CHAPITRE 8

RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES

Article 1851

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs sont responsables du recouvrement des cotisations dont ils ont pris les rôles en charge et tenus de justifier de leur entière réalisation dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

NOTA : Décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962, loi n° 63-156 du 23 février 1963, art. 60 modifié et annexe III, articles 426 à 446

I COTES IRRÉCOUVRABLES

Article 426 Annexe III

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

(Décret n° 99-889 du 21 octobre 1999 art. 1 Journal Officiel du 22 octobre 1999)

Les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs peuvent, dans les délais et conditions fixées par les instructions ministérielles, demander l'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables.

Article 428 Annexe III

(Décret n° 80-591 du 24 juillet 1980 art. 3 Journal Officiel du 30 juillet 1980)

(Décret n° 82-685 du 3 août 1982 art. 1 Journal Officiel du 5 août 1982)

(Décret n° 85-1318 du 12 décembre 1985 art. 2 Journal Officiel du 14 décembre 1985)

(Décret n° 90-88 du 20 janvier 1990 art. 1

Journal Officiel du 25 janvier 1990 modification directe incorporée dans l'édition du 15 juin 1990)

(Décret n° 92-679 du 11 juillet 1992 art. 1 Journal Officiel du 21 juillet 1992)

(Décret n° 99-889 du 21 octobre 1999 art. 3 Journal Officiel du 22 octobre 1999)

Le pouvoir de statuer sur les demandes d'admission en non-valeur appartient au trésorier-payeur général, qui délègue sa signature au receveur des Finances pour les postes comptables de son arrondissement financier.

Les décisions prises sur les demandes d'admission en non-valeur des cotes irrécouvrables sont notifiées aux comptables du Trésor.

Toutefois, lorsque les sommes n'excèdent pas des limites fixées par arrêté du ministre du Budget, l'absence de réponse du trésorier-payeur général ou du receveur des Finances dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'admission en non-valeur vaut acceptation de celle-ci.

II SURSIS DE VERSEMENT ET DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ

Article 429 Annexe III

(Décret n° 81-58 du 23 janvier 1981 art. 1 Journal Officiel du 27 janvier 1981)

En dehors des cas de remises de débet, les comptables du Trésor responsables, du recouvrement des contributions directes, dont ils ont pris les rôles en charge, et tenus de justifier de leur entière réalisation, ne peuvent être dispensés de verser, en tout ou en partie, de leurs deniers personnels, les cotes ou fractions de cotes et les frais de poursuites y afférents, non recouverts au 31 décembre de la quatrième année suivant celle de la mise en recouvrement des rôles ni admis en non-valeurs que s'ils ont obtenu soit un sursis de versement, soit la décharge ou l'atténuation de leur responsabilité.

a) Sursis de versement

Article 430 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les demandes de sursis de versement peuvent être présentées alors même que les cotes qu'elles visent n'auraient pas encore été portées sur des états de cotes irrécouvrables.

Article 431 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Le sursis de versement est accordé pour une année.

Il est susceptible d'être renouvelé sur demande ultérieure du comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs.

Article 432 Annexe III

(Décret n° 81-58 du 23 janvier 1981 art. 1 Journal Officiel du 27 janvier 1981)

(Décret n° 99-889 du 21 octobre 1999 art. 4 Journal Officiel du 22 octobre 1999)

Le trésorier-payeur général statue sur les demandes de sursis de versement. Il délègue sa signature au receveur des Finances pour les postes comptables de son arrondissement financier.

b) Décharge de responsabilité

Article 433 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Peuvent seules faire l'objet de demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité les cotes qui, ayant figuré sur des états de cotes irrécouvrables, ont été rejetées desdits états.

Article 434 Annexe III

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

*(Décret n° 2001-96 du 2 février 2001 art. 1 c
Journal Officiel du 3 février 2001 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

Le préfet statue sur les demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité, à moins que la cote visée ou l'une des cotes visées s'il s'agit d'un contribuable pour lequel plusieurs cotes sont en cause, n'excède la somme de 15 000 euros.

Il se prononce au vu des avis émis par le trésorier-payeur général et par le directeur des services Fiscaux, lorsque ces avis sont concordants et, dans le cas contraire, après avoir pris l'avis de la commission départementale prévue à l'article 443.

Article 435 Annexe III

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

Le ministre de l'Économie et des Finances statue sur les demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité lorsqu'il s'agit de cotes dont le montant excède les limites de la compétence du préfet telle qu'elle est fixée à l'article 434.

Il se prononce au vu des avis émis par la direction générale des Impôts et la direction de la Comptabilité publique lorsque ces avis sont concordants et dans le cas contraire après avoir pris l'avis de la commission centrale prévue à l'article 444.

Article 436 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

La responsabilité du comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs peut être dérogée en totalité ou en partie.

Pour l'appréciation de cette responsabilité, il est tenu compte, notamment, des difficultés du recouvrement propres au poste géré, de la situation du service et du montant de l'indemnité allouée au comptable du Trésor en vertu de l'article 51 de la loi du 10 mars 1925, sans qu'il y ait lieu, cependant, en cas de faute ou de négligence grave, de maintenir les sommes laissées à la charge du comptable dans les limites de ladite indemnité.

Article 437 Annexe III

(Décret n° 81-58 du 23 janvier 1981 art. 1 Journal Officiel du 27 janvier 1981)

Si la demande en décharge ou en atténuation de responsabilité est rejetée du fait que le recouvrement de la cote paraît susceptible d'être ultérieurement obtenu, un sursis de versement peut être accordé d'office au comptable chargé du recouvrement.

Ce sursis de versement est accordé par le ministre lorsque la décision de rejet a été prise par ses soins en vertu de l'article 435 ou par le trésorier-payeur général lorsque cette décision est prise en application de l'article 434.

Article 438 Annexe III

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

Les décisions des préfets prises sur les demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité et qui n'auront pas fait l'objet d'un recours dans les conditions fixées à l'article 440, deviendront définitives si, dans les six mois de leur notification au comptable du Trésor, elles n'ont pas été annulées ou réformées par le ministre statuant dans les formes prévues au deuxième alinéa de l'article 435.

Article 439 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les demandes de sursis de versement, ainsi que les demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité présentées, en vertu des dispositions qui précèdent, par les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs, ont un effet suspensif.

Article 440 Annexe III

(Décret n° 81-58 du 23 janvier 1981 art. 1 Journal Officiel du 27 janvier 1981)

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

Les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs, ainsi que les comptables centralisateurs dont la responsabilité pécuniaire est en jeu, sont admis à se pourvoir devant le ministre du Budget contre les décisions des préfets rejetant les demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité.

Le recours a un effet suspensif et est instruit comme les demandes initiales relevant directement de la compétence du ministre du Budget.

La décision du ministre est notifiée par la voie hiérarchique aux comptables intéressés et au directeur des services Fiscaux.

Article 441 Annexe III

(Décret n° 81-58 du 23 janvier 1981 art. 1 Journal Officiel du 27 janvier 1981)

(Décret n° 99-889 du 21 octobre 1999 art. 5 Journal Officiel du 22 octobre 1999)

Les comptables du Trésor chargés du recouvrement des impôts directs sont admis à se pourvoir devant le ministre du Budget contre les décisions rejetant les demandes de sursis de versement.

Le recours a un effet suspensif.

La décision du ministre est notifiée par la voie hiérarchique aux comptables intéressés.

Article 442 Annexe III

(Loi n° 76-394 du 6 mai 1976 art. 1 Journal Officiel du 7 mai 1976)

Le receveur général des Finances, trésorier-payeur général de la région d'Ile-de-France, les trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des Finances, font de leurs deniers personnels dans un délai de trois mois à compter de la notification qui leur est faite de la décision l'avance des sommes laissées définitivement à la charge de leurs subordonnés et que ceux-ci n'auraient pas versées.

Article 443 Annexe III

(Décret n° 81-58 du 23 janvier 1981 art. 1 Journal Officiel du 27 janvier 1981)

(Loi n° 76-394 du 6 mai 1976 art. 1 Journal Officiel du 7 mai 1976)

(Décret n° 82-389 du 10 mai 1982 art. 1 Journal Officiel du 11 mai 1982)

(Décret n° 88-199 du 29 février 1988 art. 1 Journal Officiel du 2 mars 1988)

La commission départementale appelée à donner son avis sur les demandes en décharge ou en atténuation de responsabilité est composée ainsi qu'il suit :

- le préfet ou son représentant, président ;
- le trésorier-payeur général ou le receveur général des Finances trésorier-payeur général de la région d'Ile-de-France ou son représentant ;
- le directeur des services Fiscaux ou son représentant ;
- un inspecteur des impôts désigné par le directeur des services Fiscaux ;
- un comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs désigné par le receveur général des Finances trésorier-payeur général de la région parisienne ou par le trésorier-payeur général.

En cas de partage égal des voix la voix du président est prépondérante.

Un inspecteur de la trésorerie générale remplit les fonctions de secrétaire.

Article 444 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

La commission centrale appelée à donner son avis sur les demandes dans les cas prévus à l'article 435 est composée ainsi qu'il suit :

- un inspecteur général des Finances, président ;
- l'agent judiciaire du Trésor public ;
- un sous-directeur de la direction de la Comptabilité publique ;
- un représentant de la direction générale des Impôts ;
- un directeur des services Fiscaux désigné par le directeur général des Impôts ;
- un trésorier-payeur général désigné par le directeur de la Comptabilité publique ;
- un comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs désigné par le directeur de la Comptabilité publique.

Le président absent ou empêché est remplacé par l'agent judiciaire du Trésor public.

En cas de partage égal des voix la voix du président est prépondérante. Un administrateur civil de la direction de la Comptabilité publique remplit les fonctions de secrétaire.

Article 445 Annexe III

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 90-88 du 23 janvier 1990 art. 2 Journal Officiel du 25 janvier 1990)**(Décret n° 99-889 du 21 octobre 1999 art. 6 Journal Officiel du 22 octobre 1999)*

En matière d'impôts directs recouvrés par les comptables du Trésor, les remises et modérations d'impôts accordées à titre gracieux ainsi que les cotes ou portions de cotes pour lesquelles le comptable a obtenu la décharge ou l'atténuation de sa responsabilité font l'objet de certificats qui sont établis par le directeur des services Fiscaux pour servir de pièces justificatives aux agents du service du recouvrement.

Les cotes ou portions de cotes allouées en non-valeur font l'objet de certificats qui sont établis par le trésorier-payeur général, ou le receveur des Finances pour les comptables de son arrondissement financier, pour servir de pièces justificatives aux comptables du Trésor.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Législative)

Article L. 274

Les comptables du Trésor qui n'ont fait aucune poursuite contre un contribuable retardataire pendant quatre années consécutives, à partir du jour de la mise en recouvrement du rôle perdent leur recours et sont déchus de tous droits et de toute action contre ce redevable. Le délai de quatre ans mentionné au premier alinéa, par lequel se prescrit l'action en vue du recouvrement, est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des contribuables et par tous autres actes interruptifs de la prescription.

TITRE 2

REDEVANCE AUDIOVISUELLE

Article 1605

*(inséré par loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 art. 41 I a finances pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

I. - À compter du 1^{er} janvier 2005, il est institué au profit des sociétés et de l'établissement public visés par les articles 44, 45 et 49 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, une taxe dénommée redevance audiovisuelle.

II. - La redevance audiovisuelle est due :

1° Par toutes les personnes physiques imposables à la taxe d'habitation au titre d'un local meublé affecté à l'habitation, à la condition de détenir au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due un appareil récepteur de télévision ou un dispositif assimilé permettant la réception de la télévision pour l'usage privatif du foyer. Cette condition est regardée comme remplie dès lors que le redevable n'a pas déclaré, dans les conditions prévues au 4° de l'article 1605 bis, qu'il ne détenait pas un tel appareil ou dispositif ;

2° Par toutes les personnes physiques autres que celles mentionnées au 1° et les personnes morales, à la condition de détenir au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due un appareil récepteur de télévision ou un dispositif assimilé dans un local situé en France.

III. - Le montant de la redevance audiovisuelle est de 116 euros pour la France métropolitaine et de 74 euros pour les départements d'Outre-mer.

NOTA : Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

Article 1605 bis

*(inséré par loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 art. 41 I a finances pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

Pour l'application du 1° du II de l'article 1605 :

1° Une seule redevance audiovisuelle est due, quel que soit le nombre d'appareils récepteurs de télévision ou dispositifs assimilés dont sont équipés le ou les locaux meublés affectés à l'habitation pour lesquels le redevable et ses enfants rattachés à son foyer fiscal en application du 3 de l'article 6 sont imposés à la taxe d'habitation ;

2° Bénéficiaire d'un dégrèvement de la redevance audiovisuelle, les personnes exonérées ou dégrévées de la taxe d'habitation en application des 2° et 3° du II de l'article 1408, des I, III et IV de l'article 1414 et de l'article 1649 ;

3° Les personnes exonérées de la redevance audiovisuelle au 31 décembre 2004 en application des A et B du IV de l'article 37 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), autres que celles visées au 2° du présent article, bénéficient d'un dégrèvement de la redevance audiovisuelle au titre de l'année 2005 ;

Pour les années 2006 et 2007, le bénéfice de ce dégrèvement est maintenu pour ces redevables lorsque :

- a) La condition de non-imposition à l'impôt sur le revenu est satisfaite pour les revenus perçus au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due,
- b) La condition d'occupation de l'habitation prévue par l'article 1390 est remplie,
- c) Le redevable n'est pas passible de l'impôt de solidarité sur la fortune au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due ;

4° a. Les personnes qui ne détiennent aucun appareil récepteur de télévision ou dispositif assimilé permettant la réception de la télévision doivent le mentionner sur la déclaration des revenus souscrite l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due ;

b. Lorsque les personnes physiques imposables à la taxe d'habitation au titre d'un local meublé affecté à l'habitation ne souscrivent pas en leur nom une déclaration des revenus, elles sont redevables de la redevance audiovisuelle sauf si elles indiquent à l'administration fiscale que ce local n'est pas équipé d'un appareil récepteur de télévision ou d'un dispositif assimilé ;

5° La redevance audiovisuelle est due par la ou les personnes au nom desquelles la taxe d'habitation est établie ;

L'avis d'imposition de la redevance audiovisuelle est émis avec celui de la taxe d'habitation afférent à l'habitation principale du redevable ou, à défaut d'avis d'imposition pour une habitation principale, avec celui afférent à l'habitation autre que principale ;

Toutefois :

a) Lorsque la ou les personnes au nom desquelles la taxe d'habitation est établie cohabitent avec des personnes qui ne font pas partie de leur foyer fiscal, la redevance audiovisuelle est due, pour le ou les appareils récepteurs de télévision ou dispositifs assimilés détenus dans l'habitation, par les personnes redevables de la taxe d'habitation ;

b) Lorsque la taxe d'habitation est établie au nom de plusieurs personnes appartenant à des foyers fiscaux différents, la redevance audiovisuelle est due, pour le ou les appareils récepteurs de télévision ou dispositifs assimilés détenus, par l'une ou l'autre de ces personnes ;

c) Lorsque l'appareil récepteur de télévision ou dispositif assimilé est détenu dans un local meublé affecté à l'habitation, occupé à titre d'habitation autre que principale et imposé à la taxe d'habitation au nom de plusieurs personnes qui appartiennent à des foyers fiscaux différents et qui ne détiennent pas d'appareil dans leur habitation principale, ces personnes doivent désigner celle d'entre elles qui sera redevable de la redevance audiovisuelle. À défaut, la redevance audiovisuelle est due par les personnes dont le nom est porté sur l'avis d'imposition de taxe d'habitation afférent à ce local ;

6° a) Lorsqu'une redevance audiovisuelle était due en 2004, elle est acquittée, sous réserve de l'article 1681 ter B, annuellement et d'avance, en une seule fois et pour une période de douze mois. Cette période est décomptée à partir de la date anniversaire du premier jour de la période au titre de laquelle elle était due en 2004 ;

b) La redevance audiovisuelle n'est pas due lorsque, à la date du début de la période de douze mois mentionnée au a, le redevable est décédé, n'est plus imposable à la taxe d'habitation pour un local meublé affecté à l'habitation par suite d'un déménagement à l'étranger ou ne détient plus un appareil récepteur de télévision ou un dispositif assimilé ;

Une seule redevance audiovisuelle est due lorsque des redevables personnellement imposés à la taxe d'habitation pour leur habitation principale occupent, à la date du début de la période de douze mois mentionnée au a, la même résidence principale ;

7° Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties, sûretés et privilèges sont régis comme en matière de taxe d'habitation.

NOTA : Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

Article 1605 ter

*(Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 art. 41 I a finances pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

*(Loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 art. 84 finances rectificative pour 2004
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

Pour l'application du 2° du II de l'article 1605 :

1° La redevance audiovisuelle est due pour chaque appareil récepteur de télévision ou dispositif assimilé permettant la réception de la télévision détenu au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due ;

Toutefois :

- a) Un abattement est appliqué au taux de 30 % sur la redevance audiovisuelle due pour chacun des points de vision à partir du troisième et jusqu'au trentième, puis de 35 % sur la redevance audiovisuelle due pour chacun des points de vision à partir du trente et unième. Ce décompte est opéré par établissement ;
- b) Les hôtels de tourisme dont la période d'activité annuelle n'excède pas neuf mois bénéficient d'une minoration de 25 % sur la redevance audiovisuelle déterminée conformément au a ;
- c) Le montant de la redevance audiovisuelle applicable aux appareils installés dans les débits de boissons à consommer sur place de 2e, 3e et 4e catégories visés à l'article L. 3331-1 du Code de la santé publique est égal à quatre fois le montant fixé au III de l'article 1605 ;

2° N'entrent pas dans le champ d'application de la redevance audiovisuelle :

- a) Les matériels utilisés pour les besoins de services et organismes de télévision prévus aux titres Ier, II et III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et installés dans les véhicules ou les locaux des services ou organismes concernés ;
- b) Les matériels détenus en vue de la recherche, de la production et de la commercialisation de ces appareils ;
- c) Les matériels utilisés en application des dispositions de l'article 706-52 du Code de procédure pénale ;
- d) Les matériels détenus par les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État, à condition qu'ils soient utilisés à des fins strictement scolaires dans les locaux où sont dispensés habituellement les enseignements ;
- e) Les matériels détenus dans les locaux officiels des missions diplomatiques et consulaires et des organisations internationales situées en France ;
- f) Les matériels détenus à bord de navires et avions assurant les longs courriers ;
- g) Les matériels fonctionnant en circuit fermé pour la réception de signaux autres que ceux émis par les sociétés visées par les titres II et III de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 précitée ;
- h) Les matériels détenus dans les locaux administratifs de l'Assemblée nationale et du Sénat ;

3° Sont exonérés de la redevance audiovisuelle les organismes suivants :

- a) Les personnes morales de droit public pour leurs activités non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée en application des dispositions du premier alinéa de l'article 256 B ;
- b) Les associations caritatives hébergeant des personnes en situation d'exclusion ;
- c) Les établissements et services sociaux et médico-sociaux visés par l'article L. 312-1 du Code de l'action sociale et des familles gérés par une personne publique et habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale en application des articles L. 313-6 et L. 313-8-1 du même code ;

d) Les établissements et services sociaux et médico-sociaux visés par l'article L. 312-1 précité gérés par une personne privée lorsqu'ils ont été habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale en application des articles L. 313-6 et L. 313-8-1 précités ;

e) Les établissements de santé visés par les titres IV et VI du Livre 1^{er} de la sixième partie du Code de la santé publique ;

4° Lorsque l'appareil ou le dispositif de réception est loué auprès d'une entreprise, le locataire doit la redevance audiovisuelle à raison d'un vingt-sixième du tarif fixé au III de l'article 1605, par semaine ou fraction de semaine de location.

Le locataire paie la redevance audiovisuelle entre les mains de l'entreprise de location en sus du loyer.

L'entreprise de location reverse le montant des redevances perçues au service de l'administration chargée de recouvrer la redevance audiovisuelle dans les conditions prévues aux 5° et 6° ;

5° Les personnes physiques ou morales mentionnées au 2° du II de l'article 1605 et redevables de la taxe sur la valeur ajoutée déclarent la redevance audiovisuelle auprès du service des impôts chargé du recouvrement dont elles dépendent :

a) Sur l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 de l'article 287 déposée au titre du mois de mars ou du premier trimestre de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due ;

b) Sur la déclaration annuelle mentionnée au 3 de l'article 287 déposée dans le courant de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due, pour les redevables imposés à la taxe sur la valeur ajoutée selon les modalités simplifiées d'imposition ;

c) Sur la déclaration annuelle mentionnée au 1° du I de l'article 298 bis et déposée dans le courant de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due, pour les exploitants agricoles imposés à la taxe sur la valeur ajoutée selon le régime simplifié mentionné à cet article. Pour ceux de ces redevables qui ont exercé l'option prévue au quatrième alinéa du I de l'article 1693 bis, la redevance audiovisuelle est déclarée sur la déclaration déposée au titre du premier trimestre de l'année au cours de laquelle elle est due.

Le paiement de la redevance audiovisuelle est effectué au plus tard à la date limite de dépôt des déclarations mentionnées aux a à c ;

6° Les personnes physiques ou morales mentionnées au 2° du II de l'article 1605 et non redevables de la taxe sur la valeur ajoutée déclarent et acquittent la redevance audiovisuelle auprès du service chargé du recouvrement dont relève leur siège ou principal établissement en utilisant l'annexe à la déclaration prévue au 1 de l'article 287, au plus tard le 25 avril de l'année au cours de laquelle la redevance audiovisuelle est due ;

7° a) Lorsqu'une redevance audiovisuelle était due en 2004, elle est acquittée annuellement et d'avance, en une seule fois et par période de douze mois. Cette période est décomptée à partir de la date anniversaire du premier jour de la période au titre de laquelle elle était due en 2004 ;

b) La redevance audiovisuelle n'est pas due pour les périodes de douze mois s'ouvrant postérieurement à la cessation définitive de l'activité. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations de fusion définies au 1° du I de l'article 210-0 A ;

8° Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties, sûretés et privilèges sont régis comme en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

Article 1681 ter B

*(inséré par loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 art. 41 I c finances pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

L'option prévue au premier alinéa de l'article 1681 ter, lorsqu'elle est exercée, est également valable pour le recouvrement de la redevance audiovisuelle due par les personnes mentionnées au 1° du II de l'article 1605. Dans ce cas, les dispositions des quatre premiers alinéas de l'article 1681 B et les articles 1681 C à 1681 E s'appliquent à la somme de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle.

NOTA : Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 198-11

(inséré par décret n° 2005-1167 du 13 septembre 2005 art. 2 Journal Officiel du 16 septembre 2005)

Les services du Trésor public instruisent les réclamations portant sur la redevance audiovisuelle consécutives à un contrôle effectué par les agents de ces services et ils statuent sur ces réclamations.

TITRE 3
RECouvreMENT DES IMPÔTS
VERSÉS SPONTANÉMENT

CHAPITRE 1

TAXE ANNUELLE SUR LES LOCAUX À USAGE DE BUREAUX, LES LOCAUX COMMERCIAUX ET LES LOCAUX DE STOCKAGE PERÇUE DANS LA RÉGION ÎLE DE FRANCE

Article 231 ter

*(Loi n° 89-936 du 29 décembre 1990 art. 40 finances rectificative pour 1989
Journal Officiel du 30 décembre 1989)*

*(Loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 art. 41 finances pour 1991
Journal Officiel du 30 décembre 1990)*

*(Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 44 finances pour 1992
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

*(Décret n° 95-1281 du 11 décembre 1995 art. 1
Journal Officiel du 13 décembre 1995)*

*(Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 38 a finances pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*

(Décret n° 99-382 du 18 mai 1999 art. 1 Journal Officiel du 20 mai 1999)

(Loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 art. 2 Journal Officiel du 15 novembre 1996)

(Loi n° 99-533 du 25 juin 1999 art. 36 I, III Journal Officiel du 29 juin 1999)

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 49 Journal Officiel du 14 décembre 2000)

*(Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 art. 9 finances pour 2002
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

*(Loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 art. 51 I a finances rectificative pour 2001
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

*(Loi n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 art. 17 finances pour 2003
Journal Officiel du 31 décembre 2002)*

*(Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 art. 21 I 3° finances rectificative pour 2002
Journal Officiel du 31 décembre 2002 en vigueur le 1^{er} janvier 2005)*

(Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 art. 135 II Journal Officiel du 19 janvier 2005)

I. - Une taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage est perçue, dans les limites territoriales de la région d'Ile-de-France, composée de Paris et des départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val-d'Oise et des Yvelines.

II. - Sont soumises à la taxe les personnes privées ou publiques qui sont propriétaires de locaux imposables ou titulaires d'un droit réel portant sur de tels locaux.

La taxe est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction, l'emphytéote ou le titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutive d'un droit réel qui dispose, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, d'un local taxable.

III. - La taxe est due :

1° Pour les locaux à usage de bureaux, qui s'entendent, d'une part, des bureaux proprement dits et de leurs dépendances immédiates et indispensables destinés à l'exercice d'une activité, de quelque nature que ce soit, par des personnes physiques ou morales privées, ou utilisés par l'État, les collectivités territoriales, les établissements ou organismes publics et les organismes professionnels, et, d'autre part, des locaux professionnels destinés à l'exercice d'activités libérales ou utilisés par des associations ou organismes privés poursuivant ou non un but lucratif ;

2° Pour les locaux commerciaux, qui s'entendent des locaux destinés à l'exercice d'une activité de commerce de détail ou de gros et de prestations de services à caractère commercial ou artisanal ainsi que de leurs réserves attenantes couvertes ou non et des emplacements attenants affectés en permanence à la vente ;

3° Pour les locaux de stockage, qui s'entendent des locaux ou aires couvertes destinés à l'entreposage de produits, de marchandises ou de biens et qui ne sont pas intégrés topographiquement à un établissement de production.

IV. - Pour le calcul des surfaces visées au 3° du V et au VI, il est tenu compte de tous les locaux de même nature, hors parties communes, qu'une personne privée ou publique possède à une même adresse ou, en cas de pluralité d'adresses, dans un même groupement topographique.

V. - Sont exonérés de la taxe :

1° Les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage, situés dans une zone de redynamisation urbaine ou dans une zone franche urbaine, telle que définie par les A et B du 3 de l'article 42 modifié de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

2° Les locaux appartenant aux fondations et aux associations, reconnues d'utilité publique, dans lesquels elles exercent leur activité, ainsi que les locaux spécialement aménagés pour l'archivage administratif et pour l'exercice d'activités de recherche ou à caractère sanitaire, social, éducatif ou culturel ;

2° bis Les locaux administratifs des établissements publics d'enseignement du premier et du second degré et des établissements privés sous contrat avec l'État au titre des articles L. 442-5 et L. 442-12 du Code de l'éducation ;

3° Les locaux à usage de bureaux d'une superficie inférieure à 100 mètres carrés, les locaux commerciaux d'une superficie inférieure à 2 500 mètres carrés, les locaux de stockage d'une superficie inférieure à 5 000 mètres carrés ;

4° Les locaux de stockage appartenant aux sociétés coopératives agricoles ou à leurs unions.

VI. - Les tarifs sont applicables dans les conditions suivantes :

1. a) Pour les locaux à usage de bureaux, un tarif distinct au mètre carré est appliqué par circonscription, telle que définie ci-après :

1°) première circonscription : 1er, 2e, 3e, 4e, 6e, 7e, 8e, 9e, 14e, 15e, 16e, 17e arrondissements de Paris et arrondissements de Nanterre et de Boulogne-Billancourt du département des Hauts-de-Seine ;

2°) deuxième circonscription : 5e, 10e, 11e, 12e, 13e, 18e, 19e, 20e arrondissements de Paris et arrondissement d'Antony du département des Hauts-de-Seine ainsi que les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ;

3°) troisième circonscription : départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise. À compter de la promulgation de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, les communes des autres départements éligibles à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue à l'article L. 2334-15 du Code général des collectivités territoriales sont réputées appartenir à la troisième circonscription.

Dans chaque circonscription, ce tarif est réduit pour les locaux possédés par l'État, les collectivités territoriales, les organismes ou les établissements publics sans caractère industriel ou commercial, les organismes professionnels ainsi que les associations ou organismes privés sans but lucratif à caractère sanitaire, social, éducatif, sportif ou culturel et dans lesquels ils exercent leur activité.

b) Pour les locaux commerciaux et de stockage, un tarif unique distinct au mètre carré est appliqué.

2. Les tarifs au mètre carré sont fixés à :

a) Pour les locaux à usage de bureaux :

1 ^{ère} CIRCONSCRIPTION		2 ^e CIRCONSCRIPTION		3 ^e CIRCONSCRIPTION	
Tarif normal (en euros)	Tarif réduit (en euros)	Tarif normal (en euros)	Tarif réduit (en euros)	Tarif normal (en euros)	Tarif réduit (en euros)
11,30	5,60	6,70	4	3,20	2,90

b) Pour les locaux commerciaux, 1,80 euro ;

c) Pour les locaux de stockage, 0,90 euro.

VI bis - Pour l'application des dispositions des V et VI, les parcs d'exposition et locaux à usage principal de congrès sont assimilés à des locaux de stockage.

VII. - Les redevables sont tenus de déposer une déclaration accompagnée du paiement de la taxe, avant le 1^{er} mars de chaque année, auprès du comptable du Trésor du lieu de situation des locaux imposables.

VIII. - Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à la taxe sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires jusqu'au 31 décembre 2003.

Le privilège prévu au 1^o du 2 de l'article 1920 peut être exercé pour le recouvrement de la taxe.

CHAPITRE 2

TAXE ANNUELLE SUR LES LOGEMENTS VACANTS

Article 232

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

(inséré par loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 art. 51 Journal Officiel du 31 juillet 1998)

I. - Il est institué, à compter du 1^{er} janvier 1999, une taxe annuelle sur les logements vacants dans les communes appartenant à des zones d'urbanisation continue de plus de deux cent mille habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, au détriment des personnes à revenus modestes et des personnes défavorisées, qui se concrétise par le nombre élevé de demandeurs de logement par rapport au parc locatif et la proportion anormalement élevée de logements vacants par rapport au parc immobilier existant. Un décret fixe la liste des communes où la taxe est instituée.

II. - La taxe est due pour chaque logement vacant depuis au moins deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition, à l'exception des logements détenus par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte et destinés à être attribués sous conditions de ressources.

III. - La taxe est acquittée par le propriétaire, l'usufruitier, le preneur à bail à construction ou à réhabilitation ou l'emphytéote qui dispose du logement depuis le début de la période de vacance mentionnée au II.

IV. - L'assiette de la taxe est constituée par la valeur locative du logement mentionnée à l'article 1409. Son taux est fixé à 10 % la première année d'imposition, 12,5 % la deuxième année et 15 % à compter de la troisième année.

V. - Pour l'application de la taxe, n'est pas considéré comme vacant un logement dont la durée d'occupation est supérieure à trente jours consécutifs au cours de chacune des deux années de la période de référence définie au II.

VI. - La taxe n'est pas due en cas de vacance indépendante de la volonté du contribuable.

VII. - Le contrôle, le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions de la taxe sont régis comme en matière de taxe foncière sur les propriétés bâties.

VIII. - Le produit net de la taxe est versé à l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

CHAPITRE 3

TAXE SUR LES SERVICES D'INFORMATIONS OU INTERACTIFS À CARACTÈRE PORNOGRAPHIQUE

Article 235

*(Loi n° 89-936 du 29 décembre 1989 art. 23 finances rectificative pour 1989
Journal Officiel du 30 décembre 1989)*

*(Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 39 I finances pour 1992
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

I. - 1. Il est institué une taxe sur les personnes qui fournissent au public par l'intermédiaire du réseau téléphonique des services d'informations ou des services interactifs à caractère pornographique qui font l'objet d'une publicité sous quelque forme que ce soit.

2. Cette taxe est égale à 50 p. 100 des sommes perçues en rémunération des services qu'elles mettent à la disposition du public.

3. La taxe est constatée et recouvrée comme en matière d'impôt direct.

II. Un décret en Conseil d'État détermine les conditions de classement des services visés au I¹.

Article 159 A annexe II

(inséré par décret n° 91-633 du 4 juillet 1991 art. 1 Journal Officiel du 10 juillet 1992)

Sont classés comme services d'informations ou services interactifs à caractère pornographique, au sens du 1 du I de l'article 235 du Code général des impôts, les services de communication audiovisuelle à caractère convivial qui font apparaître une orientation pornographique.

Le classement est opéré par arrêté du ministre chargé du Budget.

Article 159 B Annexe II

(inséré par décret n° 91-633 du 4 juillet 1991 art. 2 Journal Officiel du 10 juillet 1992)

La taxe instituée à l'article 235 du Code général des impôts est due sur toutes les sommes reçues des utilisateurs par les fournisseurs de services d'informations ou interactifs qui ont fait l'objet du classement dans les conditions définies à l'article 159 A.

Article 159 C Annexe II

(inséré par décret n° 91-633 du 4 juillet 1991 art. 3 Journal Officiel du 10 juillet 1992)

La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée comme en matière de taxe sur les salaires. Elle est versée au comptable du Trésor avant le 5 de chaque mois, quel que soit le montant dû.

En cas de cession ou de cessation d'activité du fournisseur des services d'informations ou interactifs à caractère pornographique, la taxe est immédiatement exigible.

Chaque versement est accompagné d'une déclaration datée et signée par le fournisseur des services d'informations ou interactifs à caractère pornographique qui y mentionne son adresse, les caractéristiques du service, la période à laquelle s'applique le versement, le montant des sommes imposables et le montant de la taxe.

¹ Annexe II, art. 159 A à 159 C

CHAPITRE 4

COTISATION MINIMUM DE TAXE PROFESSIONNELLE

Article 1647 E

(Loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 art. 17 finances pour 1996, Journal Officiel du 31 décembre 1995)

(Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 art. 28 I finances pour 1997 Journal Officiel du 31 décembre 1996)

*(Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 44 a VIII finances pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1999)*

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 6
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

I. La cotisation de taxe professionnelle des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 7 600 000 euros est au moins égale à 1,5 % de la valeur ajoutée produite par l'entreprise, telle que définie au II de l'article 1647 B sexies. Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée à prendre en compte sont ceux de l'exercice de douze mois clos pendant l'année d'imposition ou, à défaut d'un tel exercice, ceux de l'année d'imposition.

Par exception, le taux visé au premier alinéa est fixé à 1 % au titre de 1999 et à 1,2 % au titre de 2000.

II. Le supplément d'imposition, défini par différence entre la cotisation résultant des dispositions du I et la cotisation de taxe professionnelle déterminée selon les règles définies au III, est une recette du budget général de l'État.

III. Pour l'application du II, la cotisation de taxe professionnelle est déterminée conformément aux dispositions du I bis de l'article 1647 B sexies. Elle est majorée du montant de cotisation prévu à l'article 1647 D. Elle est également augmentée du montant de cotisation correspondant aux exonérations temporaires appliquées à l'entreprise ainsi que de celui correspondant aux abattements et exonérations permanents accordés à l'entreprise sur délibération des collectivités locales.

IV. Le montant et les éléments de calcul de la valeur ajoutée définie au I, le montant des cotisations de taxe professionnelle de l'entreprise déterminées conformément au III et la liquidation du supplément d'imposition défini au II font l'objet d'une déclaration par le redevable auprès du comptable du Trésor dont relève son principal établissement avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle au titre de laquelle les cotisations de taxe professionnelle visées au III sont dues.

V. (Transféré sous les articles 1668 A bis du CGI¹ et L. 174 du Livre des procédures fiscales).

Article 1679 septies

*(inséré par loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 44 a XI finances pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*

Les entreprises doivent verser, avant le 15 décembre de l'année d'imposition, un acompte égal au supplément d'imposition visé au II de l'article 1647 E, calculé en retenant la valeur ajoutée produite au cours de l'exercice de douze mois clos pendant l'année précédant celle de l'imposition ou, à défaut d'un tel exercice, produite durant l'année précédant celle de l'imposition.

Les entreprises peuvent, sous leur responsabilité, limiter le montant de l'acompte au montant du supplément d'imposition effectivement dû au titre de l'année d'imposition, lorsqu'elles estiment que cet acompte lui serait supérieur.

¹ Abrogé par loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art 44 A-X.

Avant le 1^{er} mai de l'année suivant celle de l'imposition, le redevable doit procéder à la liquidation définitive du supplément d'imposition sur la déclaration visée au IV de l'article 1647 E. Cette dernière est accompagnée, le cas échéant, du versement du solde correspondant. Si la liquidation définitive fait apparaître que l'acompte versé est supérieur à la cotisation effectivement due, l'excédent, déduction faite des autres impôts directs dus par l'entreprise, est restitué dans les trente jours de la date de dépôt de la déclaration.

Le recouvrement de tout ou partie du supplément d'imposition non réglé, visé au II de l'article 1647 E est poursuivi par voie de rôle émis par le directeur des services Fiscaux.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 174

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 art. 17 finances pour 1996, Journal Officiel du 31 décembre 1995)

(Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 art. 115 II VIII finances pour 1997

Journal Officiel du 31 décembre 1996)

(Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 44 b 2° finances pour 1999

Journal Officiel du 31 décembre 1998)

Les omissions ou les erreurs concernant la taxe professionnelle peuvent être réparées par l'administration jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

Par exception aux dispositions du premier alinéa, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la sixième année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due, lorsque le contribuable n'a pas déposé dans le délai légal les déclarations qu'il était tenu de souscrire et n'a pas fait connaître son activité à un centre de formalités des entreprises ou au greffe du tribunal de commerce.

TITRE 4

SÛRETÉS RÉELLES ET PERSONNELLES

DU TRÉSOR

CHAPITRE 1

SÛRETÉS ET PRIVILÈGES

1. PRIVILÈGE

1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1920

*(Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 art. 103 I finances pour 1985
Journal Officiel du 30 décembre 1984 en vigueur le 1^{er} janvier 1985)*

(Décret n° 2006-356 du 24 mars 2006 art. 1 Journal Officiel du 26 mars 2006)

1. Le privilège du Trésor en matière de contributions directes et taxes assimilées s'exerce avant tout autre sur les meubles et effets mobiliers appartenant aux redevables en quelque lieu qu'ils se trouvent. Ce privilège s'exerce, lorsqu'il n'existe pas d'hypothèques conventionnelles, sur tout le matériel servant à l'exploitation d'un établissement commercial, même lorsque ce matériel est réputé immeuble par application des dispositions du premier alinéa de l'article 524 du Code civil.

2. Le privilège établi au 1 s'exerce en outre :

1° Pour la fraction de l'impôt sur les sociétés due à raison des revenus d'un immeuble, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus de cet immeuble ;

2° Pour la taxe foncière sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des biens immeubles sujets à la contribution ;

3. Le privilège institué par les 1 et 2 peut être exercé pour le recouvrement des versements qui doivent être effectués par les contribuables en exécution de l'article 1664 avant la mise en recouvrement des rôles dans lesquels seront comprises les impositions en l'acquit desquelles les versements seront imputés et dès l'exigibilité desdits versements ;

4. Le privilège institué par le 1 peut être exercé pour le recouvrement des acomptes qui doivent être versés en l'acquit de l'impôt sur les sociétés dans les conditions prévues par l'article 1668 ;

5. Le privilège peut être exercé pour le recouvrement de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés instituée par l'article 223 septies.

Article 1923

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Le privilège attaché à l'impôt direct ne préjudicie pas aux autres droits que, comme tout créancier, le Trésor peut exercer sur les biens des contribuables.

Article 1924

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

Les dispositions des articles 1920 et 1923 sont applicables aux taxes départementales et communales assimilées aux contributions directes ; toutefois le privilège créé au profit des taxes départementales prend rang immédiatement après celui du Trésor, et le privilège créé au profit des taxes communales, immédiatement après celui des taxes départementales.

Article 1929 septies

(Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 art. 24

Journal Officiel du 26 janvier 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1985)

(Décret n° 2006-356 du 24 mars 2006 art. 1 Journal Officiel du 26 mars 2006)

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 626-6 du Code de commerce, et au I de l'article L. 631-19 du même code, les administrations financières peuvent, dans le cadre du plan de sauvegarde ou du plan de redressement prévus respectivement aux articles L. 626-1 et L. 631-2, décider des cessions de rang de privilège ou d'hypothèque ou de l'abandon de ces sûretés.

Article 396 bis A annexe II

(Décret n° 85-1353 du 27 décembre 1985 art. 180 Journal Officiel du 21 décembre 1985)

(Décret n° 85-1388 du 27 décembre 1985 art. 180

Journal Officiel du 29 décembre 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1986)

(Décret n° 97-656 du 30 mai 1997 art. 1 Journal Officiel du 1^{er} juin 1997)

Les cessions de rang de privilège ou d'hypothèque ou l'abandon de ces sûretés prévus par l'article 1929 septies du Code général des impôts peuvent, sans extinction préalable de la créance, être accordés après consultation de la commission départementale des chefs des services financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale. Les frais afférents à ces opérations sont à la charge du débiteur.

NOTA : Loi n° 2005-845 du 2005-07-26 art. 165 II.

Dans tous les textes législatifs et réglementaires, les références faites au redressement judiciaire et au plan de redressement sont remplacées, respectivement, par des références aux procédures de sauvegarde ou de redressement judiciaire, et aux plans de sauvegarde ou de redressement. Les références au plan de continuation sont remplacées par des références aux plans de sauvegarde ou de redressement judiciaire.

1.2. PUBLICITÉ

Article 1929 quater

(Loi n° 84-148 du 1^{er} mars 1984 art. 46, art. 62

Journal Officiel du 2 mars 1984 en vigueur le 1^{er} mars 1985)

(Loi n° 85-1403 du 30 décembre 1985 art. 13 II finances pour 1986

Journal Officiel du 31 décembre 1985 en vigueur le 1^{er} janvier 1986)

(Loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 art. 233 Journal Officiel du 26 janvier 1985)

(Loi n° 94-475 du 10 juin 1994 art. 1 I, 99 Journal Officiel du 11 juin 1994)

(Loi n° 94-1162 du 29 décembre 1994 art. 69 finances pour 1995 Journal Officiel du 30 décembre 1994)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 6

Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

(Loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 art. 37 a VIII finances rectificative pour 2003

Journal Officiel du 31 décembre 2003)

(Loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 art. 175, art. 165 II, art. 190

Journal Officiel du 27 juillet 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006 sous réserve art. 190)

1. Donnent lieu à publicité, dans les conditions prévues aux 2 à 5, les sommes restant dues à titre privilégié par des commerçants et personnes morales de droit privé, même non commerçantes, au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales, de la taxe sur les salaires, de la taxe professionnelle et des taxes annexes, des taxes sur le chiffre d'affaires et des taxes annexes, et des contributions indirectes.

N'est pas soumise à la publicité la part de la taxe professionnelle correspondant à la réduction effectuée par le redevable au titre du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée, en application des articles 1647 B sexies et 1679 quinquies.

2. La publicité est faite à la diligence de l'administration chargée du recouvrement.

3. L'inscription ne peut être requise, selon la nature de la créance, qu'à partir de la date à laquelle :

1° Le redevable a encouru une majoration pour défaut de paiement pour les impôts directs recouvrés par les comptables de la direction générale de la Comptabilité publique ;

2° Un titre exécutoire a été émis, pour les taxes sur le chiffre d'affaires et assimilées et les contributions indirectes, ainsi que pour les impôts directs et taxes assimilées recouvrés par les comptables de la direction générale des Impôts.

4. La publicité est obligatoire lorsque les sommes dues, au titre d'un semestre civil, par un redevable à un même poste comptable ou service assimilé et susceptibles d'être inscrites demeurent impayées.

5. En cas de paiement avec subrogation, le subrogé aux droits du Trésor est tenu des obligations et formalités mises par le présent article à la charge de l'administration, quel que soit le montant du paiement.

Si le paiement par le subrogé a lieu sans émission de titre exécutoire prévu au 3, l'inscription ne peut être requise que six mois au moins après le paiement.

6. Les frais de l'inscription du privilège sont à la charge du Trésor.

7. En cas de procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires du redevable ou de liquidation des biens du redevable¹, ou d'un tiers tenu légalement au paiement des sommes visées au 1, le Trésor ou son subrogé ne peut exercer son privilège pour les créances qui étaient soumises à titre obligatoire à la publicité prévue aux 1 à 5 et dont l'inscription n'a pas été régulièrement requise à l'encontre du redevable.

8. Les inscriptions prises en application des 1 à 5 se prescrivent par quatre ans, sauf renouvellement.

8 bis. Le comptable compétent demande, dans un délai d'un mois, la radiation totale de l'inscription devenue sans objet, dès lors que le débiteur s'est acquitté de sa dette.

9. Les modalités d'application du présent article et notamment les formes et délais des inscriptions et de leur radiation sont fixées par un décret en conseil d'État pris sur le rapport du ministre de l'Économie et des Finances et du garde des sceaux, ministre de la Justice.

¹ de règlement judiciaire ou de liquidation des biens pour les procédures ouvertes avant le 1^{er} janvier 1986.

Article 396 bis Annexe II¹*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 85-295 du 1^{er} mars 1985 art. 43 Journal Officiel du 5 mars 1985)**(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 17 II Journal Officiel du 9 juillet 1987)**(Décret n° 92-37 du 7 janvier 1992 art. 1 Journal Officiel du 12 janvier 1992)*

1. L'inscription des sommes privilégiées dues au Trésor prescrite à l'article 1929 quater-1 du Code général des impôts est faite :

1° Si le redevable est une personne physique, au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance statuant commercialement, dans le ressort duquel se trouve son principal établissement commercial ;

2° Si le redevable est une personne morale de droit privé immatriculée au registre du commerce et des sociétés, au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance statuant commercialement, dans le ressort duquel se trouve son siège social ;

3° Si le redevable est une personne morale de droit privé non immatriculée au registre du commerce et des sociétés, au greffe du tribunal de grande instance dans le ressort duquel se trouve son siège.

Pour les redevables visés aux 2° et 3° dont le siège n'est pas situé sur le territoire métropolitain ou dans les départements d'Outre-mer, l'inscription est requise, selon le cas, au greffe du tribunal de commerce ou du tribunal de grande instance statuant commercialement ou au greffe du tribunal de grande instance dans le ressort duquel se trouve le principal établissement du redevable.

2. Lorsque la publicité est faite à titre obligatoire, en application du 4 de l'article 1929 quater du Code général des impôts, l'inscription des sommes déterminées dans les conditions fixées au 3 dudit article doit être requise au plus tard :

- a) Le 28 ou 29 février pour les sommes dues au 31 décembre de l'année précédente ;
- b) Le 31 mai pour les sommes dues au 31 mars de l'année courante ;
- c) Le 31 août pour les sommes dues au 30 juin de l'année courante ;
- d) Le 30 novembre pour les sommes dues au 30 septembre de l'année courante.

L'octroi de délais de paiement ne fait pas obstacle à l'application des dispositions du présent article.

3. Pour requérir l'inscription des sommes privilégiées dues au Trésor, le comptable public chargé du recouvrement remet ou adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au greffier compétent, un bordereau établi en double exemplaire et comportant les indications suivantes :

- a) Date à laquelle il est établi ;
- b) Désignation du comptable public requérant ;
- c) Nom, prénoms, raison ou dénomination sociale, adresse de l'établissement principal ou du siège du redevable ;
- d) Montant des sommes dues au Trésor au dernier jour du trimestre civil précédant l'inscription.

4. Un des exemplaires du bordereau prévu au 3 est restitué ou renvoyé au comptable par le greffier, après avoir été revêtu de la mention d'inscription qui comprend la date de celle-ci et le numéro sous lequel elle a été faite. Le second exemplaire portant les mêmes mentions est conservé au greffe pour constituer le registre des inscriptions ; le greffier tient en outre un répertoire alphabétique.

¹ Article en cours de modification cf article 175 de la loi de sauvegarde des entreprises n° 2005-845 du 26 juillet 2005.

5. Lorsqu'un redevable a contesté une imposition ayant fait l'objet d'une inscription et qu'il bénéficie du sursis de paiement dans les conditions prévues aux articles L. 277 à L. 279 A du Livre des procédures fiscales, il peut faire mentionner par le greffier l'existence de la contestation ; cette mention est portée en marge de l'inscription.

Le redevable doit produire à cet effet une attestation délivrée par le comptable chargé du recouvrement de l'imposition contestée.

La fraction non encore payée d'une imposition contestée ayant fait l'objet d'une mention au registre public figure d'une manière distincte sur le bordereau établi par le comptable en vue d'une nouvelle inscription dans les conditions prévues au 6, premier alinéa.

6. Chaque nouvelle inscription requise par un même comptable à l'encontre du même redevable rend caduque l'inscription précédente.

En dehors du cas prévu au 7, une inscription peut faire l'objet à tout moment d'une radiation totale à la diligence du redevable, sur présentation au greffe d'une attestation constatant le paiement et établie par le comptable ayant requis l'inscription. Une radiation partielle ne peut être faite que pour une somme au moins égale au montant minimum prévu pour l'inscription.

Toute radiation consécutive à un dégrèvement est faite à l'initiative du comptable qui avait requis l'inscription. Il est de même procédé à radiation sur l'initiative du comptable en cas d'erreur commise par celui-ci sur le montant des sommes privilégiées ou sur l'identité du redevable.

Le greffier mentionne les radiations en marge de l'inscription correspondante.

7. Pour inscrire son privilège, le subrogé dans les droits du Trésor produit au greffier un certificat établi par le comptable public chargé du recouvrement et attestant la subrogation. Si la créance ayant fait l'objet d'une subrogation est comprise dans une inscription, le certificat vaut radiation de cette inscription à due concurrence.

8. Les attestations ou certificats prévus aux 5, 6 et 7 sont remis en double exemplaire ou adressés aux greffiers par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'un des exemplaires est rendu ou renvoyé à titre de récépissé au requérant, après avoir été revêtu, dès réception, d'une mention indiquant la date d'accomplissement de la formalité requise. Le deuxième exemplaire est conservé au greffe.

9. Les greffiers sont tenus de délivrer à tous ceux qui le requièrent et aux frais du requérant soit un état des inscriptions existantes, soit un certificat indiquant qu'il n'existe aucune inscription. Chaque réquisition ne peut viser qu'un redevable nommément désigné.

L'état des inscriptions délivré par le greffier doit comporter l'indication du comptable ou du tiers subrogé ayant requis l'inscription, la date de l'inscription, le montant des sommes inscrites et, le cas échéant, les mentions de contestations.

10. Le modèle des bordereaux, attestations, certificats, réquisitions et états des inscriptions prévus aux 3, 5, 6, 7 et 9 est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'Économie et des Finances et du garde des sceaux, ministre de la Justice.

11. En cas de destruction totale ou partielle ou de disparition, par suite d'un sinistre ou de tout autre fait, du registre de publicité des créances privilégiées du Trésor public mentionné à l'article 1^{er} de la loi n° 71-1029 du 24 décembre 1971, quel que soit le greffe dans lequel ce registre était ou est conservé, il est procédé à sa reconstitution de la façon suivante :

Les comptables publics qui avaient obtenu l'inscription de privilèges pour des sommes dues au Trésor, demandent au greffier, par simple requête et sur présentation du second exemplaire du bordereau d'inscription prévu au 4, la réinscription du privilège du Trésor pour les sommes indiquées sur cet exemplaire ;

Les subrogés dans les droits du Trésor procèdent de la même manière sur production du deuxième exemplaire de l'attestation ou certificat prévu au 8.

La réinscription du privilège du Trésor ou des subrogés est notifiée par le greffier au redevable par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les huit jours de cette réinscription.

Le redevable, s'il estime que la réinscription n'est pas conforme à l'inscription primitive, peut, dans le délai de quinze jours à compter de la date de réception de cette lettre, présenter une réclamation devant la commission visée à l'article 1^{er} du décret n° 72-917 du 2 octobre 1972.

Celle-ci statue dans les conditions prévues au chapitre premier du même décret.

Article 207 sexies Annexe IV¹

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

(Arrêté du 15 octobre 2004 art. 1 Journal Officiel du 27 octobre 2004)

1. Par application du 10 de l'article 396 bis de l'annexe II au Code général des impôts, la contexture des bordereaux d'inscription, attestations de contestation, attestations de paiement, certificats de subrogation, états des inscriptions et certificats négatifs d'inscription prévus aux 3, 5, 6, 7 et 9 de cet article est fixée conformément aux modèles annexés à l'arrêté du 30 mai 1968 (1).

2. (abrogé).

3. Les états d'inscription visés au 1 peuvent être remplacés par des reproductions photographiques des bordereaux d'inscription comportant mention des contestations, des radiations partielles ou des subrogations reçues au greffe.

4. La réquisition de l'état des inscriptions prévue au 9 de l'article 396 bis de l'annexe II au Code général des impôts est établie sur papier libre par le requérant.

NOTA : (1) Voir JO du 20 juin 1968. Seule a été fixée par l'arrêté du 30 mai 1968 la contexture des bordereaux d'inscription, des attestations de contestation, des attestations de paiement et des certificats de subrogation.

2. HYPOTHÈQUE LÉGALE DU TRÉSOR

Article 1929 ter

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 art. 103 IV finances pour 1985

Journal Officiel du 30 décembre 1984 en vigueur le 1^{er} janvier 1985)

(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 108, art. 121

Journal Officiel du 19 juillet 1992)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6

Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Ordonnance n° 2004-281 du 25 décembre 2004 art. 27

Journal Officiel du 27 mars 2004 en vigueur le 1^{er} juin 2004)

Pour le recouvrement des impositions de toute nature et amendes fiscales confié aux comptables mentionnés à l'article L. 252 du Livre des procédures fiscales, le Trésor a une hypothèque légale sur tous les biens immeubles des redevables. Cette hypothèque prend rang à la date de son inscription au bureau des hypothèques. Elle ne peut être inscrite qu'à partir de la date de mise en recouvrement des impositions et pénalités y afférentes lorsque celles-ci résultent d'une procédure de rectification ou d'imposition d'office ou à partir de la date à laquelle le contribuable a encouru une majoration ou pénalité pour défaut de paiement.

¹ Article en cours de modification cf article 175 de la loi de sauvegarde des entreprises n° 2005-845 du 26 juillet 2005.

Article 881

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

I. L'inscription des créances appartenant à la République, aux hospices civils et autres établissements publics, est faite sans avance des salaires des conservateurs.

II. En cas d'acquiescement des débiteurs, les états exécutoires prévus à l'article 85 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la Comptabilité publique emportent hypothèque.

Dans les mêmes conditions, les états exécutoires émis pour le recouvrement des créances des établissements publics nationaux sont considérés comme de véritables jugements emportant hypothèque.

L'inscription est prise, le cas échéant, au nom du Trésor public, poursuites et diligences de son agent judiciaire.

La formalité est donnée en débet en ce qui concerne les salaires du conservateur.

3. VENTE DE FONDS DE COMMERCE

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 268

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 81-500 du 12 mai 1981 art. 2, art. 5 Journal Officiel du 14 mai 1981)

(Décret n° 93-265 du 26 février 1993 art. 11

Journal Officiel du 28 février 1993 en vigueur le 31 décembre 1992)

(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 116 V

Journal Officiel du 19 juillet 1992 art. 121 : en vigueur le 1^{er} janvier 1993)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-265 du 26 février 1993 art. 10 1 et 15

Journal Officiel du 28 février 1993 en vigueur le 31 décembre 1992)

(Ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 art. 4, I, 8 Journal Officiel du 21 septembre 2000)

Lorsqu'il envisage de faire procéder à la vente d'un fonds de commerce, le comptable public compétent peut, par dérogation aux articles L. 143-3 et L. 143-4 du Code de commerce, faire ordonner par le président du tribunal de grande instance que cette vente soit effectuée dans les formes prévues pour les ventes de biens appartenant à des mineurs. Le président exerce, à cet égard, toutes les attributions confiées au tribunal par les articles 1272 et suivants du nouveau Code de procédure civile.

CHAPITRE 2

SÛRETÉS PERSONNELLES

1. RESPONSABILITÉ LIÉE À LA CESSIION D'ENTREPRISE

Article 1684

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

1. En cas de cession d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou minière, qu'elle ait lieu à titre onéreux ou à titre gratuit, qu'il s'agisse d'une vente forcée ou volontaire, le cessionnaire peut être rendu responsable solidairement avec le cédant du paiement de l'impôt sur le revenu afférent aux bénéfices réalisés par ce dernier pendant l'année ou l'exercice de la cession jusqu'au jour de celle-ci, ainsi qu'aux bénéfices de l'année ou de l'exercice précédent lorsque, la cession étant intervenue dans le délai normal de déclaration, ces bénéfices n'ont pas été déclarés par le cédant avant la date de la cession.

Toutefois, le cessionnaire n'est responsable que jusqu'à concurrence du prix du fonds de commerce, si la cession a été faite à titre onéreux, ou de la valeur retenue pour la liquidation du droit de mutation entre vifs, si elle a eu lieu à titre gratuit, et il ne peut être mis en cause que pendant un délai de trois mois qui commence à courir du jour de la déclaration prévue au 1 de l'article 201 si elle est faite dans le délai imparti par ledit paragraphe, ou du dernier jour de ce délai, à défaut de déclaration.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables dans les mêmes conditions en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés et la taxe d'apprentissage.

2. En cas de cession à titre onéreux soit d'une charge ou d'un office, soit d'une entreprise ou du droit d'exercer une profession non commerciale, le successeur du contribuable peut être rendu responsable solidairement avec son prédécesseur du paiement de l'impôt sur le revenu afférent aux bénéfices réalisés par ce dernier pendant l'année de la cession jusqu'au jour de celle-ci ainsi qu'aux bénéfices de l'année précédente lorsque, la cession étant intervenue pendant le délai normal de déclaration, ces bénéfices n'ont pas été déclarés avant la date de la cession.

Toutefois, le successeur du contribuable n'est responsable que jusqu'à concurrence du prix de cession et il ne peut être mis en cause que pendant un délai de trois mois qui commence à courir du jour de la déclaration prévue au 1 de l'article 202, si elle est faite dans le délai imparti par ledit paragraphe, ou du dernier jour de ce délai, à défaut de déclaration.

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables dans les mêmes conditions en ce qui concerne l'impôt sur les sociétés.

3. Le propriétaire d'un fonds de commerce est solidairement responsable avec l'exploitant de cette entreprise, des impôts directs établis à raison de l'exploitation de ce fonds.

4. Les tiers visés aux 1 à 3 sont tenus solidairement avec les contribuables d'effectuer, en l'acquit des impositions dont ils sont responsables en vertu du présent article, les versements prévus par l'article 1664 à concurrence de la fraction de ces versements calculés sur les cotisations correspondantes mises à la charge du redevable dans les rôles concernant la dernière année au titre de laquelle il a été imposé.

5. Un décret fixe, en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, les conditions d'application du présent article¹.

¹ Voir les articles 383 bis et 383 ter de l'annexe III.

Article 383 bis Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

1. Dans le cas de cession soit d'une entreprise industrielle commerciale artisanale ou minière soit d'une charge ou d'un office d'une entreprise ou du droit d'exercer une profession non commerciale le cessionnaire est solidairement responsable avec le cédant dans les conditions et limites fixées par les 1, 2 et 4 de l'article 1684 du Code général des impôts, du paiement de l'impôt sur le revenu afférent aux bénéfices ou revenus réalisés par ce dernier redevable.

2. Le propriétaire d'un fonds de commerce est solidairement responsable avec l'exploitant dans les conditions fixées par les 3 et 4 de l'article 1684 du code précité, du paiement de l'impôt sur le revenu afférent aux bénéfices provenant de l'exploitation de ce fonds.

Article 383 ter Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Le montant de l'impôt dont le paiement peut être réclamé au cessionnaire ou au propriétaire en vertu de l'article 383 bis est déterminé forfaitairement en appliquant à la cotisation assignée au cédant ou à l'exploitant le rapport existant entre le montant des bénéfices ou revenus visés audit article et le montant du revenu global ayant servi de base à la cotisation considérée augmenté le cas échéant des charges déduites de ce revenu en application de l'article 156 du Code général des impôts.

Article 201

*(Loi n° 79-1102 du 21 décembre 1979 art. 4 finances rectificative pour 1979
Journal Officiel du 22 décembre 1979)*

*(Loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 art. 99 finances pour 1984
Journal Officiel du 30 décembre 1983)*

(Décret n° 84-184 du 14 mars 1984 art. 1 Journal Officiel du 17 mars 1984)

(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 6 Journal Officiel du 9 juillet 1987)

*(Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 art. 87 finances pour 1988
Journal Officiel du 31 décembre 1987)*

*(Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 7 II 18 finances pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*

(Ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 art. 4 I 8° Journal Officiel du 21 septembre 2000)

(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 7 Journal Officiel du 8 décembre 2005)

1. Dans le cas de cession ou de cessation, en totalité ou en partie, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou minière, ou d'une exploitation agricole dont les résultats sont imposés d'après le régime du bénéfice réel, l'impôt sur le revenu dû en raison des bénéfices réalisés dans cette entreprise ou exploitation et qui n'ont pas encore été imposés est immédiatement établi.

Les contribuables doivent, dans un délai de soixante jours déterminé comme il est indiqué ci-après, aviser l'administration de la cession ou de la cessation et lui faire connaître la date à laquelle elle a été ou sera effective, ainsi que, s'il y a lieu, les nom, prénoms, et adresse du cessionnaire.

Le délai de soixante jours commence à courir :

- lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'un fonds de commerce, du jour où la vente ou la cession a été publiée dans un journal d'annonces légales, conformément aux prescriptions de l'article L. 141-12 du Code de commerce ;

- lorsqu'il s'agit de la vente ou de la cession d'autres entreprises, du jour où l'acquéreur ou le cessionnaire a pris effectivement la direction des exploitations ;
- lorsqu'il s'agit de la cessation d'entreprises, du jour de la fermeture définitive des établissements.

2. (abrogé).

3. Les contribuables assujettis à un régime réel d'imposition sont tenus de faire parvenir à l'administration, dans le délai de soixante jours déterminé comme indiqué au 1, la déclaration de leur bénéfice réel accompagnée d'un résumé de leur compte de résultat.

Pour la détermination du bénéfice réel, il est fait application des dispositions des articles 39 duodecies, des 1 et 2 de l'article 39 terdecies, et 39 quaterdecies à quindecies A.

Si les contribuables imposés d'après leur bénéfice réel ne produisent pas les déclarations ou renseignements visés au 1 et au premier alinéa du présent paragraphe, ou, si invités à fournir à l'appui de la déclaration de leur bénéfice réel les justifications nécessaires, ils s'abstiennent de les donner dans les trente jours qui suivent la réception de l'avis qui leur est adressé à cet effet, les bases d'imposition sont arrêtées d'office.

3 bis. Les contribuables soumis au régime défini à l'article 50-0 qui cessent leur activité en cours d'année sont tenus de faire parvenir à l'administration, dans le délai de soixante jours déterminé comme indiqué au 1, la déclaration prévue au 3 de l'article 50-0.

4. Les dispositions du présent article sont applicables dans le cas de décès de l'exploitant. Dans ce cas, les ayants droit du défunt doivent produire les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt dans les six mois de la date du décès.

NOTA : Ces dispositions entrent en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 31 décembre 2006.

Article 202

(Loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 art. 99 finances pour 1984 Journal Officiel du 30 décembre 1983)

*(Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 art. 87 finances pour 1988
Journal Officiel du 31 décembre 1987 modification directe incorporée dans l'édition du 15 juillet 1988)*

(Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 art. 87 finances pour 1988 Journal Officiel du 31 décembre 1987)

*(Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 art. 23 finances rectificative pour 1994
Journal Officiel du 30 décembre 1994)*

(Décret n° 95-1281 du 11 décembre 1995 art. 1 Journal Officiel du 13 décembre 1995)

*(Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 7 II 19 finances pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*

1. Dans le cas de cessation de l'exercice d'une profession non commerciale, l'impôt sur le revenu dû en raison des bénéfices provenant de l'exercice de cette profession y compris ceux qui proviennent de créances acquises et non encore recouvrées et qui n'ont pas encore été imposés est immédiatement établi.

Les contribuables doivent, dans un délai de soixante jours déterminé comme il est indiqué ci-après, aviser l'administration de la cessation et lui faire connaître la date à laquelle elle a été ou sera effective, ainsi que, s'il y a lieu, les nom, prénoms et adresse du successeur.

Ce délai de soixante jours commence à courir :

a) lorsqu'il s'agit de la cessation de l'exercice d'une profession autre que l'exploitation d'une charge ou d'un office, du jour où la cessation a été effective ;

b) lorsqu'il s'agit de la cessation de l'exploitation d'une charge ou d'un office, du jour où a été publiée au Journal officiel la nomination du nouveau titulaire de la charge ou de l'office ou du jour de la cessation effective si elle est postérieure à cette publication.

2. Les contribuables sont tenus de faire parvenir à l'administration dans le délai prévu au 1 la déclaration visée à l'article 97 ou au 2 de l'article 102 ter¹.

Si les contribuables ne produisent pas la déclaration visée au premier alinéa, les bases d'imposition sont arrêtées d'office.

3. Les dispositions du 1 et du 2 sont applicables dans le cas de décès du contribuable. Dans ce cas, les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt sont produits par les ayants droit du défunt dans les six mois de la date du décès.

4. Transféré sous l'article 1663 bis.

2. RESPONSABILITÉ MOTIVÉE PAR LES LIENS FAMILIAUX OU UN PACS

Article 1682

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Le rôle, régulièrement mis en recouvrement, est exécutoire non seulement contre le contribuable qui y est inscrit, mais contre ses représentants ou ayants cause.

Article 1685

(Décret n° 83-897 du 6 octobre 1983 Journal Officiel du 9 octobre 1983)

1. Chacun des époux, lorsqu'ils vivent sous le même toit, est solidairement responsable des impositions assises au nom de son conjoint, au titre de la taxe d'habitation.

2. Chacun des époux est tenu solidairement au paiement de l'impôt sur le revenu. Il en est de même en ce qui concerne le versement des acomptes prévus par l'article 1664, calculés sur les cotisations correspondantes mises à la charge des époux dans les rôles concernant la dernière année au titre de laquelle ils ont été soumis à une imposition commune.

Chacun des époux peut demander à être déchargé de cette obligation.

3. (Abrogé).

Article 1685 bis

(inséré par loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 art. 4 III Journal Officiel du 16 novembre 1999)

Les dispositions de l'article 1685 sont applicables aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité qui font l'objet d'une imposition commune à l'impôt sur le revenu.

¹ Ces dispositions sont applicables pour la détermination des résultats des années 1999 et suivantes.

3. RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR L'IDÉE DE LOCATION D'IMMEUBLES OU DE LOCAUX D'HABITATION OU PROFESSIONNELS

Article 1686

*(Loi n° 89-936 du 29 décembre 1989 art. 29 I finances rectificative pour 1989
Journal Officiel du 30 décembre 1989)*

Les propriétaires et, à leur place, les principaux locataires, doivent, un mois avant l'époque du déménagement de leurs locataires, se faire représenter par ces derniers les quittances de leur taxe d'habitation. Lorsque les locataires ne représentent pas ces quittances, les propriétaires ou principaux locataires sont tenus, sous leur responsabilité personnelle, de donner, dans le délai d'un mois, avis du déménagement au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs.

Dans le cas de déménagement furtif, les propriétaires et, à leur place, les principaux locataires sont responsables des sommes dues au titre de la taxe d'habitation de leurs locataires s'ils n'ont pas, dans les trois mois, fait donner avis du déménagement au comptable du Trésor.

Dans tous les cas, et notwithstanding toute déclaration de leur part, les propriétaires ou principaux locataires sont responsables de la taxe d'habitation des personnes logées par eux en garni.

Article 1687

*(Loi n° 89-936 du 29 décembre 1989 art. 29 II finances rectificative pour 1989
Journal Officiel du 30 décembre 1989)*

(Décret n° 2002-923 du 6 juin 2002 art. 4 Journal Officiel du 8 juin 2002)

Les propriétaires et, à leur place, les principaux locataires qui n'ont pas, un mois avant le terme fixé par le bail ou par les conventions verbales, donné avis au comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs du déménagement de leurs locataires, sont responsables des sommes dues par ceux-ci pour la taxe professionnelle.

Dans le cas où ce terme est devancé, comme dans le cas de déménagement furtif, les propriétaires et, à leur place, les principaux locataires deviennent responsables de la taxe de leurs locataires, s'ils n'ont pas, dans les trois mois, donné avis du déménagement au comptable du Trésor.

La part de la taxe laissée à la charge des propriétaires ou principaux locataires par les premier et deuxième alinéas comprend seulement la fraction afférente à l'exercice de la profession au cours du mois précédent et du mois courant.

Article 1688

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

(Décret n° 2002-923 du 6 juin 2002 art. 4 Journal Officiel du 8 juin 2002)

En garantie du paiement des impôts dont elle peut être redevable, toute personne locataire d'un bureau meublé est tenue de verser au Trésor, à la fin de chaque mois, sous la responsabilité du loueur du bureau et par son entremise, une somme égale à 25 % du prix de location.

Le loueur du bureau meublé peut être mis en cause, dans les conditions prévues par le premier alinéa, pour le recouvrement des versements prévus par l'article 1664.

4. RESPONSABILITÉ FONDÉE SUR LA NOTION DE TRAVAIL DISSIMULÉ

Article 1724 quater

*(Loi n° 81-941 du 17 octobre 1981 art. 5 : Code du travail art. L. 324
Journal Officiel du 20 octobre 1981)*

(Loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 art. 7 Journal Officiel du 1^{er} janvier 1992)

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 6
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

(Décret n° 2005-330 du 6 avril 2005 art. 1 Journal Officiel du 8 avril 2005)

Cet article reproduit les dispositions de l'article L. 324-13-1 du Code du travail :

« Toute personne condamnée pour avoir recouru directement ou par personne interposée aux services de celui qui exerce un travail dissimulé est tenue solidairement avec ce dernier :

1° Au paiement des impôts, taxes et cotisations obligatoires ainsi que des pénalités et majorations dus par celui-ci au Trésor et aux organismes de protection sociale ;

2° Le cas échéant, au remboursement des sommes correspondant au montant des aides publiques dont il a bénéficié ;

3° Au paiement des rémunérations, indemnités et charges dues par celui-ci à raison de l'emploi de salariés n'ayant pas fait l'objet de l'une des formalités prévues aux articles L. 143-3 et L. 320.

Les sommes dont le paiement est exigible en application des alinéas précédents sont déterminées au prorata de la valeur des travaux réalisés, des services fournis, du bien vendu et de la rémunération en vigueur dans la profession. »

Article 1724 quater A

Cet article reproduit les dispositions de l'article L. 324-14 du Code du travail :

« Toute personne qui ne s'est pas assurée, lors de la conclusion d'un contrat et tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, dont l'objet porte sur une obligation d'un montant au moins égal à 3 000 euros en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, que son cocontractant s'acquitte de ses obligations au regard de l'article L. 324-10, ou de l'une d'entre elles seulement, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint ou de ses ascendants ou descendants, sera tenue solidairement avec celui qui a fait l'objet d'un procès-verbal pour délit de travail dissimulé :

1° Au paiement des impôts, taxes et cotisations obligatoires ainsi que des pénalités et majorations dus par celui-ci au Trésor ou aux organismes de protection sociale ;

2° Le cas échéant, au remboursement des sommes correspondant au montant des aides publiques dont il a bénéficié ;

3° Au paiement des rémunérations, indemnités et charges dues par lui à raison de l'emploi de salariés n'ayant pas fait l'objet de l'une des formalités prévues aux articles L. 143-3 et L. 320.

Les sommes dont le paiement est exigible en application des alinéas précédents sont déterminées au prorata de la valeur des travaux réalisés, des services fournis, du bien vendu et de la rémunération en vigueur dans la profession.

Les modalités selon lesquelles sont effectuées les vérifications imposées dans le présent article sont précisées par décret. »

Article 1724 quater B

Cet article reproduit les dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article L. 324-14-1 du Code du travail :

« Le maître de l'ouvrage ou le donneur d'ouvrage, informé par écrit par un agent mentionné à l'article L. 324-12 ou par un syndicat ou une association professionnels ou une institution représentative du personnel visés au Livre IV, de l'intervention d'un sous-traitant ou d'un subdéléataire en situation irrégulière au regard des obligations fixées par l'article L. 324-10, enjoint aussitôt par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la personne avec laquelle il a contracté de faire cesser sans délai la situation. À défaut, il est tenu solidairement avec son cocontractant au paiement des impôts, taxes, cotisations, rémunérations et charges mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 324-14, dans les conditions fixées au cinquième alinéa de cet article. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au particulier qui contracte pour son usage personnel, celui de son conjoint, de ses ascendants ou descendants. »

Article 1724 quater C

Cet article reproduit les dispositions de l'article L. 324-14-2 du Code du travail : « Lorsque le cocontractant intervenant sur le territoire national est établi ou domicilié à l'étranger, les obligations dont le respect doit être vérifié sont celles qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France. »

Article 1736

*(Loi n° 76-1232 du 29 décembre 1976 art. 70 finances pour 1977.
Journal Officiel du 30 décembre 1976)*

*(Décret n° 87-940 du 23 novembre 1987
Journal Officiel du 26 novembre 1987 en vigueur le 10 août 1987 : conséquence de la suppression
de l'article 1759 bis)*

(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 2 VI Journal Officiel du 9 juillet 1987)

*(Loi n° 91-716 du 26 juillet 1991 art. 15
Journal Officiel du 27 juillet 1991 M (Loi 91-1323 1991-12-30 art. 33 finances rectificative pour 1991
JORF 31 décembre 1991)*

*(Loi n° 91-1323 du 30 décembre 1991 art. 33 finances rectificative pour 1991
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 109 Journal Officiel du 19 juillet 1992)

*(Loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 art. 27 finances rectificative pour 1992
Journal Officiel du 5 janvier 1993)*

*(Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 art. 30 II finances rectificative pour 1994
Journal Officiel du 30 décembre 1994)*

(Loi n° 96-314 du 12 avril 1996 art. 39 III, V Journal Officiel du 13 avril 1996)

*(Loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 art. 17 finances pour 1996
Journal Officiel du 31 décembre 1995)*

*(Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 art. 106 III finances pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 1999)*

*(Loi n° 2000-1353 du 30 décembre 2000 art. 32 IV, 2 finances rectificative pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 2000)*

(Ordonnance n° 2004-281 du 25 mars 2004 art. 9 Journal Officiel du 27 mars 2004)

*(Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 art. 42 I, III finances pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2004 en vigueur le 1^{er} mars 2005)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

*(Loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 art. 28 XLVII
finances rectificative pour 2005 Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

*(Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 art. 76 V finances pour 2006
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

I. - 1. Entraîne l'application d'une amende égale à 50 % des sommes non déclarées le fait de ne pas se conformer aux obligations prévues à l'article 240 et au 1 de l'article 242 ter et à l'article 242 ter B. L'amende n'est pas applicable, en cas de première infraction commise au cours de l'année civile en cours et des trois années précédentes, lorsque les intéressés ont réparé leur omission, soit spontanément, soit à la première demande de l'administration, avant la fin de l'année au cours de laquelle la déclaration devait être souscrite.

2. L'amende fiscale prévue au 1 est plafonnée à 750 euros par déclaration lorsque des revenus distribués sont déclarés à tort comme non éligibles à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158. Les personnes soumises aux obligations prévues à l'article 242 ter et à l'article 242 ter B, autres que les sociétés distributrices, sont déchargées de toute responsabilité pour l'individualisation des revenus distribués payés au regard de leur éligibilité à la réfaction de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158, lorsque cette individualisation correspond à celle qui a été déclarée ou communiquée par les sociétés distributrices en application de l'article 243 bis.

Les personnes soumises aux obligations de l'article 242 ter et de l'article 242 ter B sont déchargées de toute responsabilité pour l'individualisation des revenus distribués ou répartis par des organismes ou sociétés mentionnés au 4° du 3 de l'article 158, au regard de leur éligibilité à la réfaction de 50 % prévue au 2° du 3 de l'article 158, lorsque cette individualisation correspond à la ventilation effectuée par ces organismes ou sociétés en application du sixième alinéa dudit 4°. Cette disposition ne concerne pas les dépositaires des actifs des organismes ou sociétés correspondants.

3. L'organisme ou l'entité ou, à défaut de personnalité morale, son gérant ou représentant au regard des tiers, qui mentionne sur les documents prévus au huitième alinéa du 1 de l'article 242 ter et à l'article 242 ter B des informations qui conduisent à tort à ne pas considérer les revenus réalisés lors des cessions, remboursements ou rachats de leurs parts ou actions comme des intérêts au sens du septième alinéa du 1 de ce même article est passible d'une amende fiscale annuelle de 25 000 euros.

4. Par dérogation au 1, l'absence d'individualisation des sommes prévues au sixième alinéa du 1 de l'article 242 ter et à l'article 242 ter B ainsi que l'insuffisance de déclaration des sommes en cause sont sanctionnées par une amende fiscale de 150 euros par information omise ou erronée, dans la limite de 500 euros par déclaration. Cette amende n'est pas applicable pour les infractions commises sur la base des informations fournies à l'établissement payeur dans les conditions prévues au huitième alinéa du 1 de l'article 242 ter et à l'article 242 ter B.

II. - Entraîne l'application d'une amende égale à 10 % des sommes non déclarées le non-respect des obligations prévues par l'article L. 102 AA du Livre des procédures fiscales.

III. - Entraîne l'application d'une amende égale à 5 % des sommes non déclarées le non-respect des obligations prévues par les articles 87, 87 A, 88 et 241.

IV. - Les infractions aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 1649 A et de l'article 1649 A bis sont passibles d'une amende de 750 par compte ou avance non déclaré.

NOTA : Loi 2005-1719 2005-12-30 art. 76 XV finances pour 2006 : ces dispositions s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de 2006.

5. RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS ET GÉRANTS DE SOCIÉTÉS

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 267

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981 Journal Officiel du 18 septembre 1981)

(Loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 art. 15 II Journal Officiel du 27 juillet 2005)

Lorsqu'un dirigeant d'une société, d'une personne morale ou de tout autre groupement, est responsable des manoeuvres frauduleuses ou de l'inobservation grave et répétée des obligations fiscales qui ont rendu impossible le recouvrement des impositions et des pénalités dues par la société, la personne morale ou le groupement, ce dirigeant peut, s'il n'est pas déjà tenu au paiement des dettes sociales en application d'une autre disposition, être déclaré solidairement responsable du paiement de ces impositions et pénalités par le président du tribunal de grande instance. À cette fin, le comptable de la direction générale de la Comptabilité publique ou le comptable de la direction générale des Impôts assigne le dirigeant devant le président du tribunal de grande instance du lieu du siège social. Cette disposition est applicable à toute personne exerçant en droit ou en fait, directement ou indirectement, la direction effective de la société, de la personne morale ou du groupement.

Les voies de recours qui peuvent être exercées contre la décision du président du tribunal de grande instance ne font pas obstacle à ce que le comptable prenne à leur encontre des mesures conservatoires en vue de préserver le recouvrement de la créance du Trésor.

Article R. 267-1

(inséré par loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 art. 15 I Journal Officiel du 26 mars 2006)

En cas d'assignation prévue par le premier alinéa de l'article L. 267, le président du tribunal statue selon la procédure à jour fixe.

Article R. 267-1

(inséré par loi n° 2005-842 du 26 juillet 2005 art. 15 I Journal Officiel du 26 mars 2006)

En cas d'assignation prévue par le premier alinéa de l'article L. 267, le président du tribunal statue selon la procédure à jour fixe.

6. DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ DES TIERS RESPONSABLES

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 247

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 art. 94 Journal Officiel du 31 juillet 1998)

(Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 art. 45 Journal Officiel du 2 août 2003)

(Loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 art. 35 finances pour 2004

Journal Officiel du 31 décembre 2003)

L'administration peut accorder sur la demande du contribuable :

1° Des remises totales ou partielles d'impôts directs régulièrement établis lorsque le contribuable est dans l'impossibilité de payer par suite de gêne ou d'indigence ;

2° Des remises totales ou partielles d'amendes fiscales ou de majorations d'impôts lorsque ces pénalités et, le cas échéant, les impositions auxquelles elles s'ajoutent sont définitives ;

3° Par voie de transaction, une atténuation d'amendes fiscales ou de majorations d'impôts lorsque ces pénalités et, le cas échéant, les impositions auxquelles elles s'ajoutent ne sont pas définitives.

Les dispositions des troisième et quatrième alinéas sont le cas échéant applicables s'agissant des sommes dues au titre de l'intérêt de retard visé à l'article 1727 du Code général des impôts.

L'administration peut également décharger de leur responsabilité les personnes tenues au paiement d'impositions dues par un tiers.

Aucune autorité publique ne peut accorder de remise totale ou partielle de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière, de droits de timbre, de taxes sur le chiffre d'affaires, de contributions indirectes et de taxes assimilées à ces droits, taxes et contributions.

Article L. 247 A

(inséré par loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 art. 45 Journal Officiel du 2 août 2003)

Les contribuables de bonne foi, en situation de gêne ou d'indigence, qui ont déposé auprès de la commission de surendettement des particuliers visée à l'article L. 331-1 du Code de la consommation une demande faisant état de dettes fiscales et qui ne font pas l'objet d'une procédure de rétablissement personnel prévue à l'article L. 332-6 dudit Code bénéficient d'une remise d'impôts directs au moins équivalente à celle recommandée par ladite commission pour les autres créances.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 247-1

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 19 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

Les demandes prévues à l'article L. 247 tendant à obtenir à titre gracieux une remise, une modération ou une transaction, doivent être adressées au service territorial selon le cas, de l'administration des impôts ou de l'administration des douanes et droits indirects dont dépend le lieu de l'imposition. Elles doivent contenir les indications nécessaires pour identifier l'imposition et, le cas échéant, être accompagnées soit de l'avis d'imposition, d'une copie de cet avis ou d'un extrait de rôle, soit de l'avis de mise en recouvrement ou d'une copie de cet avis.

Les dispositions de l'article R. 190-2 relatives à la transmission des réclamations sont applicables aux demandes gracieuses.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 247-10

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 82-685 du 3 août 1982 art. 1 Journal Officiel du 5 août 1982)

(Décret n° 85-1318 du 12 décembre 1985 art. 1 Journal Officiel du 14 décembre 1985)

(Décret n° 92-679 du 17 juillet 1992 art. 2 Journal Officiel du 21 juillet 1992)

(Décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 art. 1 à art. 3 Journal Officiel du 18 janvier 1997)

(Décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 art. 1, art. 2, annexe Journal Officiel du 27 décembre 1997)

(Décret n° 2001-907 du 3 octobre 2001 art. 1 Journal Officiel du 6 octobre 2001)

(Règlement n° CE 1103/97 du 17 juin 1997 art. 5 (Conseil))

(Règlement n° CE 974/98 du 3 mai 1998 art. 14 (Conseil))

(Règlement n° CE 2866/98 du 31 décembre 1998 art. 1 (Conseil))

Pour obtenir la dispense du paiement d'impositions dues par d'autres personnes et mises à leur charge, les personnes ainsi mises en cause doivent, en ce qui concerne les impôts recouvrés par les comptables du Trésor, adresser une demande au trésorier-payeur général dont dépend le lieu d'imposition.

Après examen de la demande, la décision appartient :

- a) au trésorier-payeur général sur avis conforme du directeur des services Fiscaux lorsque les sommes n'excèdent pas 304 898,03 euros par cote. Toutefois, lorsque les sommes n'excèdent pas 38 112,25 euros par cote, le trésorier-payeur général prend la décision si le directeur des services Fiscaux n'a pas formulé son avis dans le délai de deux mois ;
- b) (abrogé à compter du 01/01/1998) ;
- c) au ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, dans les autres cas.

TITRE 5
RECOUVREMENT CONTENTIEUX
PROCÉDURES CIVILES
ET FISCALES D'EXÉCUTION

CHAPITRE 1

DROIT DE COMMUNICATION ET SECRET PROFESSIONNEL

1. DROIT DE COMMUNICATION

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 81

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 82-1126 du 29 décembre 1982 art. 75 finances pour 1983
Journal Officiel du 30 décembre 1982 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1983)*

(Décret n° 84-686 du 17 juillet 1984 art. 6 Journal Officiel du 24 juillet 1984)

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

(Décision n° du Conseil Constitutionnel 92-172 L du 29 décembre 1992)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

*(Décret n° 93-309 du 9 mars 1993 art. 19 et 22
Journal Officiel du 11 mars 1993 en vigueur le 1^{er} janvier 1993)*

(Décret n° 2002-922 du 6 juin 2002 art. 3 Journal Officiel du 8 juin 2002)

*(Loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 art. 17 finances rectificative pour 2002
Journal Officiel du 31 décembre 2002 en vigueur le 1^{er} juillet 2003)*

Le droit de communication permet aux agents de l'administration, pour l'établissement de l'assiette et le contrôle des impôts, d'avoir connaissance des documents et des renseignements mentionnés aux articles du présent chapitre dans les conditions qui y sont précisées.

Le droit prévu au premier alinéa s'exerce quel que soit le support utilisé pour la conservation des documents.

Le droit de communication est étendu, en ce qui concerne les documents mentionnés aux articles L. 83 à L. 95, au profit des agents des administrations chargés du recouvrement des impôts, droits et taxes prévus par le Code général des impôts.

Ces dispositions entrent en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2003.

*Administrations et entreprises publiques, établissements ou organismes contrôlés
par l'autorité administrative*

Article L. 83

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981

Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

(Loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 art. 62 II finances rectificative pour 2001

Journal Officiel du 29 décembre 2001)

(Loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 art. 1, art. 10 I Journal Officiel du 10 juillet 2004)

(Loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 art. 98 IV finances rectificative pour 2005

Journal Officiel du 31 décembre 2005)

Les administrations de l'État, des départements et des communes, les entreprises concédées ou contrôlées par l'État, les départements et les communes, ainsi que les établissements ou organismes de toute nature soumis au contrôle de l'autorité administrative, doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, les documents de service qu'ils détiennent sans pouvoir opposer le secret professionnel, y compris les données conservées et traitées par les opérateurs de communications électroniques dans le cadre de l'article L. 34-1 du Code des postes et des communications électroniques et les prestataires mentionnés aux articles aux 1 et 2 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

Article L. 84

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981 Journal Officiel du 18 septembre 1981

date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

*(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990 :
modification de la table des matières à la date du 15 juin 1990)*

(Loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 art. 84 I finances rectificative pour 1992

Journal Officiel du 5 janvier 1993)

Les renseignements individuels portant sur l'identité ou l'adresse des personnes ou d'ordre économique ou financier, recueillis au cours des enquêtes statistiques visées à l'article 2 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ne peuvent en aucun cas être utilisés à des fins de contrôle fiscal. Les administrations dépositaires de renseignements de cette nature ne sont pas tenues par l'obligation découlant de l'article L. 83.

Personnes ayant la qualité de commerçant

Article L. 85

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)*

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

(Ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 art. 4, I, 1 Journal Officiel du 21 septembre 2000)

Les contribuables doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, les livres dont la tenue est rendue obligatoire par les articles L. 123-12 à L. 123-28 du Code de commerce ainsi que tous les livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

À l'égard des sociétés, le droit de communication porte également sur les registres de transfert d'actions et d'obligations et sur les feuilles de présence aux assemblées générales.

Agriculture

Article L. 85 A

(Loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983 art. 88 finances pour 1984 Journal Officiel du 30 décembre 1983)

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

Les exploitants agricoles, quelles que soient la forme et les modalités de l'exploitation, et les organismes, de quelque nature juridique que ce soit, auxquels il vendent ou ils achètent leurs produits, doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, leurs documents comptables, pièces justificatives de recettes et de dépenses et tous documents relatifs à leur activité.

Membres de certaines professions non commerciales

Article L. 86

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)*

(Décret n° 84-686 du 17 juillet 1984 art. 6 Journal Officiel du 24 juillet 1984)

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

Les agents de l'administration ont un droit de communication à l'égard des membres des professions non commerciales définies ci-après :

- a) Les professions dont l'exercice autorise l'intervention dans des transactions, la prestation de services à caractère juridique, financier ou comptable ou la détention de biens ou de fonds pour le compte de tiers ;
- b) Les professions consistant à titre principal en la prestation de services à caractère décoratif ou architectural ou en la création et la vente de biens ayant le même caractère.

Le droit prévu au premier alinéa ne porte que sur l'identité du client, le montant, la date et la forme du versement ainsi que les pièces annexes de ce versement. Il ne peut entraîner pour les personnes auprès desquelles il est exercé l'établissement d'impositions supplémentaires si ce n'est après la mise en oeuvre d'une procédure de vérification prévue aux articles L. 47 et suivants.

Article L. 86 A

*(Loi n° 82-1126 du 29 décembre 1982 art. 73
Journal Officiel du 30 décembre 1982 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1983)*

*(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1
Journal Officiel du 11 septembre 1990 :
modification de la table des matières à la date du 15 juin 1990)*

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 333, 372, 373 Journal Officiel du 23 décembre 1992)

(Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 art. 1 Journal Officiel du 20 juillet 1993)

(Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 art. 91 finances pour 2000 Journal Officiel du 31 décembre 1999)

(Décret n° 2000-478 du 2 juin 2000 art. 1 Journal Officiel du 3 juin 2000)

La nature des prestations fournies ne peut faire l'objet de demandes de renseignements de la part de l'administration des impôts lorsque le contribuable est membre d'une profession non commerciale soumis au secret professionnel en application des articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

Institutions et organismes versant des rémunérations ou répartissant des fonds

Article L. 87

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)*

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

Les institutions et organismes désignés à l'article L. 14 qui payent des salaires, des honoraires ou des rémunérations de toute nature, qui encaissent, gèrent ou distribuent des fonds pour le compte de leurs adhérents, doivent présenter à l'administration, sur sa demande, leurs livres de comptabilité et pièces annexes ainsi que les documents relatifs à leur activité.

Personnes effectuant des opérations immobilières

Article L. 88

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981**Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)*

Les personnes qui réalisent des opérations mentionnées au 6° de l'article 257 du Code général des impôts, portant sur des immeubles, des fonds de commerce ou des actions ou parts de sociétés immobilières dont les résultats doivent être compris dans les bases de l'impôt sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux, doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, leurs livres, registres, titres, pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité.

Personnes effectuant des opérations d'assurance

Article L. 89

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981**Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 84-684 du 17 juillet 1984 art. 6 Journal Officiel du 24 juillet 1984)**(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)*

Les entreprises et autres organismes d'assurance ainsi que les courtiers, les agents généraux et autres intermédiaires d'assurances habilités doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, les livres tenus en vertu de la législation relative au contrôle et à la surveillance des assurances, les polices ou copies de polices ainsi que le répertoire des opérations prévu à l'article 1002 du Code général des impôts.

Cette communication doit être faite tant au siège social que dans les succursales et agences.

En outre, les assurés auprès d'assureurs étrangers n'ayant en France ni établissement, ni agence, ni succursale, ni représentant responsable, doivent communiquer à l'administration des impôts, sur sa demande, leurs polices concernant des conventions en cours, y compris celles qui ont été renouvelées par tacite reconduction ou sont venues à expiration depuis moins de six ans.

Entrepreneurs de transport

Article L. 90

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981**Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)*

Les entreprises ou compagnies de transport sont tenues de présenter à l'administration, sur sa demande, au siège de leur exploitation et dans les gares, stations, dépôts et succursales, les registres et documents de toute nature concernant le transport d'objets soumis à l'impôt.

Le refus de communication est constaté par procès-verbal.

Redevables du droit d'accroissement

Article L. 91

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981**Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)*

Les congrégations, communautés et associations religieuses, et les sociétés ou associations civiles soumises au droit d'accroissement prévu à l'article 1005 du Code général des impôts, sont tenues de présenter à l'administration, sur sa demande, les polices d'assurances, les livres, registres, titres, pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité.

Dépositaires de documents publics

Article L. 92

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981**Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)*

Doivent communiquer sur place à l'administration, sur sa demande, leurs registres et actes :

1° Les dépositaires des registres de l'état civil et toutes les autres personnes chargées des archives et dépôts de titres publics ;

2° Les notaires, huissiers de justice, secrétaires greffiers et autorités administratives pour les actes qu'ils rédigent ou reçoivent en dépôt, à l'exception des testaments et des autres actes de libéralités à cause de mort tant que leurs auteurs sont encore en vie.

Cette communication peut s'accompagner de la prise d'extraits et de copies. Elle est gratuite.

Les communications prévues au présent article ne peuvent être exigées les jours de fermeture des bureaux.

Intermédiaires professionnels des bourses de valeur

Article L. 94

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981**Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)**(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)*

Les personnes dont le commerce habituel consiste à recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, les registres constituant le répertoire de leurs opérations.

En outre, lorsqu'un procès-verbal d'infraction a été dressé, ou lorsque le répertoire de l'un des assujettis au droit de timbre sur les opérations de bourse ne mentionne pas la contrepartie d'une opération constatée sur le répertoire de l'autre, l'administration peut demander la communication des livres et documents comptables des deux assujettis, à la condition d'en limiter l'examen à une période de deux jours au plus.

Caisses de mutualité sociale agricole

Article L. 95

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981

Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 90-799 du 10 septembre 1990 art. 1 Journal Officiel du 11 septembre 1990)

Les caisses de mutualité sociale agricole doivent communiquer à l'administration, sur sa demande, les documents d'assiette des cotisations des prestations sociales agricoles.

Article 1740

(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 5 IV Journal Officiel du 9 juillet 1987)

(Loi n° 92-1476 du 31 décembre 1992 art. 84 II finances rectificative pour 1992

Journal Officiel du 5 janvier 1993)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3

Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 13

Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)

Lorsqu'il est établi qu'une personne a fourni volontairement de fausses informations ou n'a pas respecté les engagements qu'elle avait pris envers l'administration permettant d'obtenir pour autrui les avantages fiscaux prévus par les articles 199 undecies A, 199 undecies B, 217 undecies et 217 duodecies, elle est redevable d'une amende égale au montant de l'avantage fiscal indûment obtenu, sans préjudice des sanctions de droit commun. Il en est de même, dans le cas où un agrément n'est pas exigé, pour la personne qui s'est livrée à des agissements, manoeuvres ou dissimulations ayant conduit à la remise en cause de ces aides pour autrui.

Article R. 81-1

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 84-686 du 17 juillet 1984 art. 7 Journal Officiel du 24 juillet 1984)

(Décret n° 87-24 du 15 janvier 1987 art. 1 Journal Officiel du 17 janvier 1987)

(Décret n° 2004-501 du 2 juin 2004 art. 1 Journal Officiel du 9 juin 2004)

Le droit de communication défini à l'article L. 81 est exercé par les fonctionnaires titulaires ou stagiaires appartenant à des corps de catégorie A ou B ou par des fonctionnaires titulaires appartenant à des corps de catégorie C agissant soit dans l'ensemble de la région où est situé le service auquel ils sont affectés, soit, lorsqu'il est plus étendu, dans le ressort territorial de ce service.

Article R. 81-4

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 7 finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)*

Les agents de l'administration peuvent prendre copie des documents dont ils ont connaissance en application de l'article L. 81.

Personnes ayant la qualité de commerçant

Article R. 81-5

*(Décret n° 93-309 du 9 mars 1993 art. 19 2° et 22 Journal Officiel du 11 mars 1993)
(Loi n° 94-6 du 6 janvier 1994 art. 7, art. 31
Journal Officiel du 5 janvier 1994 en vigueur le 13 décembre 1993)
(Décret n° 2004-588 du 21 juin 2004 art. 2 I
Journal Officiel du 24 juin 2004 en vigueur le 1^{er} juillet 2004)
(Décret n° 2004-501 du 2 juin 2004 art. 2 Journal Officiel du 9 juin 2004)*

Le droit de communication mentionné à l'article L. 81 est exercé par les agents de la direction générale des Impôts. Le droit de communication visé au premier alinéa de l'article précité peut être exercé par les agents de la direction générale des Douanes et Droits indirects dans les conditions définies aux articles L. 82 C, L. 83, L. 84, au premier alinéa de l'article L. 85, aux articles L. 85-A, L. 90, L. 92, L. 95, L. 101, R. 81-1, R. 81-4, R. 101-1 et A. 85-1 en ce qui concerne les contributions indirectes, droits, taxes, redevances et impositions obéissant aux mêmes règles et la contribution prévue par l'article 527 du Code général des impôts.

2. SECRET PROFESSIONNEL

Article L. 103

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 87-502 du 9 juillet 1987 art. 9 VI Journal Officiel du 9 juillet 1987)

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 333, art. 372, art. 373 Journal Officiel du 23 décembre 1992)

(Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 art. 1 Journal Officiel du 20 juillet 1993)

(Loi n° 96-1182 du 30 décembre 1996 art. 31 II, III finances rectificative pour 1996

Journal Officiel du 31 décembre 1996)

L'obligation du secret professionnel, telle qu'elle est définie aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal¹, s'applique à toutes les personnes appelées à l'occasion de leurs fonctions ou attributions à intervenir dans l'assiette, le contrôle, le recouvrement ou le contentieux des impôts, droits, taxes et redevances prévus au Code général des impôts.

Le secret s'étend à toutes les informations recueillies à l'occasion de ces opérations. Pour les informations recueillies à l'occasion d'un examen contradictoire de la situation fiscale personnelle, l'obligation du secret professionnel nécessaire au respect de la vie privée s'impose au vérificateur à l'égard de toutes personnes autres que celles ayant, par leurs fonctions, à connaître du dossier.

Article R. 103-1

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 8 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

Les correspondances de toute nature échangées entre les agents de l'administration des impôts ou entre les agents de l'administration des douanes et droits indirects, selon le cas ou adressées par eux aux contribuables doivent être transmises sous enveloppe fermée, en application de l'article L. 103.

¹ CODE PENAL (Partie Législative)

Article 226-13 La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

Article 226-14 L'article 226-13 n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret. En outre, il n'est pas applicable :

1° À celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;

2° Au médecin qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur de la République les sévices ou privations qu'il a constatés, sur le plan physique ou psychique, dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises. Lorsque la victime est mineure, son accord n'est pas nécessaire ;

3° Aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une.

Le signalement aux autorités compétentes effectué dans les conditions prévues au présent article ne peut faire l'objet d'aucune sanction disciplinaire.

CHAPITRE 2

OBLIGATIONS DES DÉPOSITAIRES PUBLICS DE FONDS

Article L. 265

*(inséré par décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

Les huissiers de justice, commissaires-priseurs, notaires, séquestres et tous autres dépositaires publics de fonds ne peuvent les remettre aux héritiers, créanciers et autres personnes ayant droit de toucher les sommes séquestrées et déposées, qu'après avoir vérifié et justifié que les impôts directs dus par les personnes dont ils détiennent les fonds ont été payés.

Ces séquestres et dépositaires sont autorisés à payer directement les impositions qui se trouveraient dues avant de procéder à la délivrance des fonds qu'ils détiennent.

Ces dispositions s'appliquent également aux liquidateurs de sociétés dissoutes, en ce qui concerne les impôts directs dus par ces sociétés.

Les obligations imposées aux personnes désignées au présent article s'étendent au règlement des acomptes provisionnels d'impôt sur le revenu, des acomptes d'impôt sur les sociétés, des acomptes de taxe professionnelle.

CHAPITRE 3

POURSUITES

1. LETTRE DE RAPPEL

Article L. 255

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 87-1060 du 30 décembre 1987 art. 98 II finances pour 1988
Journal Officiel du 31 décembre 1987)*

Lorsque l'impôt n'a pas été payé à la date limite de paiement et à défaut d'une réclamation assortie d'une demande de sursis de paiement avec constitution de garanties dans les conditions prévues par l'article L. 277, le comptable du Trésor chargé du recouvrement doit envoyer au contribuable une lettre de rappel avant la notification du premier acte de poursuites devant donner lieu à des frais.

Article L. 258

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 108 et 121 Journal Officiel du 19 juillet 1992)
(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)
(Décret n° 93-265 du 26 février 1993 art. 10 1 et 15
Journal Officiel du 28 février 1993 en vigueur le 31 décembre 1992)*

Si la lettre de rappel ou la mise en demeure n'a pas été suivie de paiement ou de la mise en jeu des dispositions de l'article L. 277, le comptable public compétent peut, à l'expiration d'un délai de vingt jours suivant l'une ou l'autre de ces formalités, engager des poursuites.

Sous réserve des dispositions des articles L. 259 à L. 261, ces poursuites sont effectuées dans les formes prévues par le nouveau Code de procédure civile pour le recouvrement des créances.

Elles sont opérées par huissier de justice ou par tout agent de l'administration habilité à exercer des poursuites au nom du comptable.

2. COMMANDEMENT

Article L. 259

Par dérogation au deuxième alinéa de l'article L. 258, lorsqu'un commandement est signifié par le comptable du Trésor, l'envoi de la lettre simple prévu par l'article 658 du nouveau Code de procédure civile n'est obligatoire que lorsqu'il y a dépôt de l'acte en mairie ; lorsque la copie de l'acte est remise à un voisin, il est laissé au domicile un avis de passage mentionnant la nature de l'acte et précisant le voisin à qui la copie a été remise.

Toutefois, les commandements peuvent être notifiés par la poste ; ces actes de poursuites échappent alors aux conditions générales de validité des actes des huissiers de justice, telles qu'elles sont tracées par le nouveau Code de procédure civile.

Article L. 260

Dans le cas où une majoration de droit ou des intérêts de retard ont été appliqués au contribuable pour non-déclaration ou déclaration tardive ou insuffisante des revenus et bénéfices imposables, le comptable du Trésor peut faire signifier un commandement au contribuable dès l'exigibilité de l'impôt sans que la lettre de rappel prévue à l'article L. 255 soit préalablement notifiée. La saisie peut alors être pratiquée un jour après la signification du commandement.

Article L. 270

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 art. 82 II finances pour 1987

Journal Officiel du 31 décembre 1986)

(Décret n° 97-656 du 30 mai 1997 art. 1 Journal Officiel du 1^{er} juin 1997)

Pour assurer le recouvrement des impositions établies par voie de taxation d'office dans les conditions prévues aux articles L. 66 à L. 70 au nom de personnes qui changent fréquemment de lieu de séjour ou qui séjournent dans des locaux d'emprunt ou des locaux meublés, les trésoriers-payeurs généraux sont autorisés, dès réception du rôle et avant l'envoi de tout avis d'imposition au contribuable, mais après avis de la commission départementale des chefs des services financiers et des représentants des organismes de recouvrement des cotisations de Sécurité sociale, à faire prendre des sûretés sur tous les biens et avoirs du contribuable et, notamment, à faire procéder au blocage de tous comptes courants de dépôts ou d'avances ouverts à l'intéressé.

Article R. 260 A-1

Les biens saisis ne peuvent être vendus qu'après autorisation du receveur des Finances ou du trésorier-payeur général.

CHAPITRE 4

L'AVIS À TIERS DÉTENTEUR

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 262

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 8 II finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1^{er} janvier 1982)*

Les dépositaires, détenteurs ou débiteurs de sommes appartenant ou devant revenir aux redevables d'impôts, de pénalités et de frais accessoires dont le recouvrement est garanti par le privilège du Trésor sont tenus, sur la demande qui leur en est faite sous forme d'avis à tiers détenteur notifié par le comptable chargé du recouvrement, de verser, aux lieu et place des redevables, les fonds qu'ils détiennent ou qu'ils doivent, à concurrence des impositions dues par ces redevables¹.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux gérants, administrateurs, directeurs ou liquidateurs des sociétés pour les impositions dues par celles-ci.

Article L. 263

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 art. 86, art. 97 Journal Officiel du 14 juillet 1991)
(Loi n° 91-1323 du 30 décembre 1991 art. 35 finances rectificative pour 1991
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

L'avis à tiers détenteur a pour effet d'affecter, dès réception, les sommes dont le versement est ainsi demandé au paiement des impositions privilégiées, quelle que soit la date à laquelle les créances même conditionnelles ou à terme que le redevable possède à l'encontre du tiers détenteur deviennent effectivement exigibles.

Il comporte l'effet d'attribution immédiate prévu à l'article 43 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991.

Lorsqu'une personne est simultanément destinataire de plusieurs avis établis au nom du même débiteur, émanant des comptables chargés du recouvrement respectivement des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires, elle doit, en cas d'insuffisance des fonds, exécuter ces avis en proportion de leurs montants respectifs.

Article L. 264

La cession des rémunérations mentionnées aux articles L. 145-1 et R. 145-1 du Code du travail n'est opposable au comptable chargé du recouvrement d'impositions privilégiées qu'à concurrence de la moitié de la portion saisissable ou cessible.

¹ Cette disposition s'applique aux majorations, pénalités et frais accessoires relatifs aux infractions constatées à partir du 1^{er} janvier 1982. Elle est applicable en ce qui concerne les droits d'enregistrement, la taxe de publicité foncière, les droits de timbre et les contributions indirectes, aux impositions mises en recouvrement à partir du 1^{er} janvier 1982 (loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981, art. 8-III).

CHAPITRE 5

LES FRAIS DE POURSUITES

Article 1912

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 art. 42 II finances pour 1987

Journal Officiel du 31 décembre 1986 en vigueur le 15 janvier 1987)

(Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 Journal Officiel du 14 juillet 1991)

(Décret n° 92-755 du 31 juillet 1992 Journal Officiel du 5 août 1992)

(Loi n° 94-475 du 10 juin 1994 art. 1, art. 94 Journal Officiel du 11 juin 1994)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 7

Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22

Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)

1. Les frais de poursuites à la charge des contribuables sont calculés sur le montant des termes échus, conformément au tarif suivant :

- a) Commandement, 3 % du montant du débit ;
- b) Saisie, quelle que soit la nature de la saisie, 5 % du montant du débit ;
- c) Opposition sur saisie antérieure, 2,5 % du montant du débit ;
- d) Signification de vente, 1,5 % du montant du débit ;
- e) Affiches, 1,5 % du montant du débit ;
- f) Inventaire des biens saisis, 1 % du montant du débit ;
- g) Procès-verbal de vente, 1 % du montant du débit.

En cas de saisie interrompue par un versement immédiat du contribuable à la caisse du comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs, le tarif des frais de saisie est réduit à 1 %. Il en est de même dans le cas où le contribuable se libère dans le délai d'un jour franc à compter de la saisie.

Les frais à la charge des contribuables comportent un minimum de 7,5 euros pour le commandement et de 15 euros pour les actes de poursuites autres que le commandement.

Les frais accessoires aux poursuites sont déterminés par un décret contresigné par le ministre de l'Économie et des Finances¹.

2. En matière d'impôts directs, la taxe des frais de poursuites à recouvrer sur le débiteur est faite par le receveur des Finances.

Un arrêté ministériel fixe les conditions dans lesquelles cette taxation est opérée en ce qui concerne les impositions, redevances et sommes quelconques dont la perception incombe aux comptables de la direction générale des Impôts.

3. Le ministre de l'Économie et des Finances fixe les conditions dans lesquelles des remises ou modérations de frais de poursuites et de majorations appliquées au titre de l'article 1730 pourront être accordées à titre gracieux.

¹ Voir annexe III les articles 415 et 416.

Article 415 Annexe III

(Décret n° 86-585 du 14 mars 1986 art. 4 Journal Officiel du 19 mars 1986)

(Décret n° 94-526 du 21 juin 1994 art. 1 Journal Officiel du 28 juin 1994)

(Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 art. 94 II Journal Officiel du 4 juillet 1996)

(Décret n° 2001-650 du 19 juillet 2001 art. 76

Journal Officiel du 21 juillet 2001 en vigueur le 1^{er} octobre 2001)

Sont à la charge des redevables poursuivis les frais accessoires ci-après :

- a) Frais d'ouverture des portes ;
- b) Notification au saisi en cas de saisie-vente hors de son domicile et en son absence ;
- c) Notification au maire, au parquet ou par procès-verbal dans les cas prévus par les articles 656, 659, 660, 684 et 691 du nouveau Code de procédure civile ;
- d) Remise des actes sous enveloppe ;
- e) Levée des états d'inscriptions grevant les fonds de commerce ;
- f) Dénonciation de la saisie-vente aux créanciers inscrits sur les fonds de commerce ;
- g) Frais demandés par le greffe du tribunal de commerce suite à l'établissement d'un état des créanciers nantis ;
- h) Dénonciation d'une opposition à un créancier premier saisissant ;
- i) Sommation au créancier premier saisissant de procéder aux formalités de la mise en vente forcée dans un délai de huit jours ;
- j) Frais de garde des meubles ou récoltes saisis ;
- k) Frais de transport ou d'enlèvement des objets saisis ;
- l) Honoraires de l'officier ministériel sur le produit de la vente ;
- m) Allocation due, en dehors du cas de saisie interrompue, lorsque, après déplacement de l'agent de poursuites, l'acte de poursuites n'est pas effectué à raison d'un incident provenant du fait de la partie qui devait être poursuivie ;
- n) Ensemble des frais de saisie dans le cas où la saisie immobilière a été interrompue avant la vente ;
- o) Frais d'immobilisation, d'enlèvement et de garde d'un véhicule terrestre à moteur ;
- p) Commissions du prestataire de services d'investissement en cas de vente de valeurs mobilières admises à la cote officielle ou à celle du second marché ;
- q) Honoraires du notaire chargé de l'adjudication de valeurs mobilières non admises à la cote officielle ou à celle du second marché ;
- r) Frais de publicité provisoire et définitive des sûretés judiciaires.

Ces frais sont comptés aux redevables en conformité du tarif des huissiers de justice, des agents huissiers du Trésor, des commissaires-priseurs judiciaires, des notaires, ou des règles de rémunérations applicables aux avocats.

Article 416 Annexe III

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les autres frais accessoires, tels que frais de transport de l'huissier, salaires des afficheurs, frais d'insertion dans les journaux sont supportés par le Trésor, les communes ou les établissements publics au profit desquels les poursuites sont exercées.

CHAPITRE 6

SANCTIONS PÉNALES

Article 1741

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 82-1126 du 29 décembre 1982 art. 74 I finances pour 1983

Journal Officiel du 30 décembre 1982 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1983)

(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 7 I, II Journal Officiel du 9 juillet 1987)

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 322, 323, 330, 372, 373 Journal Officiel du 23 décembre 1992)

(Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 art. 1 Journal Officiel du 20 juillet 1993)

(Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 art. 33 I finances rectificative pour 1994

Journal Officiel du 30 décembre 1994)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3, art. 7

Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 14

Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)

Sans préjudice des dispositions particulières relatées dans la présente codification, quiconque s'est frauduleusement soustrait ou a tenté de se soustraire frauduleusement à l'établissement ou au paiement total ou partiel des impôts visés dans la présente codification, soit qu'il ait volontairement omis de faire sa déclaration dans les délais prescrits, soit qu'il ait volontairement dissimulé une part des sommes sujettes à l'impôt, soit qu'il ait organisé son insolvabilité ou mis obstacle par d'autres manoeuvres au recouvrement de l'impôt, soit en agissant de toute autre manière frauduleuse, est passible, indépendamment des sanctions fiscales applicables, d'une amende de 37 500 euros et d'un emprisonnement de cinq ans. Lorsque les faits ont été réalisés ou facilités au moyen soit d'achats ou de ventes sans facture, soit de factures ne se rapportant pas à des opérations réelles, ou qu'ils ont eu pour objet d'obtenir de l'État des remboursements injustifiés, leur auteur est passible d'une amende de 75 000 euros et d'un emprisonnement de cinq ans.

Toutefois, cette disposition n'est applicable, en cas de dissimulation, que si celle-ci excède le dixième de la somme imposable ou le chiffre de 153 euros.

Toute personne condamnée en application des dispositions du présent article peut être privée des droits civiques, civils et de famille, suivant les modalités prévues par l'article 131-26 du Code pénal.

Le tribunal ordonnera dans tous les cas la publication intégrale ou par extraits des jugements dans le Journal officiel de la République française ainsi que dans les journaux désignés par lui et leur affichage intégral ou par extraits pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune où les contribuables ont leur domicile ainsi que sur la porte extérieure de l'immeuble du ou des établissements professionnels de ces contribuables. Les frais de la publication et de l'affichage dont il s'agit sont intégralement à la charge du condamné.

En cas de récidive dans le délai de cinq ans, le contribuable est puni d'une amende de 100 000 euros et d'un emprisonnement de dix ans. L'affichage et la publicité du jugement sont ordonnés dans les conditions prévues au quatrième alinéa.

Les poursuites sont engagées dans les conditions prévues aux articles L. 229 et L. 231 du Livre des procédures fiscales.

Article 1742

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 332, 373 Journal Officiel du 23 décembre 1992)

(Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 art. 1 Journal Officiel du 20 juillet 1993)

(Loi n° 94-679 du 8 août 1994 art. 49 II Journal Officiel du 10 août 1994)

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 14
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

Les articles 121-6 et 121-7¹ du Code pénal sont applicables aux complices des délits visés à l'article 1741, sans préjudice des sanctions disciplinaires, s'ils sont officiers publics ou ministériels ou experts-comptables.

Article 1745

(Édition du 1^{er} juillet 1979)

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 14
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

Tous ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive, prononcée en application des articles 1741, 1742 ou 1743 peuvent être solidairement tenus, avec le redevable légal de l'impôt fraudé, au paiement de cet impôt ainsi qu'à celui des pénalités fiscales y afférentes.

Article 1747

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 322, 329, 373 Journal Officiel du 23 décembre 1992)

(Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 art. 1 Journal Officiel du 20 juillet 1993)

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 14
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

Quiconque, par voies de fait, menaces ou manoeuvres concertées, aura organisé ou tenté d'organiser le refus collectif de l'impôt, sera puni des peines prévues à l'article 1^{er} de la loi du 18 août 1936 réprimant les atteintes au crédit de la nation.

Sera puni d'une amende de 3 750 euros et d'un emprisonnement de six mois quiconque aura incité le public à refuser ou à retarder le paiement de l'impôt.

¹ articles relatifs aux complices de crimes et délits.

Article 1771

(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 2 V, VI Journal Officiel du 9 juillet 1987)

(Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 30 I finances pour 1990 Journal Officiel du 30 décembre 1989)

(Loi n° 92-1336 du 16 décembre 1992 art. 322, 373 Journal Officiel du 23 décembre 1992)

(Loi n° 93-913 du 19 juillet 1993 art. 1 Journal Officiel du 20 juillet 1993)

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

*(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 22 I, art. 25
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)*

Toute personne, association ou organisme qui n'a pas effectué dans les délais prescrits le versement des retenues opérées au titre de l'impôt sur le revenu (art. 1671 A et 1671 B) ou n'a effectué que des versements insuffisants est passible, si le retard excède un mois, d'une amende pénale de 9 000 euros et d'un emprisonnement de cinq ans.

Obligations des tiers

Article 1691

(inséré par édition du 1^{er} juillet 1979)

Les individus qui, en application de l'article 1742, ont été condamnés comme complices de contribuables s'étant frauduleusement soustraits ou ayant tenté de se soustraire frauduleusement au paiement de leurs impôts soit en organisant leur insolvabilité, soit en mettant obstacle, par d'autres manoeuvres, au paiement de l'impôt, sont tenus solidairement avec les contribuables au paiement desdits impôts.

Les personnes qui, en exécution des dispositions des articles 1777 et 1778, ont été condamnées comme coauteurs ou complices du délit visé à l'article 1771, sont tenues, solidairement avec la personne ou l'organisme redevable, au paiement des retenues à la source opérées au titre de l'impôt sur le revenu, et des majorations et amendes fiscales correspondantes¹.

¹ les articles 1777, 1778 et 1771 ne concernent pas le recouvrement de l'impôt direct.

CHAPITRE 7

CONTENTIEUX DU RECOUVREMENT

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 281

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 art. 87, art. 97 Journal Officiel du 14 juillet 1991)
(Loi n° 92-644 du 13 juillet 1992 art. 3, en vigueur le 1^{er} janvier 1993)
(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 108 et 121 Journal Officiel du 19 juillet 1992)
(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)
(Décret n° 93-265 du 26 février 1993 art. 14 et 15
Journal Officiel du 28 février 1993 en vigueur le 31 décembre 1992)*

Les contestations relatives au recouvrement des impôts, taxes, redevances et sommes quelconques dont la perception incombe aux comptables publics compétents mentionnés à l'article L. 252 doivent être adressées à l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites.

Les contestations ne peuvent porter que :

1° Soit sur la régularité en la forme de l'acte ;

2° Soit sur l'existence de l'obligation de payer, sur le montant de la dette compte tenu des paiements effectués, sur l'exigibilité de la somme réclamée, ou sur tout autre motif ne remettant pas en cause l'assiette et le calcul de l'impôt.

Les recours contre les décisions prises par l'administration sur ces contestations sont portés, dans le premier cas, devant le juge de l'exécution¹, dans le second cas, devant le juge de l'impôt tel qu'il est prévu à l'article L. 199.

Article L. 282

Lorsqu'une tierce personne, mise en cause en vertu de dispositions autres que celles du Code général des impôts, conteste son obligation d'acquitter la dette, le tribunal administratif, lorsqu'il est compétent, attend pour statuer que la juridiction civile ait tranché la question de l'obligation.

¹ à compter du 1^{er} janvier 1993.

Article L. 283

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 art. 87, art. 97 Journal Officiel du 14 juillet 1991)

(Loi n° 92-644 du 13 juillet 1992 art. 3, en vigueur le 1^{er} janvier 1993)

Lorsqu'il a été procédé, en vue du recouvrement de l'impôt, à une saisie mobilière et que la propriété de tout ou partie des biens saisis est revendiquée par une tierce personne, celle-ci peut s'opposer à la vente de ces biens en demandant leur restitution. À défaut de décision de l'administration sur cette demande ou si la décision rendue ne donne pas satisfaction au demandeur, celui-ci peut assigner devant le juge de l'exécution¹, le comptable qui a fait procéder à la saisie.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 281-1

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 25 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

Les contestations relatives au recouvrement prévues par l'article L. 281 peuvent être formulées par le redevable lui-même ou la personne solidaire. Elles font l'objet d'une demande qui doit être adressée, appuyée de toutes les justifications utiles, en premier lieu, au chef du service du département ou de la région dans lesquels est effectuée la poursuite. Le chef de service compétent est :

- a) Le trésorier-payeur général si le recouvrement incombe à un comptable du Trésor ;
- b) Le directeur des services Fiscaux si le recouvrement incombe à un comptable de la direction générale des Impôts ;
- c) Le directeur régional des Douanes et Droits indirects si le recouvrement incombe à un comptable de la direction générale des Douanes et Droits indirects.

Article R. 281-2

La demande prévue par l'article R. 281-1 doit, sous peine de nullité, être présentée au trésorier-payeur général dans un délai de deux mois à partir de la notification de l'acte si le motif invoqué est un vice de forme ou, s'il s'agit de tout autre motif, dans un délai de deux mois après le premier acte qui permet d'invoquer ce motif.

¹ à compter du 1^{er} janvier 1993.

Article R. 281-3

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 26 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

La demande prévue par l'article R 281-1 doit, sous peine de nullité, être présentée, selon le cas, au directeur des services Fiscaux ou au directeur régional des Douanes et Droits indirects dans un délai de deux mois à partir de la notification de l'acte.

Article R. 281-4

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 91-650 du 7 juillet 1991 art. 87, art. 97

Journal Officiel du 14 juillet 1991 en vigueur le 1^{er} août 1992)

Le chef de service se prononce dans un délai de deux mois à partir du dépôt de la demande, dont il doit accuser réception.

Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le redevable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge compétent tel qu'il est défini à l'article L. 281. Il dispose pour cela de deux mois à partir :

- a) soit de la notification de la décision du chef de service ;
- b) soit de l'expiration du délai de deux mois accordé au chef de service pour prendre sa décision.

La procédure ne peut, à peine d'irrecevabilité, être engagée avant ces dates. Elle doit être dirigée contre le comptable chargé du recouvrement.

Article R. 281-5

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 91-650 du 7 juillet 1991 art. 87, art. 97

Journal Officiel du 14 juillet 1991 en vigueur le 1^{er} août 1992)

Le juge se prononce exclusivement au vu des justifications qui ont été présentées au chef de service. Les redevables qui l'ont saisi ne peuvent ni lui soumettre des pièces justificatives autres que celles qu'ils ont déjà produites à l'appui de leurs mémoires, ni invoquer des faits autres que ceux exposés dans ces mémoires.

Lorsque le juge de l'exécution est compétent, l'affaire est instruite en suivant les règles de la procédure à jour fixe.

Article R. 282-1

Lorsque, dans une contestation relative au recouvrement, une tierce personne, mise en cause dans les conditions prévues à l'article L. 282, conteste son obligation d'acquitter la dette, la juridiction civile appelée à trancher la question de l'obligation doit être saisie de la contestation dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de sursis à statuer du tribunal administratif.

Article R. 283-1

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 27 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

La demande en revendication d'objets saisis prévue par l'article L. 283 est adressée, suivant le cas, au trésorier-payeur général ou au directeur des services Fiscaux du département, ou au directeur régional des Douanes et Droits indirects de la région dans laquelle a été pratiquée la saisie. Elle doit, sous peine de nullité, être présentée dans un délai de deux mois à partir de la date à laquelle la personne qui revendique les objets a eu connaissance de la saisie.

La demande reçoit une suite dans les conditions prévues aux articles R. 281-4 et R. 281-5.

Le dépôt d'une demande en revendication d'objets saisis suspend de plein droit les poursuites sur les biens saisis dont la propriété est discutée.

CHAPITRE 8

SURSIS DE PAIEMENT

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 277

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

*(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 9 I finances rectificative pour 1981
Journal Officiel du 1 janvier 1982)*

*(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 16 IV, art. 17
Journal Officiel du 9 juillet 1987)*

*(Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 art. 81 V finances pour 1987
Journal Officiel du 31 décembre 1986)*

(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 2 III, art. VI Journal Officiel du 9 juillet 1987)

*(Loi n° 2001-1275 du 28 décembre 2001 art. 74 c II finances pour 2002
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*

(Décret n° 2002-922 du 6 juin 2002 art. 3 Journal Officiel du 8 juin 2002)

Le contribuable qui conteste le bien-fondé ou le montant des impositions mises à sa charge peut, s'il en a expressément formulé la demande dans sa réclamation et précisé le montant ou les bases du dégrèvement auquel il estime avoir droit, être autorisé à différer le paiement de la partie contestée de ces impositions et des pénalités y afférentes. Le sursis de paiement ne peut être refusé au contribuable que s'il n'a pas constitué auprès du comptable les garanties propres à assurer le recouvrement de la créance du Trésor.

Lorsque l'administration a fait application des majorations prévues à l'article 1729 du Code général des impôts, les garanties demandées ne peuvent excéder le montant des pénalités de retard qui seraient exigibles si la bonne foi n'avait pas été mise en cause.

En cas de réclamation relative à l'assiette d'impositions et portant sur un montant de droits inférieur à celui fixé par décret, le débiteur est dispensé de constituer des garanties.

À défaut de constitution de garanties ou si les garanties offertes sont estimées insuffisantes, le comptable peut prendre des mesures conservatoires pour les impôts contestés. L'exigibilité de la créance et la prescription de l'action en recouvrement sont suspendues jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise sur la réclamation soit par l'administration, soit par le tribunal compétent.

Lorsque le comptable a fait procéder à une saisie conservatoire en application du quatrième alinéa, le contribuable peut demander au juge du référé prévu, selon le cas, aux articles L. 279 et L. 279 A, de prononcer la limitation ou l'abandon de cette mesure si elle comporte des conséquences difficilement réparables. Les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article L. 279 sont applicables à cette procédure, la juridiction d'appel étant, selon le cas, le tribunal administratif ou le tribunal de grande instance.

Article L. 279

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986 art. 81 V finances pour 1987

Journal Officiel du 31 décembre 1986)

En matière d'impôts directs et de taxes sur le chiffre d'affaires, lorsque les garanties offertes par le contribuable ont été refusées, celui-ci peut, dans les quinze jours de la réception de la lettre recommandée qui lui a été adressée par le comptable, porter la contestation, par simple demande écrite, devant le juge du référé administratif, qui est un membre du tribunal administratif désigné par le président de ce tribunal.

Cette demande n'est recevable que si le redevable a consigné auprès du comptable, à un compte d'attente, une somme égale au dixième des impôts contestés. Une caution bancaire ou la remise de valeurs mobilières cotées en bourse peut tenir lieu de consignation.

Le juge du référé décide dans le délai d'un mois si les garanties offertes répondent aux conditions prévues à l'article L. 277 et si, de ce fait, elles doivent être ou non acceptées par le comptable. Il peut également, dans le même délai, décider de dispenser le redevable de garanties autres que celles déjà constituées.

Dans les huit jours suivant la décision du juge ou l'expiration du délai laissé à ce dernier pour statuer, le redevable et le comptable peuvent, par simple demande écrite, faire appel devant le tribunal administratif. Celui-ci, dans le délai d'un mois, décide si les garanties doivent être acceptées comme répondant aux conditions de l'article L. 277 ; à défaut de décision dans ce délai, la décision intervenue au premier degré est réputée confirmée.

Pendant la durée de la procédure de référé, le comptable ne peut exercer sur les biens du redevable aucune action autre que les mesures conservatoires prévues à l'article L. 277.

Lorsque le juge du référé estime suffisantes les garanties initialement offertes, les sommes consignées sont restituées. Dans le cas contraire, les garanties supplémentaires à présenter sont diminuées à due concurrence.

Article L. 280

(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 art. 34 finances rectificative pour 1994

Journal Officiel du 30 décembre 1994)

En matière d'impôts directs et de taxes sur le chiffre d'affaires, lorsque le tribunal administratif estime qu'une demande ayant comporté un sursis de paiement a entraîné un retard abusif dans le paiement de l'impôt, il peut prononcer une majoration des droits contestés à tort.

Le montant de cette majoration ne peut dépasser 1 p. 100 par mois entier écoulé entre la date de l'enregistrement de la demande au greffe et celle du jugement ou celle du paiement si l'impôt est acquitté avant le jugement.

La majoration est exigible en totalité dès l'émission d'un rôle ou d'un avis de mise en recouvrement.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 277-1

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)
(Décret n° 92-219 du 5 mars 1992 art. 1 Journal Officiel du 11 mars 1992)*

Le comptable compétent invite le contribuable qui a demandé à différer le paiement des impositions à constituer les garanties prévues à l'article L. 277. Le contribuable dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de l'invitation formulée par le comptable pour faire connaître les garanties qu'il s'engage à constituer.

Ces garanties peuvent être constituées par un versement en espèces qui sera effectué à un compte d'attente au Trésor, par des créances sur le Trésor, par la présentation d'une caution, par des valeurs mobilières, des marchandises déposées dans des magasins agréés par l'État et faisant l'objet d'un warrant endossé à l'ordre du Trésor, par des affectations hypothécaires, par des nantissements de fonds de commerce.

Si le comptable estime ne pas pouvoir accepter les garanties offertes par le contribuable parce qu'elles ne répondent pas aux conditions prévues au deuxième alinéa, il lui notifie sa décision par lettre recommandée.

Article R. 277-2

En cas de dépréciation ou d'insuffisance révélée des garanties constituées, l'administration peut à tout moment, dans les mêmes conditions que celles prévues par les articles L. 277 et L. 279, demander au redevable, par lettre recommandée avec avis de réception, un complément de garantie pour assurer le recouvrement de la somme contestée. Les poursuites sont reprises si le redevable ne satisfait pas, dans le délai d'un mois, à cette demande.

Article R. 277-3

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)
(Décret n° 93-10 du 4 janvier 1993 art. 4 Journal Officiel du 5 janvier 1993)*

Lorsque des garanties autres que celles qui sont prévues à l'article R. 277-1 sont offertes, elles ne peuvent être acceptées, sur la proposition du comptable chargé du recouvrement, que par le trésorier-payeur général ou par le receveur général des Finances, trésorier-payeur général de la région parisienne s'il s'agit d'impôts directs perçus par voie de rôle, et par le directeur des services Fiscaux ou le directeur régional des Douanes et Droits indirects, selon le cas, s'il s'agit d'autres impôts, droits ou taxes.

Article R. 277-4

Le contribuable peut être admis par le comptable chargé du recouvrement, à toute époque, à remplacer la garantie qu'il a constituée par l'une des autres garanties prévues à l'article R. 277-3, d'une valeur au moins égale.

Article R. 277-5

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Décret n° 93-10 du 4 janvier 1993 art. 4 Journal Officiel du 5 janvier 1993)

À défaut de constitution de garantie le contribuable qui a demandé à différer le paiement de l'impôt peut, en cas de saisie de matériel ou de marchandises indispensables à l'exercice de sa profession, être autorisé, soit par le trésorier-payeur général ou par le receveur général des Finances, trésorier-payeur général de la région parisienne, soit par le directeur des services Fiscaux ou le directeur régional des Douanes et Droits indirects, selon le cas, après avis du comptable chargé du recouvrement, à vendre des objets saisis, à charge par lui soit de les remplacer par des objets de valeur au moins égale, soit d'en consigner le prix de vente.

Article R. 277-6

Un arrêté du ministre chargé des Finances détermine les conditions dans lesquelles les valeurs mobilières peuvent être constituées en garantie et notamment la nature de ces valeurs, ainsi que le montant pour lequel elles sont admises, ce montant étant calculé d'après le dernier cours coté au jour du dépôt.

Article R. 277-7

(inséré par décret n° 2002-246 du 18 février 2002 art. 1 Journal Officiel du 24 février 2002)

En cas de réclamation relative à l'assiette d'imposition et portant sur un montant de droits inférieur à 3 000 euros, le débiteur est dispensé de constituer des garanties.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES

(Partie Arrêtés)

Article A. 277-1

(Arrêté du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)

Le contribuable qui fournit des valeurs mobilières au titre des garanties prévues par l'article L. 277 doit déposer ces valeurs à la caisse du comptable chargé du recouvrement.

Toutefois, les établissements de crédit admis à servir d'intermédiaires pour le paiement des impôts directs peuvent être autorisés, sur leur demande ou celle de leur client, à recevoir les titres en dépôt sur un compte de dépôt de titres ouvert au nom du contribuable.

La demande doit être adressée au comptable appelé à recevoir les titres ; elle implique pour l'établissement de crédit comme pour le contribuable l'acceptation des dispositions prévues aux articles A. 277-2 à A. 277-10.

Article A. 277-2

*(inséré par arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

Le dépôt fait l'objet d'un bordereau certifié par le comptable et indiquant le nom de la personne qui a remis les titres en garantie ; il est constaté par la délivrance d'un ou de plusieurs récépissés établis au nom du comptable et se référant aux présentes dispositions.

Article A. 277-3

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)*

Les titres déposés sont remis au comptable qui a effectué le dépôt, sur sa demande et contre quittance ou récépissé descriptif. Dans le cas où la demande de retrait porte sur la totalité des titres décrits dans un récépissé, elle est accompagnée de ce récépissé dûment déchargé.

La quittance ou le récépissé constatant la remise du titre au comptable libère définitivement l'établissement de crédit.

Les frais de garde, de timbre et tous autres occasionnés par le dépôt sont à la charge de la personne qui a remis les titres en garantie. Toutefois, le montant de ces frais est avancé à l'établissement de crédit par le Trésor si l'établissement de crédit ne peut en obtenir le remboursement de la part du débiteur.

Article A. 277-4

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)*

Les arrérages des titres sont portés par l'établissement de crédit du contribuable qui les a remis en garantie.

Toutefois, les arrérages qui viennent à échoir postérieurement à la date de réception par l'établissement de crédit de la demande de remise des titres présentée par le comptable sont versés à ce comptable.

Article A. 277-5

*(inséré par arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)*

En cas de remboursement d'un des titres déposés, le contribuable peut être autorisé à disposer du montant du remboursement, à charge par lui de présenter une nouvelle garantie de valeur au moins égale à celle qui représentait le titre remboursé.

Article A. 277-6

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)*

Les titres peuvent être restitués par l'établissement de crédit à la personne nommée au bordereau de dépôt, contre production du ou des récépissés de dépôt remis au comptable, revêtus d'une mention constatant que ces titres ont cessé d'être affectés à la garantie du Trésor ou, en cas de désaffectation partielle, au vu d'une lettre adressée par le comptable à l'établissement de crédit.

Dans ce dernier cas, il est fait mention de la sortie partielle sur le récépissé qui, à cet effet, est communiqué à l'établissement de crédit par le comptable.

Article A. 277-7

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Arrêté du 15 octobre 1987 art. 1 Journal Officiel du 23 octobre 1987)*

Les valeurs mobilières, y compris les actions de Sicav, sur lesquelles la Banque de France consent des avances sur titres, sont admises pour la somme déterminée, au jour du dépôt, par l'application au dernier cours coté pour les valeurs mobilières, ou au dernier prix de rachat pour les actions de Sicav, du tarif appliqué par cet établissement pour la fixation du montant des avances.

Article A. 277-8

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Arrêté du 15 octobre 1987 art. 1 Journal Officiel du 23 octobre 1987)**(Loi n° 96-597 du 2 juillet 1996 art. 10 I Journal Officiel du 4 juillet 1996)*

Les autres valeurs mobilières cotées en bourse, les parts de fonds communs de placement autres que ceux prévus par la loi n° 83-1 du 3 janvier 1983 et les actions de Sicav composées au moins pour moitié de valeurs françaises de première catégorie ou de valeur assimilées et gérées par la Caisse des dépôts et consignations ou un établissement de crédit agréé en qualité de banque par le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement sont admises pour une valeur égale à 60 p. 100 du dernier cours pour les valeurs cotées ou du dernier prix de rachat pour les parts de fonds communs de placement et pour les actions de Sicav.

Article A. 277-9

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Arrêté du 15 octobre 1987 art. 1 Journal Officiel du 23 octobre 1987)*

Les valeurs mobilières qui ne sont pas cotées à une bourse française et les actions de Sicav autres que celles visées par l'article A. 277-8 ne peuvent être admises que si elles sont accompagnées d'une caution bancaire souscrite pour la différence entre le montant de l'évaluation des titres et le montant des impôts contestés.

Article A. 277-10

*(Arrêté du 15 septembre 1981**Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)**(Arrêté du 15 octobre 1987 art. 1 Journal Officiel du 23 octobre 1987)*

Des garanties supplémentaires peuvent être exigées lorsque le cours ou le prix de rachat, selon le cas, des titres déposés est inférieur à la valeur pour laquelle ces titres ont été admis en garantie.

TITRE 6
DÉGRÈVEMENTS,
EXCÉDENTS DE VERSEMENT
ET INTÉRÊTS MORATOIRES

CHAPITRE 1

PLAFONNEMENT DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

Article 1647 B sexies

- (Loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 art. 12 III, art. 14, art. 18 Journal Officiel du 11 janvier 1980)*
- (Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)*
- (Loi n° 84-1208 du 29 décembre 1984 art. 4 II, III, art. 100 finances pour 1985
Journal Officiel du 30 décembre 1984 en vigueur le 1^{er} janvier 1985)*
- (Loi n° 88-1149 du 23 décembre 1988 art. 31 I finances pour 1989
Journal Officiel du 28 décembre 1988 en vigueur le 1^{er} janvier 1989)*
- (Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 7 finances pour 1990
Journal Officiel du 30 décembre 1989 modification directe incorporée dans l'édition du 15 juin 1990)*
- (Loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 art. 5 finances pour 1991 Journal Officiel du 30 décembre 1990)*
- (Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 49 finances pour 1992 Journal Officiel du 31 décembre 1991)*
- (Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 art. 27 I finances pour 1993
Journal Officiel du 31 décembre 1992 en vigueur le 1^{er} janvier 1993)*
- (Loi n° 93-1352 du 30 décembre 1993 art. 55 finances pour 1994 Journal Officiel du 31 décembre 1993)*
- (Loi n° 94-1162 du 29 décembre 1994 art. 17 finances pour 1995 Journal Officiel du 30 décembre 1994)*
- (Loi n° 95-1346 du 30 décembre 1995 art. 16 I II finances pour 1996,
Journal Officiel du 31 décembre 1995)*
- (Loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 art. 24 finances pour 1997 Journal Officiel du 31 décembre 1996)*
- (Loi n° 96-1182 du 30 décembre 1996 art. 34 finances rectificative pour 1996
Journal Officiel du 31 décembre 1996)*
- (Loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 art. 20 b finances rectificative pour 1997
Journal Officiel du 30 décembre 1997)*
- (Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 art. 7 II 37, art. 44 a VII 1, 2, 3 a b c finances pour 1999
Journal Officiel du 31 décembre 1998)*
- (Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 art. 24, art. 128 II finances pour 2000
Journal Officiel du 31 décembre 1999)*
- (Loi n° 99-1172 du 30 décembre 1999 art. 24 finances pour 2000 Journal Officiel du 31 décembre 1999)*
- (Loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 art. 70 I Journal Officiel du 11 juillet 2001)*
- (Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 7
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*
- (Loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 art. 36 II c finances rectificative pour 2001
Journal Officiel du 29 décembre 2001)*
- (Décret n° 2002-923 du 6 juin 2002 art. 1 Journal Officiel du 8 juin 2002)*
- (Loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003 art. 61 II 3 finances rectificative pour 2003
Journal Officiel du 31 décembre 2003)*
- (Ordonnance n° 2004-281 du 25 mars 2004 art. 7 Journal Officiel du 27 mars 2004)*

(Loi n° 2004-804 du 9 août 2004 art. 11 II Journal Officiel du 11 août 2004)

*(Loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 art. 28 III, art. 100 II finances pour 2005
Journal Officiel du 31 décembre 2004)*

I. Sur demande du redevable, la cotisation de taxe professionnelle de chaque entreprise est plafonnée en fonction de la valeur ajoutée produite au cours de l'année au titre de laquelle l'imposition est établie ou au cours du dernier exercice de douze mois clos au cours de cette même année lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile. La valeur ajoutée est définie selon les modalités prévues au II.

Pour les impositions établies au titre de 1999 et des années suivantes, le taux de plafonnement est fixé à 3,5 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires de l'année au titre de laquelle le plafonnement est demandé est inférieur à 21 350 000 euros, à 3,8 % pour celles dont le chiffre d'affaires est compris entre 21 350 000 euros et 76 225 000 euros et à 4 % pour celles dont le chiffre d'affaires excède cette dernière limite.

Par exception aux dispositions des premier et deuxième alinéas, pour les impositions établies au titre de 2002 et des années suivantes, le taux de plafonnement est fixé à 1 % pour les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers.

I bis. Le plafonnement prévu au I s'applique sur la cotisation de taxe professionnelle diminuée, le cas échéant, de l'ensemble des réductions et dégrèvements dont cette cotisation peut faire l'objet, à l'exception du dégrèvement prévu à l'article 1647 C et du crédit d'impôt prévu à l'article 1647 C sexies.

Il ne s'applique pas aux taxes visées aux articles 1600 à 1601 B ni aux prélèvements opérés par l'État sur ces taxes en application de l'article 1641. Il ne s'applique pas non plus à la cotisation minimum prévue à l'article 1647 D.

I ter. 1. Pour l'application du plafonnement en fonction de la valeur ajoutée des impositions établies au titre de 1996 et des années suivantes, la cotisation de taxe professionnelle s'entend de la somme des cotisations de chaque établissement calculées en retenant :

D'une part, la base servant au calcul de la cotisation de taxe professionnelle établie au titre de l'année d'imposition au profit de chaque collectivité locale et établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre ;

Et, d'autre part, le taux de chaque collectivité ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de 1995 ou le taux de l'année d'imposition, s'il est inférieur. Pour les communes qui, en 1995, appartenaient à un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est, le cas échéant, majoré du taux appliqué au profit du établissement public de coopération intercommunale pour 1995. Lorsqu'il est fait application des dispositions prévues aux articles 1609 nonies C, 1638, 1638 bis, 1638 quater ainsi que du II de l'article 1609 quinquies C et du I de l'article 1609 nonies BA, le taux retenu est, chaque année jusqu'à l'achèvement du processus de réduction des écarts de taux, soit le taux qui aurait été applicable dans la commune, l'année en cause, du seul fait de la correction des écarts de taux, soit, s'il est inférieur, le taux effectivement appliqué dans la commune. À compter de la dernière année du processus de réduction des écarts de taux, le taux retenu est, soit celui qui aurait été applicable cette dernière année dans la commune, du seul fait de la réduction des écarts de taux, soit, s'il est inférieur, le taux effectivement appliqué dans la commune. Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale perçoit, pour la première fois à compter de 1996, la taxe professionnelle au lieu et place des communes en application de l'article 1609 nonies C ou du II de l'article 1609 quinquies C, le taux de 1995 est celui de la ou des collectivités auxquelles l'établissement public de coopération intercommunale s'est substitué.

Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle, la cotisation afférente à la part de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale est calculée en retenant la somme des taux votés par la commune et par l'établissement public de coopération intercommunale en 1995, ou la somme des taux votés par ces collectivités pour l'année d'imposition, si elle est inférieure. Lorsque les bases imposables au profit de l'établissement public de coopération intercommunale et de la commune sont différentes, la cotisation afférente à la part de chacune de ces collectivités est calculée en appliquant le taux qu'elle ont voté pour 1995 ou pour l'année d'imposition si la somme de leurs taux pour cette même année est inférieure à celle de 1995 ; lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle perçoit, pour la première fois à compter de 1996, la taxe professionnelle, en application de l'article 1609 bis et du I de l'article 1609 quinquies C, le taux retenu pour le calcul de la part de la cotisation revenant au établissement public de coopération intercommunale est égal, dans la limite du taux du établissement public de coopération intercommunale pour l'année d'imposition, à la différence si elle est positive entre le taux de la commune pour 1995 et le taux de cette collectivité pour l'année d'imposition, ou au taux de l'établissement public de coopération intercommunale pour l'année d'imposition si la somme des taux de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale pour cette même année est inférieure au taux de la commune pour 1995.

2. Pour l'application du premier alinéa du 1, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale perçoit, pour la première fois, à compter de l'année 2000, la taxe professionnelle au lieu et place des communes conformément à l'article 1609 nonies C, le taux à retenir pour le calcul de la cotisation éligible au plafonnement est le plus faible des deux taux suivants :

a) Le taux retenu pour le calcul des cotisations éligibles au plafonnement l'année précédant la première année où l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe professionnelle conformément à l'article 1609 nonies C pour la commune et, le cas échéant, le ou les établissements publics de coopération intercommunale auxquels il s'est substitué pour la perception de cet impôt.

Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale fait application du processus de réduction des écarts de taux, ce taux est, chaque année jusqu'à l'achèvement du processus de réduction des écarts de taux, augmenté de la correction positive des écarts de taux ; à compter de la dernière année du processus de réduction des écarts de taux, ce taux est majoré de la correction des écarts de taux applicable cette dernière année dans la commune du seul fait de la réduction des écarts de taux.

Lorsqu'il n'est pas fait application du processus pluriannuel de réduction des écarts de taux, le taux retenu, pour le calcul des cotisations éligibles au plafonnement l'année précédant la première année où l'établissement public de coopération intercommunale perçoit la taxe professionnelle conformément à cet article, est majoré de l'écart positif de taux constaté entre le taux voté par l'établissement public de coopération intercommunale la première année d'application des dispositions dudit article et le taux voté par la commune l'année précédente majoré, le cas échéant, du taux du ou des établissements publics de coopération intercommunale auxquels elle appartenait ;

b) Le taux effectivement appliqué dans la commune.

Ces modalités sont applicables dans les mêmes conditions lorsqu'il est fait application dans les établissements publics de coopération intercommunale visés au premier alinéa des dispositions prévues aux I, II bis et V de l'article 1638 quater.

3. La cotisation de chaque établissement est majorée du montant de la cotisation prévue à l'article 1648 D et des taxes spéciales d'équipement prévues aux articles 1599 quinquies, 1607 bis, 1608, 1609 à 1609 F, calculées dans les mêmes conditions.

II. 1. La valeur ajoutée mentionnée au I est égale à l'excédent hors taxe de la production sur les consommations de biens et services en provenance de tiers constaté pour la période définie au I.

2. Pour la généralité des entreprises, la production de l'exercice est égale à la différence entre :

D'une part, les ventes, les travaux, les prestations de services ou les recettes ; les produits accessoires ; les subventions d'exploitation ; les ristournes, rabais et remises obtenus ; les travaux faits par l'entreprise pour elle-même ; les stocks à la fin de l'exercice ;

Et, d'autre part, les achats de matières et marchandises, droits de douane compris ; les réductions sur ventes ; les stocks au début de l'exercice.

Les consommations de biens et services en provenance de tiers comprennent : les travaux, fournitures et services extérieurs, à l'exception des loyers afférents aux biens pris en crédit-bail, ou des loyers afférents à des biens, visés au a du 1° de l'article 1467, pris en location par un assujetti à la taxe professionnelle pour une durée de plus de six mois ou des redevances afférentes à ces biens résultant d'une convention de location-gérance, les frais de transports et déplacements, les frais divers de gestion.

Lorsqu'en application du deuxième alinéa sont exclus des consommations de biens et services en provenance de tiers les loyers ou redevances que verse le preneur, les amortissements visés au 2° du 1 de l'article 39, autres que ceux comptabilisés en amortissements dérogatoires et se rapportant aux biens loués, sont déduits de la valeur ajoutée du bailleur.

3. La production des établissements de crédit, des entreprises ayant pour activité exclusive la gestion des valeurs mobilières est égale à la différence entre :

D'une part, les produits d'exploitation bancaires et produits accessoires ;

Et, d'autre part, les charges d'exploitation bancaires.

4. En ce qui concerne les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, la production est égale à la différence entre :

D'une part, les primes ou cotisations ; les produits financiers ; les produits accessoires ; les subventions d'exploitation ; les ristournes, rabais et remises obtenus ; les commissions et participations reçues des réassureurs ; les travaux faits par l'entreprise pour elle-même ; les provisions techniques au début de l'exercice ;

Et, d'autre part, les prestations ; les réductions et ristournes de primes ; les frais financiers ; les provisions techniques à la fin de l'exercice.

Les consommations intermédiaires comprennent également les commissions versées aux courtiers, agents et autres mandataires.

5. En ce qui concerne les contribuables soumis à un régime d'imposition défini au 1 de l'article 50-0 ou à l'article 102 ter, la valeur ajoutée est égale à 80 % de la différence entre le montant des recettes et, le cas échéant, celui des achats.

6. Un décret en Conseil d'État fixe, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent paragraphe.

III. (Abrogé pour les impositions établies au titre de 1993 et des années suivantes).

IV. Les dégrèvements résultant de l'application du présent article sont ordonnancés dans les six mois suivant celui du dépôt de la demande.

V. - Le montant total des dégrèvements accordés à un contribuable en application du présent article et des articles 1647 B octies et 1647 C quinquies ne peut excéder 76 225 000 euros.

CHAPITRE 2

EXCÉDENTS DE VERSEMENTS DÉGRÈVEMENTS

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 210-1

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

*(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16
Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990 :
modification de la table des matières)*

*(Loi n° 90-1169 du 29 décembre 1990 art. 44 I finances rectificative pour 1990
Journal Officiel du 30 décembre 1990)*

*(Loi n° 93-1352 du 29 décembre 1993 art. 85 I IV finances pour 1994
Journal Officiel du 30 décembre 1993)*

Les dégrèvements contentieux entraînent les dégrèvements correspondants des taxes établies d'après les mêmes bases, au profit de l'État, des départements, des communes ou de divers organismes.

Toutefois, les décisions d'exonération permanente ou temporaire de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou sur les propriétés non bâties n'entraînent le dégrèvement correspondant des taxes perçues au profit des départements et des communes en rémunération des services rendus que si les dispositions législatives ou réglementaires concernant ces taxes le prévoient expressément.

Article R. 211-1

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

(Loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 art. 34 Journal Officiel du 12 juillet 1985)

*(Loi n° 90-1169 du 29 décembre 1990 art. 44 I finances rectificative pour 1990
Journal Officiel du 30 décembre 1990)*

(Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 21 I finances pour 1992 Journal Officiel du 31 décembre 1991)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 17 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

(Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 6 finances pour 1990 Journal Officiel du 30 décembre 1989)

*(Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 21 I d finances pour 1992
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 17 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

*(Loi n° 93-1352 du 29 décembre 1993 art. 85 I V finances pour 1994
Journal Officiel du 30 décembre 1993)*

*(Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000 art. 11 V 1, VI 2 finances rectificative pour 2000
Journal Officiel du 14 juillet 2000)*

(Décret n° 2006-357 du 24 mars 2006 art. 2 Journal Officiel du 26 mars 2006)

L'administration des impôts ou l'administration des douanes et droits indirects selon le cas, peut prononcer d'office le dégrèvement ou la restitution d'impositions qui n'étaient pas dues, jusqu'au 31 décembre de la quatrième année suivant celle au cours de laquelle le délai de réclamation a pris fin, ou, en cas d'instance devant les tribunaux, celle au cours de laquelle la décision intervenue a été notifiée.

L'administration des impôts peut prononcer dans le délai de trente ans les dégrèvements d'office prévus au III de l'article 1414 et aux articles 1414 A et 1601 du Code général des impôts relatifs à la taxe d'habitation et à la taxe pour frais de chambres de métiers et de l'artisanat.

Article R. 211-2

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 art. 34 Journal Officiel du 12 juillet 1985)

*(Loi n° 90-1169 du 29 décembre 1990 art. 44 I finances rectificative pour 1990
Journal Officiel du 30 décembre 1990)*

(Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 21 I finances pour 1992 Journal Officiel du 31 décembre 1991)

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 18 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

(Loi n° 89-935 du 29 décembre 1989 art. 6 Journal Officiel du 30 décembre 1989)

*(Loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 art. 21 I d finances pour 1992
Journal Officiel du 31 décembre 1991)*

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 18, 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

*(Loi n° 93-1352 du 29 décembre 1993 art. 85 I V finances pour 1994,
Journal Officiel du 30 décembre 1993)*

*(Loi n° 2000-656 du 13 juillet 2000 art. 11 V 1, VI 2 finances rectificative pour 2000
Journal Officiel du 14 juillet 2000)*

Les propositions de dégrèvements d'office et de restitutions prévues à l'article R. 211-1 peuvent être faites par les agents de l'administration des impôts ou de l'administration des douanes et droits indirects, selon le cas, et les comptables du Trésor, chargés du recouvrement. Ces propositions sont portées sur des états adressés, selon le cas, au directeur des services Fiscaux ou au directeur régional des Douanes et Droits indirects pour la suite à donner.

Les agents appartenant au corps des géomètres du cadastre sont également admis, dans les conditions fixées par le directeur général des Impôts, à proposer d'office, en matière de taxe foncière, des mutations de cote et le dégrèvement des droits formant surtaxe.

Sauf s'il s'agit des dégrèvements d'office prévus au III de l'article 1414 et à l'article 1414 A du Code général des impôts, les propositions de dégrèvements sont communiquées par l'administration au maire ou à la commission communale des impôts directs conformément à l'article R. 198-3.

Article 1965 L

*(Loi n° 92-1376 du 30 décembre 1992 art. 43 finances pour 1993
Journal Officiel du 31 décembre 1992)*

*(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 7
Journal Officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1^{er} janvier 2002)*

Les dégrèvements ou restitutions de toutes impositions ou créances fiscales d'un montant inférieur à 8 euros ne sont pas effectués.

Ce montant s'apprécie par cote, exercice ou affaire.

CHAPITRE 3

INTÉRÊTS MORATOIRES

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Législative)

Article L. 208

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 87-502 du 8 juillet 1987 art. 4 Journal Officiel du 9 juillet 1987)
(Loi n° 77-574 du 7 juin 1977 art. 5 Journal Officiel du 8 juin 1977)
(Loi n° 92-677 du 17 juillet 1992 art. 108, art. 121 Journal Officiel du 19 juillet 1992)
(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)
(Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 art. 29 IV finances pour 2006
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

Quand l'État est condamné à un dégrèvement d'impôt par un tribunal ou quand un dégrèvement est prononcé par l'administration à la suite d'une réclamation tendant à la réparation d'une erreur commise dans l'assiette ou le calcul des impositions, les sommes déjà perçues sont remboursées au contribuable et donnent lieu au paiement d'intérêts moratoires dont le taux est celui de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du Code général des impôts. Les intérêts courent du jour du paiement. Ils ne sont pas capitalisés.

Lorsque les sommes consignées à titre de garanties en application des articles L. 277 et L. 279 doivent être restituées, en totalité ou en partie, la somme à rembourser est augmentée des intérêts prévus au premier alinéa. Si le contribuable a constitué des garanties autres qu'un versement en espèces, les frais qu'il a exposés lui sont remboursés dans les limites et conditions fixées par décret.

NOTA : Loi 2005-1719 2005-12-30 art. 29 V finances pour 2006 : dispositions d'application.

Article L. 209

*(Décret n° 81-859 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 1982)
(Loi n° 81-1179 du 31 décembre 1981 art. 10 finances rectificative pour 1981)
(Loi n° 94-1163 du 29 décembre 1994 art. 35 finances rectificative pour 1994
Journal Officiel du 30 décembre 1994)
(Ordonnance n° 2004-281 du 25 décembre 2004 art. 27
Journal Officiel du 27 mars 2004 en vigueur le 1^{er} juin 2004)
(Ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 art. 23
Journal Officiel du 8 décembre 2005 en vigueur le 1^{er} janvier 2006)
(Loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 art. 29 IV finances pour 2006
Journal Officiel du 31 décembre 2005)*

Lorsque le tribunal administratif rejette totalement ou partiellement la demande d'un contribuable tendant à obtenir l'annulation ou la réduction d'une imposition établie en matière d'impôts directs à la suite d'une rectification ou d'une taxation d'office, les cotisations ou fractions de cotisations maintenues à la charge du contribuable et pour lesquelles celui-ci avait présenté une réclamation assortie d'une demande de sursis de paiement donnent lieu au paiement d'intérêts moratoires au taux de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du Code général des impôts. Ces intérêts moratoires ne sont pas dus sur les cotisations ou fractions de cotisations d'impôts soumises à l'intérêt de retard mentionné à l'article 1727 du Code général des impôts.

Ces dispositions sont également applicables en cas de désistement du contribuable auprès de la juridiction saisie.

Sur demande justifiée du contribuable, le montant des intérêts moratoires est réduit du montant des frais éventuellement engagés pour la constitution des garanties propres à assurer le recouvrement des impôts contestés.

Les intérêts courent du premier jour du treizième mois suivant celui de la date limite de paiement jusqu'au jour du paiement effectif des cotisations. Ils sont recouvrés dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties, sûretés et privilèges que les impositions auxquelles ils s'appliquent.

NOTA : Loi 2005-1719 2005-12-30 art. 29 V finances pour 2006 : dispositions d'application.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES (Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 208-1

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)
(Décret n° 86-331 du 5 mars 1986 art. 1 Journal Officiel du 11 mars 1986)*

*(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16
Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990 :
modification de la table des matières)*

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 14 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

Les intérêts moratoires prévus par l'article L. 208 sont dus lorsqu'un dégrèvement est prononcé à la suite d'une demande présentée verbalement lors d'une visite au service des Impôts, ou au service des Douanes et Droits indirects, selon le cas à la condition que le contribuable ait daté et signé le document établi par ce service pour prendre note de sa réclamation.

Ces intérêts sont calculés sur la totalité des sommes remboursées au contribuable au titre de l'impôt objet du règlement.

Ils sont payés d'office en même temps que les sommes remboursées par le comptable chargé du recouvrement des impôts.

Article R. 208-2

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

*(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16
Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990)*

Les intérêts moratoires courent jusqu'au jour du remboursement.

Si les sommes remboursées sont employées au règlement d'autres impôts dus par le contribuable à la caisse du même comptable, il n'est dû d'intérêts sur les sommes ainsi employées que jusqu'à la date à laquelle ces impôts sont devenus exigibles.

Article R. 208-3

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

*(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16
Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990 :
modification de la table des matières)*

(Décret n° 92-1431 du 30 décembre 1992 art. 1 à 6 Journal Officiel du 31 décembre 1992)

(Décret n° 93-311 du 9 mars 1993 art. 14 et 28 Journal Officiel du 11 mars 1993)

*(Loi n° 94-6 du 6 janvier 1994 art. 7, art. 31
Journal Officiel du 5 janvier 1994 en vigueur le 13 décembre 1993)*

*(Décret n° 2004-587 du 21 juin 2004 art. 2
Journal Officiel du 24 juin 2004 en vigueur le 1^{er} juillet 2004)*

Pour obtenir le remboursement prévu par l'article L. 208 des frais qu'il a exposés pour constituer les garanties, le contribuable doit adresser une demande :

- a) Au trésorier-payeur général, s'il s'agit d'impôts directs recouvrés par les comptables du Trésor ;
- b) Au directeur des services Fiscaux, s'il s'agit d'impôts, droits ou taxes recouvrés par les comptables de la direction générale des Impôts ;

La demande, appuyée de toutes justifications utiles, doit être formulée dans le délai d'un an à compter de la notification de la décision soit du directeur ou du trésorier-payeur général soit du tribunal saisi ;

- c) Au directeur régional des Douanes et Droits indirects, s'il s'agit de contributions indirectes, droits, taxes, redevances, impositions assimilées et de la contribution prévue par l'article 527 du Code général des impôts recouvrés par les comptables de la direction générale des Douanes et Droits indirects.

Article A. 208-1

(Arrêté du 4 janvier 1982 Journal Officiel du 19 janvier 1982)

(Arrêté du 5 janvier 1990 art. 1 Journal Officiel du 13 janvier 1990)

Lorsqu'une réclamation contentieuse est admise en totalité ou en partie, la limite prévue au 2° de l'article R. 208-4 dans laquelle est remboursée au réclamant la rémunération demandée par la caution est, en taux annuel, de 2 p. 100 de l'impôt garanti. Elle est calculée en fonction du temps effectivement écoulé de la constitution à la mainlevée de la caution.

LIVRE DES PROCÉDURES FISCALES
(Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'État)

Article R. 208-4

(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981

Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)

(Loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 art. 94 II Journal Officiel du 25 janvier 1984)

(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16

*Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990 :
modification de la table des matières)*

(Loi n° 96-1181 du 31 décembre 1996 art. 38 finances pour 1997 Journal Officiel du 31 décembre 1996)

Font l'objet d'un remboursement les frais suivants :

NATURE DES GARANTIES CONSTITUÉES	NATURE DES FRAIS
1° CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	
a) Créances sur le Trésor proprement dites.....	Frais de timbre de dimension du nantissement constitué au profit du Trésor. Frais de signification de ce nantissement au comptable payeur par huissier de justice.
b) Dépôts de fonds dans les trésoreries générales.....	Frais de timbre de dimension de l'engagement souscrit par le contribuable au profit du Trésor
2° CAUTIONNEMENT.....	Frais de timbre de dimension de l'acte sous seing privé. Rémunération demandée par la caution, dans une limite fixée par arrêté. Le cas échéant, frais de constitution de garanties au profit de la caution : les frais à rembourser ne peuvent pas excéder ceux qui auraient été exposés si les garanties avaient été constituées au profit du Trésor
3° VALEURS MOBILIÈRES	
a) Dans tous les cas.....	Frais de l'acte de nantissement, s'il s'agit de valeurs au porteur
b) Titres déposés à la caisse du comptable chargé du recouvrement.....	Frais d'envoi des titres à la trésorerie générale
c) Titres déposés dans une banque.....	Frais réclamés par la banque (droit de garde, frais de transport des titres de l'agence au lieu de conservation).
4° MARCHANDISES DÉPOSÉES DANS DES MAGASINS AGRÉES PAR L'ÉTAT ET FAISANT L'OBJET D'UN WARRANT ENDOSSÉ À L'ORDRE DU TRÉSOR	Frais de magasinage, débours (prime d'assurance, d'incendie).
5° AFFECTATIONS HYPOTHÉCAIRES.....	Frais de timbre du contrat de constitution d'hypothèque, émolument du notaire rédacteur de l'acte. Droits d'enregistrement de l'acte. Salaire du conservateur des hypothèques. En cas de radiation de l'inscription : salaire du conservateur des hypothèques, frais de mainlevée notariée de l'inscription s'il y a lieu
6° NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE.....	Frais de timbre du contrat de nantissement. Droit d'enregistrement de l'acte. Frais d'inscription et salaire du greffier du tribunal de commerce. En cas de radiation de l'inscription : frais de radiation, salaire du greffier.

Article R. 208-5

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

*(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16, art. 18
Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990)*

Les frais sont remboursés en totalité si le contribuable a obtenu la décharge totale des impositions contestées.

En cas de décharge partielle, les frais proportionnels au montant des impôts garantis sont remboursés au prorata du dégrèvement ; les frais fixes demeurent à la charge du contribuable.

Article R. 208-6

*(Décret n° 81-860 du 15 septembre 1981
Journal Officiel du 18 septembre 1981 en vigueur le 1^{er} janvier 1982)*

*(Décret n° 89-948 du 22 décembre 1989 art. 16
Journal Officiel du 31 décembre 1989 en vigueur le 1^{er} janvier 1990)*

Les contestations relatives à l'application des dispositions des articles R. 208-2 à R. 208-5 sont jugées selon les règles applicables aux litiges relatifs au recouvrement des impôts considérés.

Impression : Imprimerie Nationale
5, avenue Louis Luc - 94607 CHOISY-LE-ROI

ISSN : 0984 9114